CAHIERS LÉON BLUM

NUMÉRO 15 - 16. 70 F 1984

L'IDENTITÉ DU SOCIALISME FRANÇAIS : LÉON BLUM ET LES NÉO-SOCIALISTES

Publié avec le concours du Centre National des Lettres

archives-socialistes.fr

ISSN 0152-6251

TABLE DES MATIÈRES

Léon Blum et le néo-socialisme : les enjeux d'un conflit,
par Alain BERGOUNIOUX 1

La naissance et les premiers développements de la crise néo-socialiste,
par Alain BERGOUNIOUX 5

Le débat sur le régime parlementaire et le plan (juillet 1933 - juillet 1934),
par Jean-François BIARD 17

Le parti et le pouvoir,
par Marc SADOUN 47

Documents :
Discours de Léon Blum au XXème congrès national de la SFIO 61

«Au delà du réformisme» 79

archives-socialistes.fr

LÉON BLUM ET LE NÉO-SOCIALISME : LES ENJEUX D'UN CONFLIT

La crise du néo-socialisme a été un moment important de l'histoire du socialisme français. Mais cet épisode demeure encore peu connu et mal compris. Le fameux «je suis épouvanté» de Léon Blum, ponctuant le discours de Marquet au congrès de Paris en juillet 1933, résume trop souvent le débat. Le néo-socialisme ne serait que l'expression d'une tentation fasciste au sein du mouvement socialiste. L'évolution ultérieure de figures importantes de ce mouvement, comme Marcel Déat ou Adrien Marquet, a emporté aisément la conviction. Dans un livre récent, l'historien Zeev Sternhell affirme : «Le socialisme national du temps de la collaboration est celui-même qui avait fait les beaux jours du néo-socialisme et du planisme» (1). Nous savons, certes, qu'il a existé un fascisme de gauche dans l'Europe des années trente. Les noms d'Oswald Mosley, de Gregor Strasser, de Doriot montrent l'ampleur du phénomène. L'idéologie socialiste – particulièrement l'idéologie marxiste – a pu avoir en commun avec le nationalisme une vive critique de la démocratie parlementaire. Mais il ne faut pas oublier que, dans le néo-socialisme, tout part de la volonté de parlementaires réformistes de réaliser une participation gouvernementale durable avec le parti radical. Que penser de plus d'une scission où, à côté de Déat et de Marquet, se retrouvèrent des républicains aussi peu discutables que Renaudel ou Ramadier ? Que penser d'un parti, le Parti Socialiste de France, qui n'a été qu'un groupe d'appoint parfaitement intégré dans le jeu parlementaire ? La critique du déterminisme économique, la notion de plan, l'attention portée aux classes moyennes ne sont pas, par elles-mêmes, des idées fascistes. Tout dépend de la cohérence d'ensemble et du contexte. Les principaux thèmes du livre-manifeste de Déat, *Perspectives socialistes,* sont, aujourd'hui, des idées banales dans la social-démocratie moderne.

La nature du néo-socialisme doit, donc, être définie avant tout. Et pour éviter de verser dans une histoire substantialisée, qui fait s'af-

fronter des figures idéologiques, une chronologie exacte est nécessaire, sous peine de mélanger les périodes. Car la politique est, évidemment, une interaction. La manière dont le débat a été mené a influencé nécessairement l'évolution du néo-socialisme. S'il n'y a que rarement des métamorphoses en Histoire et s'il existe, presque toujours, des prédispositions culturelles et sociales, il n'en est pas moins vrai que les choix qui mènent d'une attitude politique à une autre se font sous tout un réseau de contraintes. Il peut être aisé, ensuite, de tracer un fil continu, justificatif ou accusateur, mais les bifurcations et les hésitations sont alors effacées.

Poser le problème ainsi implique qu'il en a été, peut-être, de même pour le socialisme. L'influence que cette crise a pu avoir, à la fois sur la S.F.I.O. et la pensée de Léon Blum, constitue un deuxième centre d'intérêt. Jusqu'à cette date, le socialisme français n'avait pas connu une réelle offensive révisionniste. Les débats de doctrine n'avaient certes pas manqué, mais l'orthodoxie – définie simplement dans le maintien de l'idée révolutionnaire conduisant à la croyance en l'avènement d'une société sans classes – n'avait pas été remise en cause en tant que telle. La scission de Tours l'avait même plutôt renforcée. Et la droite du parti, avant 1914 comme après 1920, privilégiait les questions tactiques. Or le néo-socialisme dépassa cet opportunisme tactique. En avançant, entre autres, la notion de régime intermédiaire, il entendit faire éclater l'orthodoxie socialiste. Il a ouvert ainsi une crise doctrinale et stratégique. La conséquence la plus évidente fut une modification du rapport des forces au sein du parti socialiste. La gauche sortit renforcée de la crise. Mais la S.F.I.O. aborda la période du Front Populaire avec les schémas doctrinaux des années 1920. Georges Lefranc, dans nombre de ses ouvrages (2), a insisté sur ce qui lui paraissait être finalement l'influence néfaste de la crise néo-socialiste sur le socialisme français. Celle-ci, en effet, aurait hypothéqué l'essor du planisme en France et privé, par là-même, le Front Populaire d'une conception cohérente des réformes à entreprendre. La responsabilité de Léon Blum, maître à penser de la S.F.I.O., serait directement engagée. En somme, il n'aurait pas su séparer le bon grain (le planisme) de l'ivraie (le néo-socialisme). Le débat sur le planisme, qui se déroule dans l'année 1934, doit retenir notre attention. Le néo-socialisme, qui a une existence propre cette année-là, aurait continué d'influer, au moins par son ombre portée, sur le parti socialiste.

Des lors, les enjeux de cette étude apparaissent clairement. Que voulait le néo-socialisme et qu'a-t-il été en définitive ? Le débat

ouvert depuis 1930, et qui a atteint son intensité maximale en 1933, a-t-il empêché la S.F.I.O. de prendre conscience des nécessités nouvelles, a-t-il renforcé le poids de la doctrine dans un moment qui aurait exigé une grande capacité d'innovation ? Quelle est la responsabilité de Léon Blum, et en a-t-il seulement une ? Comment a-t-il analysé le danger que représentait le néo-socialisme pour l'unité du parti ? La logique de cette crise relève-t-elle d'un affrontement doctrinal ou d'une épreuve de force stratégique ?

Ce numéro des *Cahiers Léon Blum* tente d'apporter les éléments de réponse nécessaires en cernant les différentes dimensions de la question. Un premier article rend compte de la naissance et des premiers développements de la crise néo-socialiste. Ensuite, Jean-François Biard analyse la portée et l'importance du débat sur la notion de régime intermédiaire. Marc Sadoun étudie la synthèse blumiste à l'épreuve du néo-socialisme.

Alain Bergounioux

archives-socialistes.fr

NOTES :

(1) Zeev Sternhell, *Ni droite Ni gauche. L'idéologie fasciste en France.* Paris, Seuil, 1983, 403 p. (p. 163).

(2) Notamment de G. Lefranc, *Visages du Mouvement Ouvrier Français.* Paris, PUF, 1982 (pp. 117 et sq.) et *«Rétrospectives, II, Militant Socialiste et Syndicaliste». (Cahier et Revue de l'OURS* N° 118, mars 1981).

archives-socialistes.fr

LA NAISSANCE ET LES PREMIERS DÉVELOPPEMENTS DE LA CRISE NÉO-SOCIALISTE

Après 1920, la S.F.I.O. dut œuvrer pour sa reconstitution. Celle-ci fut, à peu près, achevée vers 1924. Le parti avait retrouvé un réel potentiel militant autour d'un important réseau d'élus. Son unité s'était refaite autour des principes traditionnels du socialisme, tels que Jaurès et Guesde les avaient définis avant 1914 et que Léon Blum rappelait à Tours. Lutter contre les effets du capitalisme dans l'immédiat et préparer démocratiquement l'issue révolutionnaire inévitable étaient les deux missions des socialistes. La socialisation intégrale des moyens de production demeurait le but, les réformes étaient des jalons nécessaires. La question de la propriété continuait de séparer fondamentalement le socialisme du radicalisme, unis, parfois, pour défendre les principes républicains. La S.F.I.O. devait rester le parti du prolétariat, qui croissait en nombre. Communistes et socialistes partageaient une même base de classe et une communauté de fin, la société sans classes, mais étaient divisés sur les moyens, le rôle de la démocratie et la nature du parti. Ces idées étaient le pain quotidien de la plupart des militants et constituaient l'orthodoxie dominante. L'accent, selon les tendances, pouvait porter sur tel ou tel aspect, les réformes ou la révolution, mais l'ensemble de la doctrine n'était pas contesté. Il pouvait d'autant moins l'être que, face au communisme, la S.F.I.O. se devait de prouver son authenticité révolutionnaire, pour elle-même et pour les autres. L'appareil du parti était, d'ailleurs, solidement tenu par les néo-guesdistes, qui dominaient des fédérations importantes, la C.A.P. et le secrétariat général avec Paul Faure.

Cette situation explique que le débat interne portait, de manière privilégiée, sur une question tactique, celle de la participation gouvernementale. Le Cartel des Gauches la rendait urgente. Deux fractions s'individualisèrent rapidement, une aile droite, autour, entre autres, de Renaudel, Paul-Boncour ou Alexandre Varenne, plus ré-

formistes que révisionnistes, défendant la participation à un gouvernement radical sur la base d'un programme commun, et une aile gauche, autour de Zyromski notamment, menant une offensive en règle contre le caractère par trop exclusif donné à l'action parlementaire. Le centre du parti était plutôt sensible aux arguments anti-participationnistes, mais il n'était pas homogène. A partir de cette date, le débat interne fut structuré par cette controverse qui revint régulièrement devant les congrès et les conseils nationaux. Les rapports de force fluctuèrent depuis 1924. Les participationnistes obtinrent leur meilleur résultat au Conseil National du 28 octobre 1929 où ils regroupèrent 1.450 mandats contre 1.590 pour une motion Paul Faure. Le conflit tendit à se cristalliser durablement autour de la rivalité entre la majorité du Groupe parlementaire et la majorité de la Commission administrative permanente, entre les élus et les militants donc.

Léon Blum avait tenté d'ordonner le débat en mettant au jour ce qu'il espérait être le plus petit dénominateur commun entre ceux qui jugeaient, déjà, le soutien au gouvernement radical excessif, et ceux qui le considéraient comme insuffisant. En janvier 1926, lors d'un congrès extraordinaire, il avait proposé une distinction entre la conquête et l'exercice du pouvoir, dessinant un cadre stratégique pour le socialisme français (1). La conquête du pouvoir devait être le but. Elle était définie comme le moment où, achevant son travail de préparation, le parti prenait le pouvoir politique, dans des conditions optimales permettant la transformation du régime de propriété. La transformation sociale pouvait ainsi suivre immédiatement la conquête du pouvoir pour ne pas décevoir l'espérance des travailleurs. Léon Blum ne précisait pas quand cette conquête pourrait prendre effet. Elle devait être cependant le point fixe guidant les énergies militantes. En attendant ce moment, pour ne pas être condamné soit à l'opposition stérile, soit à l'opportunisme, Léon Blum avançait la notion d'exercice du pouvoir, qui devait correspondre à une expérience gouvernementale dirigée par les socialistes, dans le cadre du régime capitaliste certes, mais dans des conditions de clarté. L'exercice du pouvoir devait ainsi répondre aux impatiences de la droite du parti, mais permettait de critiquer les faiblesses de la participation, qui n'assurait pas un rapport de force suffisant et offrait des risques graves de désillusion. La question délicate était évidemment de savoir si cet exercice du pouvoir pouvait se transformer en conquête. Or, Léon Blum pratiquait une stricte distinction. En effet, il entendait maintenir la cohérence socialiste en ne con-

fondant pas les conditions qui valent pour l'exercice du pouvoir et celles requises pour sa conquête – ce qui aurait été commettre la même erreur que Léon Blum avait reprochée, précisément, aux bolcheviques à Tours. Léon Blum espérait que le problème tactique, ouvert avec le Cartel des Gauches, trouverait ainsi une solution provisoire, qui, de plus, aurait l'avantage de retarder une épreuve du pouvoir dangereuse pour un parti encore fragile.

Il faut reconnaître que cette problématique n'a pas réellement été comprise par les militants. Ils n'arrivaient pas à admettre que le parti au pouvoir s'imposât pour lui-même des limites à ne pas dépasser. La plupart partageaient le sentiment de Paul Faure, que résumait une formule reprise de Napoléon : «On s'engage puis on voit». La droite participationniste n'était pas non plus satisfaite. Elle voyait, dans l'introduction du concept d'exercice du pouvoir, une habileté pour éluder les responsabilités du socialisme (2). Jusqu'en 1929-1930, les tendances répétèrent leur argumentation respective, sans ajouter réellement d'éléments nouveaux, la droite, dans sa revue, *la Vie Socialiste,* s'attachant à démontrer que le parti radical demeurait un parti républicain, et qu'il était donc possible de transformer progressivement la démocratie politique en démocratie sociale, la gauche, dans la *Bataille Socialiste,* estimant au contraire que l'antagonisme entre les classes s'accentuait et que le Parti radical était devenu l'expression des intérêts d'une fraction de la bourgeoisie. Le conflit était grave et aurait pu, tel quel, conduire à une crise, comme au moment du millerandisme, mais il ne sortait pas d'un cadre traditionnel.

Il n'en allait plus être de même après 1930. Car le débat, qui était jusque là essentiellement tactique, prit un tour doctrinal plus affirmé. Il ne s'est pas agi seulement pour les participationnistes d'habiller idéologiquement leur impatience. Il y a eu des nécessités plus profondes. La crise, d'abord, a ouvert l'interrogation sur les chances de survie du capitalisme et a dessiné un autre contexte pour la question de la participation. Ensuite, elle a rendu plus apparent un désir de renouveau qui s'était affirmé dès la fin des années 1920. La jeune génération intellectuelle était quelque peu déçue par l'absence de réalisations du socialisme et jugeait la théorie trop pauvre. Georges Lefranc, dans ses mémoires, rappelle cet état d'esprit : «Nous en étions venus, dès 1930, à l'idée qu'on ne pouvait attendre sans péril mortel l'effort de régénération qui nous paraissait indispensable» (3). Le modèle américain et les conséquences de la rationalisation avaient retenu l'attention. La critique du fondement matérialiste du

marxisme par Henri de Man avait fait réfléchir. Les livres, d'inégal intérêt, de Jules Moch, sur *Le Socialisme et la rationalisation,* en 1927, d'André Philip sur *Henri de Man et la crise doctrinale du socialisme,* en 1929, de Barthélémy Montagnon, *Grandeur et servitude socialiste,*ont témoigné de cette recherche. Tout cela nourrissait un courant d'idées indiscutablement révisionnistes, mais ne faisait pas une unité. Le privilège de Marcel Déat fut de réunir ces idées en un corps de doctrine autour d'un projet stratégique.

Pourquoi Marcel Déat ? Intellectuel brillant, il avait le goût des idées et voulait être un théoricien. Homme politique, il avait été élu député en 1926, battu en 1928, depuis lors il était secrétaire du groupe parlementaire socialiste, et, surtout à côté de Renaudel vieillissant, il était devenu la figure principale de la droite du parti – sans d'ailleurs aller aux extrêmes, en se donnant parfois les avantages d'une position centriste. A cette date, ses rapports avec Léon Blum n'étaient apparemment pas mauvais. Sans doute avait-il déjà quelques motifs de ressentiment contre celui-ci, car il pensait n'avoir pas reçu de sa part toute l'aide nécessaire dans l'élection de la Marne en 1928. Mais ce fut Blum lui-même – peut-être pour effacer cette ombre entre eux – qui le proposa pour ce poste important de secrétaire du groupe. En vain sans doute, car l'ambition de Déat était grande ; il ne voulait pas jouer les seconds rôles et entendait exercer rapidement une action de premier plan. Qui plus est, de générations différentes, les deux hommes avaient des caractères peu faits pour s'accorder. Autant Blum aimait l'analyse, avait souci de l'opinion des autres, doutait parfois de lui, autant Déat privilégiait l'action, ressentait une immense confiance dans ses capacités et dédaignait quelque peu les hommes (4). Cette opposition entre les deux hommes ne doit pas être négligée dans la crise néo-socialiste. Il est vrai qu'il serait possible d'en dire à peu près autant sur les rapports entre Paul Faure et Déat ou sur ceux entre Marquet et Blum.

Incontestablement, en reprenant ses analyses antérieures, et les idées qui étaient dans l'air, dans un ouvrage-manifeste, *Perspectives socialistes,* paru en novembre 1930, Déat franchit une étape. Il faut en rappeler les traits principaux. Partant de l'idée, commune dans la pensée réformiste, que l'État n'était pas l'expression d'une seule classe, mais d'un rapport de force entre les classes, Déat posait la question de la constitution d'une majorité élargie au-delà du prolétariat pour amener le socialisme au pouvoir. L'évolution du capitalisme, depuis la guerre, paraissait en offrir la perspective. Car le capitalisme moderne, qui dirigeait l'ensemble de l'économie, n'était

plus le capitalisme industriel que Marx avait connu, mais un capitalisme financier. La lutte des classes avait par là-même évolué. Si le prolétariat demeurait la base de l'action socialiste, il était impossible de continuer à percevoir la propagande dans les autres classes comme un simple prolongement. Car les classes moyennes ne connaissaient pas un phénomène de prolétarisation, mais de subordination au capitalisme financier. «Neutraliser» les classes moyennes, comme le voulait la gauche du parti, était insuffisant, il fallait les gagner au socialisme en montrant leur dépendance de fait, en jouant plus sur leurs motivations que sur leurs intérêts. Ainsi, l'évolution du capitalisme lui-même assurait la continuité d'un «front anti-capitaliste». L'État pouvait être utilisé comme un instrument, sa séparation du capitalisme était possible. Il exerçait désormais un contrôle réel sur la vie économique. La question de la propriété n'était plus l'alpha et l'oméga du socialisme, car son caractère juridique était aujourd'hui moins important que le contrôle sur la gestion. La future action socialiste pouvait se décomposer en trois phases : «L'effort socialiste devra porter, dans l'ordre, sur la socialisation de la puissance, la socialisation du profit et la socialisation de la propriété» (5). Déat pensait ainsi dépasser les oppositions entre le programme minimum et le programme maximum, l'exercice et la conquête du pouvoir, oppositions dans lesquelles il voyait un facteur d'impuissance. Il voulait tirer les enseignements de l'évolution de la social-démocratie européenne et les leçons des régimes autoritaires. L'importance qu'il donnait à l'action de l'État tranchait avec le révisionnisme bernsteinien qui privilégiait plutôt le réformisme social. Mais les propositions de Déat étaient conçues pour rendre possible un programme commun au parti socialiste et au parti radical. Le néo-socialisme de 1930 veut s'inscrire dans une stratégie parlementaire. Il transformait profondément l'orthodoxie socialiste, mais il le faisait dans une perspective réformiste. L'ouvrage, d'ailleurs, n'était pas anti-parlementaire, il souhaitait simplement une majorité homogène pour que le parlement fonctionnât efficacement et qu'un gouvernement traduisît cette volonté.

Le retentissement de l'ouvrage fut important et dépassa les milieux socialistes (6). Évidemment, ces thèses constituaient un défi direct pour les anti-participationnistes. La *Bataille socialiste* ouvrit la critique. Pour Jean-Baptiste Séverac, secrétaire adjoint du parti, la crise, au contraire, justifiait les analyses traditionnelles du socialisme, car elle supprimait progressivement «les zones intermédiaires entre le prolétariat et la classe capitaliste» (7). Le fondement de l'ac-

tion socialiste devait rester le prolétariat. L'erreur de Déat venait de son abandon explicite de la théorie marxiste de l'État pour écarter le mouvement révolutionnaire de sa distinction entre la propriété et le pouvoir, entre l'économique et le politique. Surtout, Jean Lebas, dirigeant de la puissante Fédération du Nord, consacra une brochure entière à la réfutation des propositions de Déat : «Nous commençons, enfin, à voir clair. Nous savons maintenant que par le regroupement des forces anti-capitalistes, il faut entendre l'alliance du Parti socialiste avec le Parti radical et d'autres partis qui le suivent [...]. Le néo-socialisme est fait de compromis, d'assurances données à la bourgeoisie qu'il ne sera pas touché à la grande propriété capitaliste [...]. Nous nous permettons d'émettre le vœu que le Parti socialiste reprenne son programme de 1928, en y apportant de simples modifications réclamées par les circonstances économiques et politiques» (8).

La controverse fut donc vive. Mais, pour l'immense majorité des militants, elle ne dépassait pas le face à face traditionnel entre volonté réformiste et volonté révolutionnaire, elle était une autre manière de poser la question de la participation. Pour qu'il en fût autrement, il aurait fallu que Léon Blum entrât dans le débat. Il ne le souhaita manifestement pas. En ne rendant pas compte de l'ouvrage dans le *Populaire,* il avait, sans doute, voulu limiter le débat. Déat avait escompté l'inverse, aussi éprouva-t-il une grande amertume. Dans ses Mémoires, il a daté de ce fait sa «rupture intellectuelle et morale» avec Léon Blum (9). En mai 1931, au Congrès de Tours, Déat tenta de relancer la controverse, en pressant Lebas de dire si sa brochure représentait l'opinion de la direction socialiste. Mais le Congrès porta sur la question de la défense nationale et provoqua un clivage entre trois motions qui ne recoupait pas l'opposition simple entre participationnistes et anti-participationnistes.

Les élections législatives de 1932 ne parurent pas aggraver les divisions internes, bien que le parti socialiste dût choisir, à nouveau, entre la participation et le soutien. Une évolution importante se produisit au congrès de la salle Huyghens, en mai 1932. Léon Blum ne rejettait plus le principe de la participation, mais la faisait dépendre de conditions programmatiques précises. Un accord, quelque peu artificiel, fut ainsi possible entre les courants du parti. Les parlementaires réformistes se satisfaisaient du fait que la possibilité de la participation fût désormais admise et les anti-participationnistes pensaient (et espéraient) que la direction du parti radical ne donnerait pas les garanties demandées. En effet, le rejet par Herriot des

propositions socialistes – connues sous le nom des «Cahiers de Huyghens» – parut régler temporairement le problème. En fait, la contradiction n'était que déplacée. Car désormais le groupe parlementaire se trouvait devant l'alternative de renverser les gouvernements radicaux et de rompre la majorité de la gauche ou de voter des projets de loi – notamment économiques – qui contredisaient directement la politique socialiste. Cette difficulté était lourde de conséquences, pour le régime politique d'abord, en aggravant l'instabilité, pour le parti socialiste ensuite, placé dans une position peu cohérente, pour l'unité du groupe parlementaire enfin, tiraillé entre une majorité participationniste et une minorité, autour de Léon Blum, fidèle aux décisions des congrès. Aussi, l'histoire des douze mois qui séparent la formation du gouvernement Herriot, en juin 1932, de la tenue du congrès de Paris, en juillet 1933, fut celle d'une dégradation rapide du consensus interne au sein du parti. Cette crise revêtit deux aspects, l'un proprement tactique, le conflit entre la majorité du groupe parlementaire et la C.A.P., qui prit vite une tournure disciplinaire, l'autre doctrinal, le révisionnisme néo-socialiste durcissant sa critique. La conjonction de ces deux dimensions, relativement autonomes pendant de longs mois, se produisit au congrès de Paris, en juillet, cristallisant des oppositions diverses ; une scission s'ensuivit en novembre. De ces deux aspects, la tactique et la doctrine, lequel a pesé le plus lourd ? C'est tout une partie du problème historique.

Dès décembre 1932, la tension devint permanente entre la majorité du groupe et la majorité du parti. Le vote du budget constitua une épreuve importante. Vincent Auriol, en présentant un contre-projet qui retint l'attention de la Commission des Finances, put maintenir l'unité du groupe. Mais la formation du gouvernement Daladier, en janvier 1933, mit les parlementaires au pied du mur. Daladier proposait cinq ministères et la vice-présidence du Conseil. Le groupe se divisa en trois tendances. Renaudel et Marquet voulaient une acceptation immédiate, Léon Blum refusait sans une consultation préalable du Conseil National, Déat et Auriol esquissèrent une solution moyenne, qui était d'accepter si quelques-unes des conditions votées à Huyghens étaient respectées. Une nette majorité vota la mention Déat-Auriol. Blum se trouva dans la minorité. Il est à noter que Déat voulait encore occuper une position centriste – pour isoler Léon Blum. En tout cas, les jeux n'étaient pas faits. Le refus de Daladier permit de reconstituer une unité apparente. Les dirigeants du parti, particulièrement Paul Faure et Séverac,

inquiets d'avoir vu une majorité pour la participation, même assortie de conditions, entendirent faire juge le parti tout entier pour reprendre le contrôle du groupe parlementaire – au prix de départs individuels, ce qui était le calcul de Paul Faure, ou même au prix d'une scission, ce que laissa entendre Séverac. Le Conseil National du 4 février 1933 fit de la soumission du groupe parlementaire une question de principe. Paul Faure et Léon Blum présentèrent une motion qui l'emporta. Un net durcissement s'ensuivit. Les parlementaires participationnistes en appelèrent à un congrès extraordinaire. Le 2 mars 1933, Léon Blum et Vincent Auriol démissionnèrent de leurs postes de président et de vice-président du groupe parlementaire après un vote majoritaire qui acceptait les projets de redressement financier du gouvernement. Dans la presse du parti, pour la première fois, le mot de scission apparut, même si ce fut pour en démentir toute volonté. Le congrès extraordinaire se tint à Avignon en avril. La motion, présentée par Renaudel, ne recueillit que 925 mandats contre 2.807 pour la motion de Léon Blum et de Paul Faure. Mais aucune sanction n'était prévue dans le texte majoritaire. L'équivoque demeurait et plusieurs interprétations de la motion finale étaient possibles. Le groupe parlementaire ne pouvait pas décider seul de la participation, mais, en même temps, la politique de soutien continuait. Le seul élément de clarté venait des regroupements opérés depuis janvier : une minorité s'était individualisée face au centre et à la gauche du parti.

La question de la discipline n'était plus seule en cause. Une évolution idéologique notable s'était produite dans l'année 1933. L'effondrement du mouvement ouvrier allemand face au nazisme a marqué profondément les socialistes dans toutes les tendances. La gauche se trouva confortée dans son analyse que la période imposait un choix «entre le fascisme ou le socialisme» et que la question de la participation était dépassée. Il fallait, au contraire, mettre en œuvre «l'unité organique des masses ouvrières contre le fascisme» (10). A l'opposé, les «néo» accentuèrent leurs thèses antérieures. Il n'y a pas eu une métamorphose de leur discours, mais les modifications qu'ils apportèrent tendirent à changer l'équilibre de leur construction doctrinale. En 1932 encore, au congrès de Huyghens, Marcel Déat défendait la nécessaire européanisation de la politique pour faire reculer le fascisme (11). Au printemps 1933, il avait pris acte de ce qui lui semblait être une dissolution des liens internationaux : «Nous serons plus préoccupés qu'hier de l'action socialiste intérieure, de l'influence socialiste à maintenir et à accroître au sein

de la nation [...], nous n'avons pas fini de mesurer les conséquences du changement profond de cette absence de l'Internationale ouvrière socialiste et de cette défaillance de la social-démocratie» (12). Le fascisme était désormais en mesure d'exploiter les mutations économiques et politiques que le monde connaissait. Il fallait donc «aller au pouvoir, y courir sans perdre un instant», car seule une action énergique de l'État était en mesure, désormais, de détourner les classes moyennes du fascisme. Il analysait ainsi la situation : «Nous en sommes à la période tâtonnante de l'organisation économique dans le cadre de la nation. Entre nous et les fascistes, c'est une question de vitesse» (13). Le rassemblement anticapitaliste devait, dès lors, se fonder sur une base nationale pour éviter que les classes moyennes ne se tournent contre le mouvement ouvrier par peur de la révolution et de la prolétarisation. Reprenant l'interprétation qu'Henri de Man donnait du fascisme, «un réflexe de défense des classes moyennes», les néo-socialistes voulaient privilégier ce qu'elles avaient en commun avec la classe ouvrière : ce ne pouvait être que l'intérêt national. Déat avertissait : «Si vous n'êtes pas capables de fondre l'idéologie prolétarienne et l'idéologie démocratique en une seule mystique que le pays soit capable de comprendre, si vous ne comprenez pas cela, vous serez dominés et peut-être balayés» (14). Prenant donc leur parti de la double crise du capitalisme et du socialisme démocratique, les néo – qui refusaient toute perspective d'alliance avec les communistes – donnèrent peu à peu la primauté au fait national et au renforcement de l'État. Dans les expériences contemporaines, le New-Deal, le fascisme italien, le national-socialisme allemand, ils voulaient discerner un élément commun qui, selon eux, relevait du socialisme, dans la mesure où, partout, l'État assurait le contrôle de l'économie à des degrés divers. Ils avançaient, dès lors, l'idée de régime intermédiaire, qui devait se substituer à la fois au programme de réformes immédiates et au modèle révolutionnaire. Mais leur doctrine devenait particulièrement ambiguë. La notion d'intérêt collectif n'avait plus un sens de classe. Certes, la reconnaissance du fait national n'était pas une nouveauté dans le socialisme français. Jaurès l'avait intégrée dans sa stratégie. Elle était devenue une évidence pour des socialistes patriotes comme Renaudel ou Ramadier. Mais, elle n'avait jamais constitué le fondement de la doctrine socialiste. Jaurès, et Blum derrière lui, avaient toujours subordonné le rassemblement national à la réalité de classe. Tout ceci n'était plus assuré à partir du moment où les néo faisaient du fait national l'axe du rassemblement socialiste. Il ne

pouvait plus, dès lors, s'agir d'une simple tentation de révision, le risque était de se trouver en face d'une politique étrangère à la tradition du socialisme démocratique. Mais, au printemps 1933, l'incertitude demeurait. Car les déclarations des chefs de file néo rendaient des tonalités différentes, Renaudel ne pensait évidemment pas comme Déat, et Déat lui-même n'avait pas une cohérence affirmée.

A cette double évolution tactique et doctrinale, il faut ajouter une volonté, de la part d'hommes comme Marquet et Déat, de forcer l'évolution. Sûrs d'un appui, qu'ils escomptaient majoritaire, dans le groupe parlementaire, rendus confiants par les contacts nombreux qu'ils avaient pu nouer dans la jeune génération politique, notamment parmi les radicaux, ils espéraient emporter une décision au prochain congrès ordinaire. Après tout, le principe de la participation était accepté depuis 1932. En cas d'échec, ils se rappelaient sans doute que la S.F.I.O. s'était reconstruite à partir de ses élus. Quoiqu'il en fût des intentions exactes des uns et des autres, des néo comme de Séverac ou de Paul Faure, la confrontation était inévitable. D'autant que le groupe parlementaire brava, une nouvelle fois, la C.A.P. en votant le budget en mai 1933. La motion d'Avignon n'avait servi à rien. Dans le *Populaire* du 3 juin, Zyromski évoquait un prescissionnisme et exigeait une sanction nette. Mais, par avance, les parlementaires participationnistes refusaient toute sanction (15) dans un texte qui recueillit 62 signatures. Paul Faure engagea son autorité pour réclamer un blâme pour ces parlementaires. Léon Blum, tout en prenant conscience de la gravité de la crise, minimisait le risque de scission (16). Il ne pouvait, d'ailleurs, guère procéder autrement.

Le Congrès, qui allait s'ouvrir le 14 juillet à Paris, ne pouvait être qu'un congrès d'affrontement. Le débat avait cependant changé de nature, sans que la plupart des militants en aient réellement pris conscience. Georges Lefranc rappelle que les jeunes intellectuels de *Révolution constructive* n'étaient pas, à cette date, «particulièrement inquiets pour l'unité du parti» (17). La question disciplinaire était la plus évoquée dans les sections. En réalité, le problème doctrinal était de beaucoup le plus important. De sorte que Léon Blum eut à faire face à une crise, à la fois plus grave, car elle révélait un désaccord profond, mais aussi plus maîtrisable, car la minorité néo avait pris le risque de se placer en dehors de la tradition socialiste.

Alain Bergounioux

NOTES :

(1) Léon Blum et Paul Faure, *Le Parti Socialiste et Participation Ministérielle. Discours au congrès extraordinaire des 10 et 11 janvier 1926.* Paris. Librairie du Populaire.

(2) *Volonté Socialiste,* 15 janvier 1927. Marcel Déat, alors jeune député de la Marne, écrivait : «C'est le véritable réformisme qui est révolutionnaire, qui donne à chaque geste sa pleine valeur de transformation».

(3) Georges Lefranc, «Rétrospectives II, Militant Socialiste et Syndical. *L'OURS,* cahier N° 118, mai 1981.

(4) Claude Varenne (G. Albertini), *Le Destin de Marcel Déat.* Edition Janmaray, Paris, 1947.

(5) Marcel Déat, *Perspectives Socialistes,* Paris, Valois, 1930 (p. 176).

(6) Georges Soulès note dans ses Mémoires que *Perspectives Socialistes* «devint aussitôt la Bible de tous les parlementaires socialistes français qui se croyaient ministrables et voulaient armer leur ambition de quelque appareil». (R. Abelio, *Les Militants,* N.R.F. p. 92).

(7) *Bataille Socialiste,* janvier-mars 1931.

(8) Jean Lebas. *Le Socialisme. But et Moyens. Suivi d'une réfutation d'un néo-socialisme.* Lille 1931 (pp.42 et 43).

(9) Marcel Déat. *Mémoires Politiques.* Département des Archives, (B.N.)T.I. *Le Massacre des Possibles* (1914-1940), chap. XI, p. 6.

(10) *Bataille Socialiste,* mai 1933.

(11) *29ème Congrès, S.F.I.O.,* Paris 1932, 29 mai-1er juin (p. 145).

(12) *Volonté Socialiste,* 13 mai 1933.

(13) *L'Œuvre,* 26 juin 1933.

(14) *Volonté Socialiste,* 7 avril 1933.

(15) *Le Populaire,* 10 juin 1933.

(16) *Le Populaire,* 21 juin 1933.

(17) Georges Lefranc. «Une scission malencontreuse. La Scission Néo-Socialiste de 1933», dans *Visages du Mouvement Ouvrier Français.* PUF, 1982 (p. 123 et sq.).

archives socialistes.fr

archives-socialistes.fr

LE DÉBAT SUR LE RÉGIME INTERMÉDIAIRE ET LE PLAN (juillet 1933 - juillet 1934)

Quoi de plus banal aujourd'hui que l'idée d'un régime intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme ? N'est-ce point ce régime qui caractérise de nos jours l'état de l'économie française ou britannique depuis l'installation dans ces pays d'une économie dirigée et d'une économie mixte ? Et pourtant, l'idée même de ce régime fut au cœur du grand débat qui divisa en 1933 le mouvement socialiste français. On vit alors s'opposer avec force les «planistes» néo-socialistes qui proposaient d'entreprendre à l'aide d'un «Plan» la construction d'un régime intermédiaire, et les «anti-planistes» de la S.F.I.O. qui refusaient une telle perspective en opposant au plan le programme traditionnel du parti.

Léon Blum figurait alors parmi les adversaires les plus acharnés du régime intermédiaire et du plan. On se souvient de sa célèbre épouvante lorsqu'au congrès de juillet 1933 les néo-socialistes exposèrent de façon systématique leurs thèses planistes. Renonçant à préserver à tout prix l'unité de la S.F.I.O., comme il l'avait fait jusqu'alors, Léon Blum ne cessa plus à partir de ce moment de dénoncer ce qu'il considérait comme une grave déviation. Il le fit en s'appuyant, d'une façon inattendue, sur la doctrine la plus traditionnelle et sur les thèmes les plus révolutionnaires développés par la gauche du parti. Ainsi refusait-il l'idée du régime intermédiaire, celle d'une économie dirigée et d'une économie mixte, en indiquant qu'aucune «réalisation» du socialisme n'était envisageable sans une révolution préalable.

L'attitude de Léon Blum, dans le débat qui l'oppose à partir de juillet 1933 aux néo-socialistes, soulève ainsi deux questions :

– Quelles furent, en premier lieu, les raisons de son épouvante ? L'idée d'un régime intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme – celui vers lequel tend l'application de réformes de

structures – étant aujourd'hui parfaitement admise, pourquoi Léon Blum a-t-il combattu avec tant de force cette idée exprimée alors par les néo-socialistes ?

– Par ailleurs, l'argumentation développée par Léon Blum le plaçait dans une situation difficile par rapport à ses adversaires. Ceux-ci ne manquèrent pas de le taxer de conservatisme doctrinal et d'attentisme au moment même où le développement de la crise économique et la montée du fascisme appelaient une réflexion nouvelle sur les moyens d'action du socialisme. Pourquoi donc, dans ce contexte, Léon Blum a-t-il choisi ses armes dans la doctrine la plus traditionnelle de la S.F.I.O. ?

Nous tenterons de répondre à ces questions en suivant les étapes du débat qui oppose, de juillet 1933 à juillet 1934, Léon Blum aux néo-socialistes :

– La première s'ouvre avec le congrès de juillet 1933 et s'étale jusqu'à l'exclusion des néo-socialistes, en novembre. Le débat porte alors essentiellement sur la forme du régime intermédiaire et sur les conditions de son établissement.

– La controverse se poursuit après la publication, en novembre 1933, du plan préparé par le parti socialiste belge. Le débat qui oppose, par plan belge interposé, Léon Blum et les néo-socialistes, porte alors sur le contenu et la portée socialiste du régime intermédiaire.

– Les événements du 6 février 1934 mettent un terme à ce débat doctrinal. Désormais, ce sont les préoccupations stratégiques qui dominent : stratégie «centriste» pour les néo-socialistes ; stratégie «d'union de la gauche» pour Léon Blum, que symbolise la signature en juillet 1934 du Pacte d'unité d'action avec les communistes. Le débat porte alors sur l'usage tactique du plan tel que le conçoivent les néo-socialistes, et du programme tel que le conçoivent Léon Blum et la S.F.I.O.

I

Lorsque s'ouvrit, le 14 juillet 1933, au Palais de la Mutualité, le XXXe congrès du parti socialiste, rien ne laissait encore présager ce qui allait se passer. N'allait-on pas assister à un nouvel épisode de la vieille controverse qui, depuis le milieu des années vingt, opposait l'aile droite de la S.F.I.O., favorable à la participation ministérielle, et la majorité de gauche, qui y était hostile ? Depuis le début de 1932, la tension entre les deux tendances s'était en effet aggravée.

fascisme qui s'étend en Europe, constitue «l'adversaire nouveau, inattendu du socialisme» (Déat, *Néo-socialisme,* p. 78), car il est en train de lui voler une partie de son programme en s'engageant avant lui dans la construction d'un régime nouveau, intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme. Les néo-socialistes remarquent, en effet, que les mesures anticapitalistes et corporatistes adoptées par les régimes fascistes appartiennent au socialisme. Ainsi, l'économie dirigée et l'organisation corporatiste, que veut établir Mussolini, apparaissent à Montagnon proches des modèles imaginés par la CGT au lendemain de la guerre : «Mussolini et Hitler, dit-il, nous ont volé une partie de ce programme syndicaliste» (*Néo-socialisme,* p. 25). Cependant, chez les néo-socialistes, le pessimisme n'est pas de mise, car ils pensent que ces constructions nouvelles attestent la puissance du socialisme en démontrant que le capitalisme ne peut subsister qu'en «s'imprégnant» de socialisme. Le drame, explique Montagnon, est que «nous croyions qu'il n'y avait qu'une direction pour aller au socialisme et aujourd'hui, par les faits mêmes, nous nous rendons compte que notre voie n'est pas la seule, qu'il peut y en avoir une autre : la voie fasciste» (*Néo-socialisme,* p. 31). Déat pense de même : «On a le sentiment, dit-il, que quelque chose dans le socialisme a été faussé, quelque chose de son esprit, de son programme lui a été volé par l'adversaire lui-même» (*Néo-socialisme,* p. 77).

Pour combattre cette concurrence déloyale, les néo-socialistes proposent de prendre de vitesse le fascisme en s'engageant avant lui dans la construction d'un régime intermédiaire. Ce régime, présenté comme l'enjeu d'une course de vitesse contre le facisme, n'est au fond pour eux qu'une «matière plastique qui attend une forme», selon le mot de Max Bonnafous (Commentaires aux trois discours ; *Néo-socialisme,* p. 116), et cette forme peut être socialiste si les socialistes le veulent. Pour concurrencer le fascisme, il convient donc de construire sans délai un régime intermédiaire en empruntant pour cela les méthodes qui ont assuré ailleurs son succès. Sans s'attarder davantage sur le contenu du régime intermédiaire, les néo-socialistes mettent donc l'accent sur ces méthodes, c'est-à-dire sur les conditions politiques d'établissement de ce régime : nécessité d'un État fort, reconnaissance du cadre national, – autant de thèmes qui demeuraient encore largement tabous dans la doctrine officielle du parti socialiste. C'est alors que les ambiguïtés apparaissent.

Si les néo-socialistes ont tous réclamé un renforcement du rôle de l'État, certaines différences sont vite apparues dans la manière

La poussée socialiste aux élections de mai, la crise économique qui frappait alors la France de plein fouet, la montée du fascisme en Europe fournissaient à l'aile droite des arguments nouveaux : les «participationnistes» insistaient à présent non plus seulement sur la nécessité du pouvoir (la cohésion de la nouvelle majorité), mais également sur sa fécondité, sur ce que l'on pouvait y faire de constructif au regard du socialisme. Le débat, cependant, demeurait encore essentiellement tactique : les compromis pratiques proposés par Léon Blum au cours des années vingt, telle la distinction entre l'«exercice» du pouvoir en régime capitaliste et sa «conquête» révolutionnaire, semblaient encore pouvoir maintenir l'unité du parti.

Tout en se situant dans la continuité de la querelle ancienne, le débat qui s'engage en juillet 1933 est d'une autre nature. Orienté d'abord sur l'attitude du groupe parlementaire dont les actes d'indiscipline se multiplient, – le groupe vient de voter le budget malgré l'opposition de Léon Blum et de Vincent Auriol –, il prend soudain un autre ton avec les discours que prononcent Montagnon, Marquet et Déat, – trois discours inattendus et qui contrastent avec la volonté affirmée jusque là par l'aile droite de s'en tenir à un débat sur la tactique du parti. Tout semble maintenant remis en question : la tactique, la doctrine, la philosophie même du socialisme.

Le discours de Marquet apparut sans doute le plus provoquant. «Néo-socialisme : Ordre, Autorité, Nation !», tel est le triptyque qu'il propose au socialisme et qui sert de titre au recueil des trois discours. «Je me demande, dit-il (*Néo-socialisme : Ordre, Autorité, Nation,* p. 60), si nous ne sommes pas entrés dans une nouvelle période historique et si tous ceux qui vivent encore sur les idéologies du XIXe siècle peuvent comprendre et agir aujourd'hui ... Le XIXe avait pensé à une organisation du monde basée sur la liberté et la justice. Nos théoriciens et nos grands propagandistes ont cru à l'établissement de relations internationales sur ces plans sentimentaux. Selon leur parole, les nations allaient s'épanouir jusqu'à leur plein développement et constituer une humanité harmonieuse et pacifiée. Mais, à l'heure actuelle, les nations ne sont-elles pas en train de passer sur le plan d'une réalité nouvelle ?». C'est à ce moment-là que Léon Blum, pris à parti par Marquet à la suite d'un geste de dénégation, répondit : «Je vous écoute avec une attention dont vous pouvez être juge, mais je vous assure que je suis épouvanté».

C'est dans ces trois discours qu'apparaît, formulée pour la première fois de façon systématique, l'idée du régime intermédiaire. Montagnon, Marquet et Déat partent tous les trois d'un constat : le

contre la majorité elle-même. Mais, arme de combat contre la gauche du parti, facteur d'attirance pour certaines méthodes du fascisme, le régime intermédiaire ainsi conçu n'engageait-il pas ses auteurs sur ce que Léon Blum appelait déjà une «pente fatale» (*Le Populaire,* 2 août 1933) ?

Immédiatement, en effet, Léon Blum perçoit dans les thèses néo-socialistes le danger que représente l'idée d'une reprise des méthodes du fascisme. Tel est le sens du combat qu'il engage contre le néo-socialisme à partir de juillet 1933.

Au lieu de souligner les différences essentielles des régimes fascistes et des régimes démocratiques, les néo-socialistes avaient, il est vrai, beaucoup insisté sur la nécessaire infiltration dans la démocratie de certaines méthodes inspirées des dictatures. Or, si Léon Blum a pu, au moins dans les premiers temps, sous-estimer la force et la durée du fascisme, il a, en revanche, dès le début, parfaitement bien compris la nature réelle de ce régime et son incompatibilité fondamentale avec les valeurs démocratiques. Toute sa critique est commandée par la vision de ce danger ; il s'attaque avec force aux formes politiques d'inspiration fasciste que l'on voudrait introduire dans les démocraties : instauration d'un État fort qui utiliserait des méthodes dictatoriales, repli dans le cadre national qui signifierait acceptation du nationalisme et du protectionnisme.

Léon Blum combat le type d'État que Marquet préconise en invoquant des modèles qui nient à l'évidence la démocratie : «A l'aide des formes intermédiaires du pouvoir, écrit-il, Mussolini et Hitler ont prétendu et prétendent encore créer des types sociaux intermédiaires entre le capitalisme à l'état pur et le socialisme. Ils ont prétendu et prétendent encore faire table rase des vieilles idoles et fonder sur leurs débris une nation jeune, toute gonflée d'énergie jeune. Alors, si le socialisme doit voir dans ce travail raciste ou fasciste une préparation, un commencement de la réalisation socialiste, il faut le reconnaître franchement : c'est d'Aragona qui avait raison en se ralliant à Mussolini, c'est Leipart, Grassmann, Loebe qui avaient raison en composant avec Hitler. Ce sont les révoltés, les exilés, les proscrits, tous ceux qui préféraient «pâtir», qui avaient tort» (*Le Populaire,* 25 juillet 1933, *Œ* III-2, p. 550).

L'enjeu pour Léon Blum n'est point la construction d'un régime intermédiaire ; c'est la sauvegarde de la démocratie sans laquelle le socialisme n'est plus concevable : «Le parti, demande-t-il, se propose-t-il toujours la réalisation d'une démocratie sociale conçue comme la condition et l'achèvement de la démocratie politique, ou bien

dont cette nécessité est reconnue. Montagnon réclame un État fort, maître de sa monnaie, capable de contrôler l'économie : «En arriver, dit-il, à la conception d'un État fort, préparer cette économie dirigée, puis alors apporter toutes les grandes solutions d'ordre syndical» (*Néo-socialisme,* p. 32). Il considère avec intérêt l'expérience américaine qui fournit un exemple de système intermédiaire dont «les principes se rattachent, dit-il, aux vieilles idées de Proudhon et de Saint-Simon» (p. 22). Montagnon insiste sur la finalité socialiste d'un État fort. Pour d'autres, en revanche, l'État fort semble être une fin en soi. Pour Marquet, dont on a déjà cité les propos équivoques, le pouvoir fort doit «se substituer à la bourgeoisie défaillante» (p. 61) et, après lui, Déat souligne le désir du peuple de «rétablir l'ordre compromis» (p. 75). Dans ses commentaires, Bonnafous résumait leur pensée en écrivant : «L'ordre m'a toujours paru avoir dans les différentes sociétés une valeur objective, relativement indépendante de la fin que cet ordre poursuivait ; j'ai depuis longtemps le sentiment que démocrates et socialistes ont sapé inconsidérément au nom de la liberté quelques-unes de ces idées fondamentales sans lesquelles aucune société n'est possible ... L'idéologie de la liberté n'est plus d'aucun secours dans les circonstances présentes».

La même ambiguïté apparaît lorsque Déat, Marquet et Bonnafous parlent d'un repli nécessaire dans le cadre national. Pour «éliminer les causes du développement du fascisme», ils pensent qu'il faut s'enfermer dans le cadre de la nation : ils parlent de «décrochage international du capitalisme», de «l'effondrement du socialisme international». La définition d'une politique nationale semblait donc exclure chez eux toute recherche d'une action concertée sur le plan international : le socialisme international était moribond, chaque pays s'abritait derrière des barrières protectionnistes, il fallait en tirer les conséquences.

Formulé au fil de trois discours, le régime intermédiaire n'était encore qu'une coquille vide, mais déjà chargée de sens. Présenté comme l'enjeu d'une compétition avec le fascisme, il servait, en fait, dans la controverse sur le pouvoir, d'arme contre la majorité du parti. «N'avait-on pas donné à entendre, écrivait Bonnafous, que ces hommes de la droite du parti socialiste étaient prêts à trahir la classe ouvrière, le socialisme pour les honneurs obscurs de quelque portefeuille ?» (p. 8). Accusés par la majorité de brader la doctrine, les néo-socialistes avaient trouvé là une formule qui leur permettait à la fois de justifier leur attrait du pouvoir et de retourner l'accusation

Blum tentait une explication des régimes nouveaux auxquels se référaient les néo-socialistes, qui paraît aujourd'hui surprenante.

Pour expliquer les régimes nouveaux qui apparaissent dans le monde en crise, Léon Blum reprend la vieille distinction entre «l'exercice» du pouvoir en régime capitaliste et sa «conquête» révolutionnaire. L'Allemagne, l'Italie, les États-Unis ont créé des formes de pouvoir qui représentent, écrit-il, «un caractère intermédiaire entre l'exercice légal du pouvoir politique dans le cadre constitutionnel et ce que nous pouvons imaginer de la conquête révolutionnaire» (*Le Populaire,* 24 juillet 1933, *Œ* III-2, p. 547). Mais, alors qu'il avait établi cette distinction dans les années vingt pour prévoir le cas où l'exercice du pouvoir pourrait s'avérer nécessaire en régime capitaliste, il reprend maintenant la distinction en insistant sur l'opposition irréductible des deux régimes – capitaliste et socialiste – et sur leur nécessaire discontinuité. Ainsi, il rejette, en les rassemblant sous le même vocable d'«intermédiaires», toutes les expériences nouvelles qui prétendent dépasser le cadre constitutionnel du régime : «Elles correspondent, écrit-il, à des réflexes inspirés au capitalisme par l'instinct de conservation, elles représentent des sursauts défensifs du capitalisme frappé dans ses principes, dans sa légitimité, dans sa conscience de lui-même et qui cependant veut durer et faire durer son privilège fondamental».

En enfermant sa critique dans les limites rigides du distingo «exercice-conquête», «capitalisme à l'état pur-révolution sociale», Léon Blum semblait faire preuve d'immobilisme dans la crise et refuser d'autres distinctions pourtant évidentes. En regroupant les régimes nouveaux qu'invoquaient les néo-socialistes sous le vocable d'«intermédiaires», il était conduit notamment à assimiler des régimes aussi différents que les régimes fascistes, le régime américain ou le régime soviétique : «Il est constant, écrivait-il, que ces types sociaux intermédiaires, introduits par le capitalisme pour sa propre protection, sont accompagnés par l'apparition de formes spéciales de pouvoir, telles que nous les connaissons aujourd'hui en Russie, en Italie, en Allemagne, aux États-Unis, formes variables d'une nation à l'autre et à l'intérieur d'une nation, mais dont le contenu commun est une dictature personnelle» (*Le Populaire,* 27 juillet 1933, *Œ* III-2, p. 553). L'alternative entre «l'exercice» et la «conquête» primait donc et faisait passer au second plan toutes les autres distinctions à commencer par la plus évidente : le renforcement des pouvoirs de l'État, rendu nécessaire par la crise, n'était pas synonyme de dictature ; l'exemple américain le montrait bien.

se laissera-t-il attirer vers la construction d'un État fort sur le type césarien ? La S.F.I.O., parti de la liberté ou parti d'autorité ?» C'est là, conclut-il, «le cœur du problème» (*Le Populaire,* 1er août 1933, *Œ* III-2, p. 561).

Pour les mêmes raisons de sauvegarde des idéaux socialistes, Léon Blum refuse de privilégier le cadre national, si, en s'opposant à l'internationalisme, une action nationale doit conduire au nationalisme. Il rejette notamment le «fatalisme» qui préside à la théorie néo-socialiste du repli dans le cadre national et il dénonce la manœuvre «anti-parti» et «anti-socialiste» qu'elle recouvre : «Il est impossible, écrit-il, de concevoir une organisation et une action socialiste qui se limitent et s'enferment dans le cadre national ... Il n'existe pas deux espèces de socialisme dont l'un serait national et l'autre ne le serait pas ... Un socialisme national ne serait plus le socialisme et deviendrait rapidement anti-socialiste, à moins qu'il ne le fût dès l'origine» (*Le Populaire,* 4 août 1933, *Œ* III-2, p. 572).

Avec la démocratie, l'internationalisme constituait pour Léon Blum l'autre composante indispensable du socialisme. Il ne concevait de progrès possible dans la voie du socialisme que si un minimum de relations internationales, de courants d'échange, de division internationale du travail et de débouchés internationaux subsistaient. Il refusait l'idée d'un «changement de front du capitalisme», car – et son analyse prend avec le recul du temps toute sa valeur – selon lui, la crise replaçait au contraire l'évolution capitaliste devant son alternative historique : «ou bien la restriction de la production, ou bien la recherche de marchés et de débouchés extérieurs, le marché intérieur n'étant pas indéfiniment extensible» (*Le Populaire,* 12 août 1933, p. 569).

Telles sont les raisons de l'«épouvante» de Léon Blum : «On ne détruit pas, écrit-il, l'idéologie fasciste en la plagiant ou en l'adoptant. Bien au contraire, on la fortifie. On ne rajeunit pas le socialisme en détruisant toutes les notions organiques et toutes les méthodes de lutte sur lesquelles il repose. On ne sauve pas les libertés par l'autorité, ou bien on les sauve selon la manière bien connue d'Ugolin qui dévorait ses enfants pour leur conserver un père» (*Le Populaire,* 20 juillet 1933, *Œ* III-2, p. 544). Si l'on songe à l'évolution de Déat ou de Marquet, on ne peut manquer de relever la lucidité du propos. Et pourtant, c'est en accusant Léon Blum d'aveuglement doctrinal et d'incompréhension des phénomènes contemporains que les néo-socialistes contre-attaquèrent. En effet, en même temps qu'il dénonçait les risques de contagion du fascisme, Léon

Les arguments que Léon Blum développe contre le danger de nationalisme qu'il pressent chez les néo-socialistes, présentaient la même faiblesse. «Pas d'estampille socialiste sur les types transitoires qui pourraient s'intégrer dans le cadre national entre le capitalisme classique et la révolution sociale», écrit-il (*Le Populaire,* 30 juillet 1933, *Œ* III-2, p. 557). Reprenant l'analyse des «expériences nouvelles», il poursuit : «Dans certains pays, le fascisme est arrivé le premier au but, dans d'autres le socialisme national est parvenu à le gagner de vitesse. Mais partout, la nation s'est repliée sur elle-même, enclose en elle-même. Partout s'est installé un État fort, de type césarien ou jacobin. Partout, sous la main de cet État fort, l'économie est dirigée sur le plan strictement national, c'est-à-dire de façon à se régler elle-même, et, même, s'il le faut, à se suffire à elle-même, ce qui est la définition même de l'autarcie» (*Le Populaire,* 3 août 1933, *Œ* III-2, p. 565). Il écrit encore : «Tout ce qui contribue à intensifier le sentiment national, à le passionner, à lui donner le caractère de repliement méfiant et d'animosité, contribue par là-même à créer le milieu favorable au développement et au succès du fascisme» (*Le Populaire,* 2 août 1933, *Œ* III-2, p. 564).

Ainsi, au moment même où, pour lutter contre la crise, il tentait de définir avec Vincent Auriol, dans un contre-projet législatif, une politique socialiste plus ferme qui, sans aller jusqu'à préconiser une économie dirigée, impliquait cependant un «interventionnisme de crise» couvrant de larges secteurs de l'économie, Léon Blum donnait l'impression, dans le conflit qui l'opposait aux néo-socialistes, de confondre le simple renforcement de l'État et la dictature, la recherche d'une action nationale et le nationalisme, et dressait un réquisitoire apparemment sans appel contre l'économie dirigée. Il paraissait ainsi faire preuve d'un manque de clairvoyance qui lui sera fréquemment reproché. Ainsi, rappelant l'état présent de l'économie française et britannique, Georges Lefranc, historien (et, à l'époque, planiste engagé comme nous le verrons plus loin), écrit dans son *Histoire du mouvement socialiste :* «Le raisonnement de Léon Blum est vicié, il postule qu'il ne peut y avoir de forme intermédiaire que fasciste ou totalitaire» (p. 300).

En réalité, Léon Blum ne «postule» pas qu'il ne peut y avoir de forme intermédiaire que fasciste ou totalitaire. Nulle part il n'écrit que l'économie dirigée et l'exigence d'un État fort produisent fatalement un État de type dictatorial. En revanche, il est parfaitement conscient qu'il y a et qu'il peut y avoir des formes intermédiaires fascistes qui sont totalement incompatibles avec la démocratie. Sa

confusion de l'Etat fort et de la dictature correspondait en fait à l'idée de l'imprégnation des méthodes du fascisme dans la démocratie que certains néo-socialistes appelaient de leurs vœux. Le débat était, au départ, complètement faussé par l'argumentation même des néo-socialistes qui, les premiers, avaient assimilé des régimes aussi dissemblables que les régimes fascistes et le régime américain sans insister autrement sur leurs différences. Bien au contraire !

N'est-ce point donc pour protéger le socialisme contre une telle contagion que Léon Blum invoque la doctrine ? Rarement, au cours de sa vie, Léon Blum a insisté sur la «conquête» du pouvoir et sur la révolution. Il l'a fait cependant chaque fois que le socialisme d'évolution et de réformes qu'il concevait, était menacé : en 1920, contre le communisme, en précisant le concept de la «révolution sociale» qu'il oppose à celui de la «révolution politique» que prônent les communistes ; en 1933, contre ce qu'il considère comme la déviation droitière du néo-socialisme, afin de protéger le socialisme du danger fasciste. Dans le contexte de crise idéologique des années trente, où les valeurs devenaient incertaines, le rappel de l'idéal révolutionnaire – marque suprême de la spécificité du socialisme – représentait pour lui le plus sûr moyen de maintenir le socialisme au dessus de la tourmente et de le protéger des tentatives de déviations. De façon paradoxale, le rappel de la «conquête» révolutionnaire, qui avait permis en d'autres temps de mieux faire ressortir la possibilité de l'«exercice», servait maintenant à protéger le socialisme démocratique contre les risques de déviation que Léon Blum pressentait dans le néo-socialisme.

On peut alors se demander si les néo-socialistes n'avaient pas atteint leur but : retourner une situation qui devenait pour eux défavorable dans le parti à la suite de leurs actes d'indiscipline parlementaire, et, en insistant de façon provocante sur des thèmes comme ceux de l'État ou de l'internationalisme qui, nous l'avons dit, demeuraient encore tabous dans la doctrine officielle, mettre à leur tour Léon Blum et la majorité de gauche en accusation, en donnant l'impression qu'il y avait chez eux des interdits doctrinaux qui limitaient leur compréhension des problèmes contemporains.

La question qui se pose est donc de savoir pourquoi Léon Blum a choisi de porter son attaque sur le plan même où souhaitaient le voir s'installer les néo-socialistes : celui de la doctrine. Georges Ziebura, qui demeure critique sur la démarche de Léon Blum dans ce conflit, reconnaît que «l'occasion de sa réflexion, la critique de l'argumentation néo-socialiste, n'était guère propre à remettre en cause les

principes fondamentaux» (*Léon Blum et le parti socialiste,* p. 358). Laissons pour l'instant la question en suspens, car nous la retrouvons dans le débat qui s'ouvre, après l'exclusion des néo-socialistes, sur le contenu et la portée du régime intermédiaire.

II

A la fin de 1933, le régime intermédiaire n'était encore qu'une esquisse. Rien n'avait contribué à en préciser le tracé : ni les réflexions des néo-socialistes sur les modèles fascistes et américain, ni celles de Léon Blum sur l'expérience Roosevelt, – expérience qui, soulignait-il, n'était pas d'essence socialiste, même si les socialistes pouvaient s'en inspirer. Personne ne s'était vraiment penché sur les éléments constitutifs du régime intermédiaire. S'agissait-il d'une économie dirigée ? Mais comment l'établir ? Par des réformes de structures ? Mais alors lesquelles ?

Ces questions ne furent posées qu'après la publication en novembre 1933 du Plan du Parti Ouvrier Belge (POB). Ce Plan, le premier paru qui fut d'origine socialiste, allait relancer le débat français, – un débat qui porterait désormais, non plus sur la forme du régime intermédiaire, mais sur son contenu et sa portée.

L'initiative de la relance revint aux néo-socialistes. Dès la publication du Plan belge, Déat allait en effet s'en approprier la paternité : «Tous les principes qui ont présidé à l'élaboration de notre mouvement, écrit-il, sont successivement invoqués par Henri de Man. Son Plan est né sous le signe du néo-socialisme» («Le Plan belge et nous», *La Vie Socialiste,* 6 janvier 1934). Quel était donc l'apport de ce Plan qui permettait de cristalliser de la sorte les aspirations des néo-socialistes ?

L'importance du Plan belge tenait moins à son contenu, – il ne prévoyait finalement qu'une seule mesure : la nationalisation du crédit – , qu'aux thèses doctrinales que propageait son principal inspirateur, le socialiste belge Henri de Man. Henri de Man, dont le livre, *Au-delà du Marxisme* avait déjà, à la fin des années vingt, fortement impressionné l'aile droite du socialisme français, prétendait, en effet, apporter avec le Plan une solution définitive à la crise que traversait le mouvement socialiste et qui résultait, selon lui, de la persistance du dualisme «réforme-révolution». Rappelons brièvement les termes de ce débat de doctrine.

Pendant longtemps, un compromis avait été trouvé entre les deux tendances, révolutionnaire et réformiste, du mouvement so-

cialiste, avec ce que nous avons appelé la dualité du «programme» et du «modèle» (Jean-François Biard, *Le socialisme devant ses choix : la naissance de l'idée de Plan,* Paris, Publications de la Sorbonne, 1984) : d'un côté, le «modèle», c'est-à-dire l'image de la société idéale dont la réalisation était reportée dans un avenir lointain, après la révolution, et dont le trait dominant était la socialisation générale de l'économie ; d'un autre côté, le «programme», qui prévoyait un certain nombre de mesures immédiates, mais dont le contenu et la portée étaient limités. Le programme que l'on qualifiait de «minimum» pour bien le distinguer du «modèle», demeurait essentiellement revendicatif, car défini en deçà d'une discontinuité qui était reconnue comme nécessaire par la très grande majorité des militants. On se battait pour des améliorations immédiates (on parlait de «réformes de répartition»), non pour des «réformes de structures» susceptibles de faire évoluer le régime capitaliste.

Telle était la situation de la S.F.I.O. au début des années trente. La majorité du parti, de tradition guesdiste, considérait qu'on ne pouvait obtenir que des résultats limités en régime capitaliste et que le rôle du programme n'était pas de préparer un éventuel exercice du pouvoir, mais de servir la propagande du parti, dans l'attente d'une révolution qui devenait pourtant de plus en plus hypothétique. Or, il est bien évident qu'une telle conception du programme ne permettait plus de répondre aux défis des années trente. Dans le domaine économique notamment, quelques nationalisations figuraient bien, pour des raisons historiques, dans le programme de la S.F.I.O., mais elles demeuraient isolées, sans liens entre elles : le maintien du «modèle» – la perspective d'une socialisation globale de l'économie – empêchait de concevoir la possibilité de résoudre la crise économique par une transformation interne du régime, en créant une économie dirigée par un ensemble cohérent de réformes de structure. La vieille dualité du «programme» et du «modèle» gênait la réflexion économique des socialistes, sans plus même jouer son rôle de synthèse unitaire, puisqu'elle n'avait pu éviter la crise du néo-socialisme.

C'est alors qu'Henri de Man propose son remède : «Il faut, écrit-il dans un ouvrage qui paraîtra en 1935, supprimer la différence entre le programme minimum pratique et le programme maximum théorique, expression du décalage entre le but final et les moyens, entre l'idéal et la réalité» (*L'Idée socialiste,* p. 500). Tel est le sens du Plan : les «réformes de structures» (la nationalisation du crédit) étaient présentées comme des «socialisations partielles», c'est-à-

dire comme des morceaux réalisés de la socialisation générale inscrite dans le «modèle». Elles devaient conduire à un régime intermédiaire représentant «une minimisation temporaire des buts du socialisme afin d'en réaliser un morceau dans les temps actuels et non pour l'an 2000» (p. 358). Avec le Plan et le régime intermédiaire, Henri de Man proposait ainsi de dépasser l'ancienne dualité du «programme» et du «modèle» en dépassant le dualisme «réforme-révolution» lui-même.

Pour les néo-socialistes, ces thèmes planistes arrivaient à propos. La création du nouveau Parti Socialiste de France n'avait pas connu le succès escompté : avec trente-sept parlementaires et environ 25.000 adhérents, l'organisation des néo-socialistes arrivait loin derrière celle de la S.F.I.O. N'avaient-ils pas intérêt à relancer le débat avec des arguments qui leur donneraient un avantage décisif sur la S.F.I.O. ? Henri de Man avait établi des distinctions utiles ; ils les reprirent, mais en opposant, cette fois, les «réformes de structures» aux «réformes de répartition», c'est-à-dire l'ambition doctrinale du plan et du régime intermédiaire que préconisait le nouveau Parti Socialiste de France, à la timidité du programme auquel s'en tenait la vieille S.F.I.O. «Il faut, écrivait Déat, substituer au vieux programme un plan d'action. Il y a quelques années que nous réclamons cela au sein de la S.F.I.O., laquelle n'a jamais été capable ni d'établir un programme d'ensemble, ni de comprendre ce que pouvait signifier un programme d'action. Un programme, ou bien se limite à l'énoncé vague et général de la socialisation des moyens de production et d'échange, c'est-à-dire à une définition qui reste sans contact avec les faits, ou bien consiste en une énumération de mesures sans liens apparents, dont on ne sait ni ne voit dans quel ordre on entend les réaliser. Au contraire, un Plan d'action articule la réalisation, engrène l'effort, tend vers un but précis auquel on adapte les moyens» (*Vie Socialiste,* 6 janvier 1934).

Alors que les socialistes belges voyaient dans le planisme une synthèse nouvelle susceptible de réconcilier le courant révolutionnaire et le courant réformiste, les néo-socialistes faisaient du plan, dans la lutte d'influence qu'ils menaient à présent contre les socialistes français, une arme nouvelle contre la S.F.I.O. Dès lors, la polémique était à nouveau engagée.

La réponse de Léon Blum ne tarda pas. Dans une série de dix articles publiés dans le *Populaire* entre le 4 et le 26 janvier 1934 sous le titre «Au-delà du Réformisme», Léon Blum se prononçait à son tour sur le plan belge. Ces articles, assez peu connus (ils ne sont pas

repris dans *l'Œuvre* de Léon Blum ; nous les reproduisons presque en totalité ci-après), apparaissent surprenants, si l'on ne prend pas soin de les replacer dans le contexte du débat de doctrine introduit par le planisme et dans le cadre de la controverse des néo-socialistes. En effet, alors que le risque de contagion des méthodes fascistes paraissait s'estomper (les néo-socialistes n'invoquaient plus les exemples fascistes, mais un plan proprement socialiste), Léon Blum continuait à s'opposer avec force au régime intermédiaire et au plan. Sa critique porte alors sur deux points : l'efficacité économique et la valeur socialiste du régime intermédiaire.

La pièce centrale du plan belge étant la nationalisation du crédit, Léon Blum devait aborder le problème de l'efficacité économique d'une telle mesure et, d'une façon générale, des réformes de structures. Or, dans ses écrits de janvier 1934, il semble ne pas percevoir le sens de ce qui constituait, de ce point de vue, l'apport principal du plan, c'est-à-dire l'économie dirigée. Pour lui l'innovation du plan ne réside pas dans les «socialisations» : «Dans la campagne du parti socialiste français depuis deux ans, écrit-il, les socialisations n'ont assurément pas été omises ... Mais elles n'y sont qu'une pièce dans un ensemble ... Je ne crois pas me tromper ni fausser la portée des textes en disant que, jusqu'à ce jour, les socialisations n'avaient pas été envisagées par nous comme le moyen immédiat et direct d'accroître le pouvoir général de consommation et de réduire consécutivement le chômage. Au contraire, le Plan du Travail cherche ce moyen immédiat et direct dans la nationalisation d'un certain nombre de fonctions ou d'industries monopolisées en fait par le capitalisme» (*Le Populaire,* 19 janvier 1934).

Certes, les néo-socialistes centraient le débat sur les réformes de structures qu'ils opposaient aux réformes de répartition. Mais les socialistes belges n'avaient jamais, quant à eux, considéré les réformes de structures de façon exclusive, comme le «moyen immédiat et direct» d'accroître la consommation. Ces moyens tenaient aux réformes de répartition (les augmentations de salaires, par exemple), les réformes de structures devant assurer le succès de la politique de relance, dans la mesure où elles permettaient de mieux maîtriser l'économie et notamment le crédit. Or, c'est précisément cette idée d'une économie dirigée que Léon Blum semble ne pas appréhender. Quelque chose paraissait l'empêcher de considérer qu'un ensemble cohérent de réformes de structures pouvait produire autre chose que des éléments disparates.

Toutefois, il ne refuse pas toute signification à l'ensemble de ré-

formes de structures proposé par le plan belge. Mais le sens qu'il lui confère se situe à un autre niveau. «Réfléchissant de mon mieux, écrit-il, sur la pensée d'Henri de Man, j'en viens à hasarder une conjecture. Si Henri de Man pousse au premier plan la nationalisation du crédit, ce n'est pas, selon moi, qu'il considère la remise, à un organisme public, de la distribution du crédit comme le moyen le plus direct et le plus sûr d'augmenter la consommation et de diminuer le chômage. C'est parce qu'il est convaincu que l'augmentation de la consommation et la diminution du chômage ne peuvent être obtenues que par un parti socialiste au pouvoir. Le Plan du Travail est, avant tout, un plan offensif pour la conquête du pouvoir politique et la nationalisation du crédit conçue non pas tant comme le moyen immédiat et direct de la lutte économique contre le chômage que comme le moyen immédiat et direct de la lutte politique pour la conquête du pouvoir» (*Le Populaire,* 21 janvier 1934). L'intérêt stratégique du Plan semblait donc éclipser son intérêt économique. Nous y reviendrons.

Le deuxième volet de l'analyse de Léon Blum concerne non plus l'économie dirigée, mais l'économie mixte – autre aspect du régime intermédiaire – auquel conduit l'application de réformes de structures. Léon Blum refuse à ce régime une quelconque valeur socialiste sous prétexte qu'il ne constitue pas une étape, mais qu'il est conçu comme relativement stable et durable. «Le point important pour moi, écrit-il (*Le Populaire,* 25 janvier 1934), est que la survivance d'un secteur privé très ample soit conçue non pas comme un passage, comme une transition, comme un acheminement, mais comme étant relativement stable et durable». Or, cette stabilité peut contrarier, pense-t-il, la réalisation du socialisme : «Le Plan du Travail n'envisage pas, poursuit-il, le rétrécissement progressif et l'élimination finale du secteur libre, au fur et à mesure du développement de la force ouvrière. On dirait plutôt qu'il tend à le préserver, à le consolider en même temps qu'à l'aménager. Non seulement le secteur reste libre, mais le Plan s'efforce de le libérer davantage. Il s'ingénie même à le soustraire au processus d'évolution capitaliste qui, par la concentration régulière, le rendrait mûr à son tour pour la socialisation». Au congrès de Toulouse, qui se tient en mai 1934, Léon Blum sera encore plus net . A ceux qui demandent, au sein même de la S.F.I.O., que l'on s'inspire des mesures du Plan pour combattre la crise, il répond : «Une conception que, pour ma part, je trouve la plus dangereuse, est la coexistence d'un secteur nationalisé et d'un secteur libre. Cette économie mixte était conçue

dans le plan belge comme si elle était durable et devait se prolonger» (cité par G. Lefranc, *Essais sur les problèmes socialistes et syndicaux,* p. 207).

Jamais donc, sauf peut-être en juillet 1933, le «modèle» révolutionnaire, la perspective de la socialisation générale finale, ne semble avoir exercé autant d'emprise sur la pensée de Léon Blum. Dans son dernier article de la série, paru le 26 janvier 1934, il va jusqu'à considérer qu'il n'y a pas de socialisme possible sans une socialisation générale de la propriété privée : «Les socialisations partielles n'ont pas et ne peuvent pas avoir pour effet de démanteler un pan du système capitaliste. Tant que le régime de la propriété capitaliste subsiste, l'exploitation du prolétariat persiste et l'on ne peut faire autre chose que de modifier les conditions de cette exploitation ... La socialisation n'est pas socialisme tant que la propriété capitaliste n'est pas elle-même socialisée. Elle ne crée même pas une forme intermédiaire entre la propriété capitaliste et la propriété sociale».

Déat, bien sûr, exultait. Dès le 27 janvier, il publiait dans la *Vie Socialiste* un article intitulé «La nouvelle épouvante de Léon Blum», dans lequel il dénonçait le «déterminisme» et l'«idéalisme» de Léon Blum, qui le conduisaient, selon lui, à refuser toute action conséquente dans la crise : «Si on ne conçoit le socialisme que total, que complet, si la socialisation des moyens de production et d'échange ne comporte pas de demi-mesures et d'atténuations ... alors, écrit-il, [on] ne peut arrêter sa pensée ni limiter ses espérances à un régime d'économie mixte».

Il est impossible, cependant, de considérer que Léon Blum a refusé le plan et le régime intermédiaire par déterminisme ou par idéalisme. En analysant sa pensée, on se trouve, en effet, devant un double paradoxe assez étrange. Sur le plan pratique, il considérait que la crise économique ne pouvait être jugulée que par les socialistes au pouvoir (rappelons-nous la «conjecture» qu'il hasarde à propos du plan belge). Or, en rejetant le plan, il écarte l'économie dirigée qui aurait renforcé leurs moyens d'action. Y avait-il chez lui un interdit doctrinal qui l'empêchait d'appréhender l'idée d'un régime intermédiaire ? Sur le plan doctrinal (nous l'avons déjà constaté à propos du débat de juillet 33), jamais le «modèle» ou la «conquête» révolutionnaire n'ont constitué chez Léon Blum un facteur inhibant. A la différence de la plupart des guesdistes, il considérait qu'en attendant la révolution, qu'il situait dans une perspective très lointaine, on pouvait, on devait même entreprendre des réformes importantes qui faciliteraient l'évolution des esprits et des choses.

En outre, s'il pensait, en effet, que le changement du régime de la propriété était une condition nécessaire à l'avènement du socialisme, il n'a jamais considéré ce changement comme une condition suffisante (sa critique du communisme russe le montre bien). Alors, pourquoi, dans sa critique du régime intermédiaire, fait-il tout dépendre soudainement de ce changement ? Pourquoi refuse-t-il de la sorte le régime intermédiaire ? Maintenant que le risque de contagion du fascisme semble écarté, y-a-t-il dans cette idée du régime intermédiaire et du plan, un autre danger qui pouvait justifier ce que Déat a appelé «la nouvelle épouvante de Léon Blum» ?

Reprenons l'analyse que Léon Blum consacre au plan belge dans «Au-delà du Réformisme», – un titre qui résumait bien la problématique du plan. A l'idée du régime intermédiaire et du plan qui permettrait de dépasser le dualisme historique de la réforme et de la révolution, Léon Blum oppose la vieille distinction du «modèle» révolutionnaire et du programme de réforme, autrement dit, il réaffirme la permanence du dualisme. Pour quelles raisons ?

Craint-il qu'en prétendant dépasser le dualisme «réforme-révolution», les néo-socialistes n'en viennent, comme le feront bientôt Déat et Marquet, à nier les deux principes et à concevoir le plan comme une fin en soi devant résoudre à tout jamais le problème de la finalité du socialisme ? Très vite, en effet, Déat précisa sa conception du plan : «Le plan, écrit-il, définit un régime intermédiaire, un régime dont on ne sait d'ailleurs s'il sera intermédiaire ni intermédiaire par rapport à quoi. Il nous offre simplement le schéma d'une économie mixte possible, possible techniquement, économiquement, possible politiquement étant donné le rapport des forces en présence» (*Vie Socialiste,* 20 janvier 1934). Dans son article du 27 janvier, il va plus loin encore : «La caractéristique d'un régime intermédiaire, précise-t-il, est justement de ne plus être intermédiaire, de n'être plus une étape et peut-être de préparer une stabilisation, un enlisement du socialisme». On connaît la suite : la forme définitive du régime intermédiaire est décrite dans le *Plan Français,* ouvrage collectif publié en 1935 par le «Comité du Plan», dont Déat fut le principal animateur avec Henri Clerc et Edouard Chaux. Le plan débouchait sur une structure corporatiste fortement imprégnée de tendances technocratiques : l'économie dirigée était réduite à la promotion d'une technique comptable qui devait permettre de déterminer ce que l'on nommait un «prix social», c'est-à-dire une valeur capable de satisfaire l'ensemble des partenaires sociaux. Le régime intermédiaire devait offrir de la sorte le terrain neutre sur lequel se concilie-

raient et disparaîtraient capitalisme et socialisme. Le plan représentait ainsi l'achèvement du socialisme, l'idéal confondu dans les contingences, la finalité réduite à une technique d'État. Avec lui, les problèmes sociaux, le socialisme lui-même, disparaissaient. On n'était plus très loin de l'inspiration qui guidera Déat en 1940, lorsqu'il rédigera à la demande de Vichy son rapport en faveur du parti national unique.

Il serait certes absurde de chercher dans le planisme de 34 l'explication des attitudes de 40 (certains néo-socialistes se sont retrouvés dans la Résistance tels Montagnon, Henry Hauck ou Louis Vallon, tandis que des adversaires acharnés du plan, tel Paul Faure, ont accepté Vichy). Cependant, il ne fait aucun doute que le déviationnisme d'un Déat ou d'un Marquet se trouvait en germe dans le négativisme qui caractérisait leur planisme : opposition des réformes de structures aux réformes de répartition, opposition du plan au programme de réforme, opposition du régime intermédiaire au «modèle» révolutionnaire, et bientôt, opposition du plan à la finalité même du socialisme, cette finalité qui avait été pendant si longtemps pour eux une entrave sur le chemin du pouvoir.

Léon Blum perçoit immédiatement le danger. Il pressent que le dépassement du dualisme réforme-révolution s'effectuera chez eux par la négation des deux termes et signifiera l'abandon du socialisme. Comme en juillet 1933, l'excès de sa démarche s'explique par la gravité de l'enjeu : il refuse de distinguer, ce qui semble pourtant évident, les réformes de structures et les réformes de répartition, car cette distinction, invoquée par les néo-socialistes à l'encontre de la S.F.I.O., lui paraît totalement «arbitraire» ; il dénie au régime intermédiaire une quelconque valeur socialiste, car se profile derrière lui une conception qui nie en fait le socialisme.

Fallait-il cependant, comme le fait Léon Blum, incriminer le planisme d'Henri de Man ? Le chef du parti socialiste belge, le vieux Vandervelde, s'est toujours insurgé contre la parenté que Déat a voulu établir entre le néo-socialisme et le plan belge (cf. notamment l'article paru dans *Le Populaire* du 7 janvier 1935, «Planisme, Néo-socialisme, Néo-réformisme»). N'était-ce pas, en effet, l'interprétation que les néo-socialistes avaient faite des idées d'Henri de Man, plus que le planisme proprement dit, qui était en cause ? Léon Blum ne le pense pas. Pour lui, c'est l'idée même du régime intermédiaire telle que la conçoit Henri de Man, c'est-à-dire la tentative de dépassement du dualisme réforme-révolution, qui est viciée et qui doit être repoussée. En opposant au plan la dualité du «modèle» révolu-

tionnaire et du programme de réforme, il s'adresse dans ses articles de janvier 1934 non seulement aux néo-socialistes, mais à tous ceux qui, de bonne foi, au sein même de la S.F.I.O., seraient tentés de trouver dans le plan l'instrument d'une réconciliation et d'une rénovation du socialisme.

L'idée du régime intermédiaire rencontrait, en effet, un certain écho au sein de la S.F.I.O., notamment auprès d'intellectuels qui s'étaient réunis dans le groupe de la «Révolution Constructive». Parmi eux : P. Boivin, M. Deixonne, G. Lefranc, C. Lévi-Strauss, R. Marjolin, et, plus tard, G. Albertini, G. Delaunay, P. Dreyfus, G. Mollet, G. Soules ... Fidèles au planisme d'Henri de Man, les membres de la Révolution Constructive entendaient dépasser le dualisme réforme-révolution, non par la négation des deux principes, mais en opérant une synthèse nouvelle à travers l'idée du régime intermédiaire. Mais pouvaient-ils éviter le choix entre les deux interprétations possibles de ce régime ? Le régime intermédiaire représentait-il une étape précise et peut-être durable, ou bien s'agissait-il d'une première étape, c'est-à-dire de l'amorce d'un processus révolutionnaire ? Révolution Constructive prétendait éviter ce choix en privilégiant un principe nouveau, l'anticapitalisme. Mais ces socialistes qui cherchaient à définir un «au-delà du réformisme» tout en parlant de «crise finale» du capitalisme, de rupture partielle, et en considérant que le plan avait déjà un caractère révolutionnaire, ne purent éviter l'équivoque. Elle éclata lorsqu'en janvier 1934, le courant d'extrême gauche de la «Bataille Socialiste» conduit par Jean Zyromski, unit un moment ses efforts avec ceux de la Révolution Constructive pour promouvoir l'idée du plan dans la perspective du prochain congrès socialiste. Pour la Bataille Socialiste, l'enjeu était clair. Les socialisations partielles n'étaient que des «têtes de pont» (Zyromski, *Le Populaire,* 4 janvier 1934) qui devaient précipiter le processus d'une révolution qu'elle jugeait imminente. Ainsi le plan ne parvenait-il pas à résoudre le dualisme réforme-révolution : à défaut d'un choix clair, il était entraîné dans la logique révolutionnaire de la Bataille Socialiste.

Dans ses articles de janvier 1934, Léon Blum dénonce la confusion entretenue par les planistes, car elle risquait de ruiner le socialisme d'évolution et de réforme auquel il était attaché. Ainsi s'explique encore son refus d'une distinction, qu'il juge «arbitraire» et «illusoire», entre les réformes de structures et les réformes de répartition : considérer que les «socialisations partielles» représentaient des morceaux réalisés du «modèle» socialiste, c'est-à-dire que seu-

les les réformes de structures pouvaient «réaliser» le socialisme, n'avait de sens que si l'on se situait dans la perspective d'une révolution imminente. Sinon, que resterait-il à faire une fois le régime intermédiaire établi ? Un régime intermédiaire qui serait «stable et durable» mettrait en quelque sorte le socialisme en suspens et cesserait bientôt, comme l'écrivait Léon Blum, d'être lui-même socialiste. Dans sa critique, Léon Blum englobe ainsi, sans les différencier, les interprétations qui sont faites du planisme d'Henri de Man, car ce qui est en cause, à ses yeux, c'est l'idée même du régime intermédiaire : conçu comme le moyen de résoudre le dualisme réforme-révolution, le régime intermédiaire ne pouvait mener qu'à l'abandon, ce qu'il dénonce chez les néo-socialistes, ou à la confusion, ce qu'il pressent chez Révolution Constructive, – deux dangers qu'il tente d'exorciser en brandissant le «modèle» révolutionnaire et le programme de réforme, c'est-à-dire la vieille dualité du programme et du «modèle».

Le débat sur le contenu et la portée du régime intermédiaire, qui opposait Léon Blum et les planistes, se déroulait ainsi sur un plan strictement doctrinal. Les véritables problèmes des années trente, ceux de la crise économique et de la montée du fascisme, n'étaient pas au centre des préoccupations ; tout au plus fournissaient-ils un prétexte aux néo-socialistes. Le planisme d'Henri de Man, qui servait de référence et de support à ce débat, favorisait une telle approche : c'était un planisme à «usage interne» qui voulait apporter une solution à la crise doctrinale du socialisme, mais dont l'objet échappait en définitive totalement aux problèmes de la crise économique et politique. Cette approche doctrinale du plan ne représentait cependant qu'une forme de planisme. Il en existait une autre, beaucoup plus pratique, directement orientée sur les problèmes de la crise économique, et que propageait en France, en ce début de 1934, la CGT. Dans le plan du syndicalisme français, les réformes de structures, dont l'importance et la nature avaient été soigneusement étudiées, cessaient d'être conçues comme des «socialisations partielles», pour être intégrées dans un ensemble cohérent visant à établir une économie dirigée. Les syndicalistes français ne parlaient, en effet, que d'économie dirigée, non de régime intermédiaire, car le problème pour eux n'était pas de dépasser le dualisme réforme-révolution. Ils avaient au lendemain de la guerre réglé leur problème doctrinal en opérant une révision dans la ligne tracée par Bernstein : leur plan apparaissait comme l'expression d'un réformisme qui s'était émancipé des procédés révolutionnaires, d'un réformisme

apporte à cet égard d'utiles éléments de réflexion.

L'intérêt tactique du plan est tout de suite apparu aux néo-socialistes. «Nous voulons trouver, avait dit Marquet au congrès de juillet 1933, des formules d'action susceptibles de nous conduire plus rapidement vers le but que nous voulons atteindre» (*Néo-socialisme,* p. 43). Autour de la formule du plan, ils pensèrent pendant longtemps pouvoir rallier une majorité qui les porterait au pouvoir. La lutte fratricide qu'ils livrèrent à la S.F.I.O., masqua pendant un temps cette préoccupation dominante, mais, après février 1934, les perspectives changent. Désormais, c'est le pouvoir lui-même qui est en jeu. A la stratégie du «Front unique», qui scelle l'unité d'action des socialistes et des communistes pour barrer la route au fascisme, les néo-socialistes opposent une contre-stratégie de conquête du pouvoir. «La tentative communo-socialiste du Front unique, écrit Déat, ne peut rencontrer de pire obstacle que le rassemblement autour du plan. Heurt violent de deux mystiques : celle de l'unité ouvrière considérée comme la condition première de la révolution totale et celle du plan. Deux méthodes qui appellent une controverse aussi âpre et aussi poussée parce qu'aussi importante pour le socialisme que les oppositions d'autrefois entre Bernstein et Kautsky, entre Guesde et Jaurès» (*la Vie Socialiste,* 22 décembre 1934). Sur quoi reposait donc cette stratégie ?

La stratégie planiste des néo-socialistes visait à rassembler les classes moyennes. Définie par opposition au Front unique, elle n'est, en fait, jamais parvenue à s'établir sur des principes positifs. Pour ne pas se couper des classes moyennes, les néo-socialistes abandonnèrent très vite toute référence au socialisme : «Faire du socialisme sans le dire ou tout au moins sans le qualifier ou l'étiqueter», écrit pudiquement Déat («Conditions d'un rassemblement efficace», *Vie Socialiste,* 7 juillet 1934). Pour les mêmes raisons, ils renoncèrent également à l'anti-fascisme : «Je ne connais pas de mots d'ordre plus faux, écrit encore Déat, car il a pour effet de rejeter dans le camp adverse une large partie des classes moyennes». Finalement, pour rassembler ces classes moyennes hétérogènes, les néo-socialistes exploitèrent, comme l'avaient fait avant eux les dirigeants fascistes, les griefs qu'elles nourrissaient contre le capitalisme. Ces griefs ne portaient pas sur le régime économique en tant que tel, mais sur la forme moderne de ce régime, c'est-à-dire sur le capitalisme de monopoles qui contrôlait l'organisation du crédit : les classes moyennes luttaient contre le capitalisme financier et en appelaient à un retour vers le capitalisme libéral traditionnel. Cet anticapitalis-

devenu autonome de la révolution et qui, tout en conservant sa finalité socialiste, pouvait se consacrer sans réserve aux problèmes présents.

Telle était l'autre voie que proposait la CGT pour sortir le programme des limites étroites dans lesquelles il était enserré. Dès lors nous retrouvons notre question, qu'il est possible maintenant de préciser. Pourquoi Léon Blum, au lieu de se retrancher derrière de vieux thèmes doctrinaux et alors que rien ne semblait l'en empêcher d'un point de vue doctrinal (le «modèle» s'inscrivait chez lui dans une perspective lointaine et appelait une évolution dans laquelle rien, à priori, n'était interdit), pourquoi donc Léon Blum n'a-t-il pas opposé, au plan de «réalisation partielle du socialisme», l'idée d'un plan d'évolution vers le socialisme que concevait alors la CGT ? Pourquoi n'a-t-il pas opposé, au plan qui prétendait dépasser le dualisme réforme-révolution, un plan qui aurait signifié l'affranchissement du réformisme par rapport à la perspective révolutionnaire (le «modèle» se transformant en finalité), un plan, enfin, qui aurait apporté une réponse claire aux problèmes de la crise économique en définissant les bases d'une véritable économie dirigée ? Ce n'est pas dans le maintien du «modèle» en tant que tel, qu'il faut en chercher les raisons, mais plutôt dans le rôle que ce «modèle» a joué dans la propagande et, de façon plus générale, dans la stratégie du parti socialiste.

III

Les événements du 6 février 1934 mettent un terme au débat doctrinal sur le régime intermédiaire. La crise politique, qui s'étend, conduit les protagonistes à mettre à nouveau en avant leurs préoccupations et leurs choix stratégiques : stratégie centriste pour les néo-socialistes ; stratégie du «Front unique» pour Léon Blum et la S.F.I.O. Issu d'une controverse tactique sur le problème du pouvoir, le débat doctrinal sur le régime intermédiaire s'achevait ainsi par l'affrontement de deux conceptions stratégiques opposées. Aussi peut-on se demander, comme l'y invite Alain Bergounioux dans la présentation de ce *Cahier,* si les véritables ressorts de ce débat n'étaient pas finalement de caractère stratégique. N'était-ce point ces préoccupations et ces choix qui commandèrent en fin de compte la manière dont ce régime a été conçu par les néo-socialistes et la manière dont il a été rejeté par Léon Blum ? L'usage tactique du plan et du programme, tel qu'il s'affirme après le 6 février 1934,

mique, car il était de ceux qui pensaient que «toute lutte contre le fascisme serait vaine si la crise économique devait se prolonger et s'aggraver» (discours au congrès de Toulouse, mai 1934). Le conseil national, qui se réunit le 11 mars, décidait donc de mettre à l'ordre du jour du prochain congrès qui devait se tenir à Toulouse au mois de mai suivant, l'adoption d'un programme qui serait à la fois «un instrument de propagande et de rassemblement» et «un programme d'action immédiate du parti au pouvoir». C'était donc la conception même du programme qui paraissait évoluer. En voulant définir, comme tentait alors de le faire la CGT, un programme qui préciserait ce que les socialistes feraient au pouvoir et qui servirait en même temps de pôle de rassemblement pour une majorité nouvelle, n'allait-on pas mettre fin à cette distinction, – ô combien préjudiciable à l'action de la S.F.I.O. ! –, entre le programme immédiat, plate-forme minimum d'action, et le «modèle» révolutionnaire sur lequel avait été centré tout l'effort de propagande ?

Signe de l'évolution nouvelle que la décision du conseil national paraissait annoncer, Jules Moch fut chargé de préciser et d'approfondir le programme de gouvernement. Jules Moch incarnait sans doute le mieux le nouveau courant des planistes «réalistes» qui semblait vouloir s'exprimer au sein de la S.F.I.O. en ce printemps de 1934. Avec l'aide de groupes de réflexion, tels que le «Groupe Polytechnicien d'Études Collectivistes» (émanation de X-Crise) ou «l'Union des Techniciens Socialistes», il entreprit un réexamen complet du programme socialiste. «Vous parlez de socialisations, écrivait-il en s'adressant à la majorité. Mais sur quelles bases, en vue de quelle gestion, dans quel plan économique général, moyennant quelles indemnités aux détenteurs ?» («Réflexions sur le plan», *Combat Marxiste* n° 9 du 15 juin 1934). Le débat sur les réformes de structures et sur l'économie dirigée était ainsi relancé, non plus sur le terrain de la doctrine, mais, comme chez les planistes de la CGT, en fonction de l'objectif immédiat que représentait la lutte contre la crise. Jules Moch raconte dans ses mémoires comment Léon Blum, qui avait lui-même fixé cet objectif à l'action socialiste, encouragea cet effort (*Rencontres avec Léon Blum,* p. 118-125).

Lorsque furent adoptées au congrès de Toulouse les grandes lignes du nouveau programme, la déception fut grande chez ceux qui, comme Jules Moch, avaient cru en un changement radical d'orientation. Le programme ne comportait, en effet, que peu d'innovations par rapport aux anciens textes ; il n'avait en tout cas rien de commun avec ce que la CGT mettait alors sur pied : la liste des

me, que véhiculait la stratégie néo-socialiste, était donc réactionnaire au sens propre du terme et il ne pouvait qu'imprégner dans le même sens le régime intermédiaire en supprimant sa finalité socialiste et en le figeant dans la restauration d'un ordre qui avait toutes les chances d'être lui-même réactionnaire. Tel est bien le sens du régime intermédiaire à dominante corporatiste et technocratique que propose en novembre 1935 le Comité du Plan.

Cette stratégie, qui s'appuyait sur l'idée d'un vague rassemblement des classes moyennes, n'a jamais été non plus une stratégie cohérente. La date tardive de publication du Plan (novembre 1935) vient de ce que les néo-socialistes, en quête d'une majorité, n'ont pas voulu livrer leur projet sans avoir au préalable épuisé tous les moyens de fondre entre eux les multiples plans qui surgissaient de part et d'autre. On les vit ainsi tour à tour tenter de rallier au lendemain du 6 février une majorité parlementaire autour d'un texte commun (ce fut le «Plan des 214» députés), essayer de tirer une synthèse de plans émanant de milieux politiques divers (ce fut le «Plan des Plans», *Vie socialiste,* 21 avril 1934), offrir à la CGT d'être le parti travailliste qui réaliserait au pouvoir le plan du syndicalisme français. La CGT refusa. On était loin, en effet, de la stratégie planiste du mouvement syndical : pour la CGT, comme d'ailleurs pour les planistes belges, le plan constituait un engagement précis, une sorte de loi qui s'imposait aux militants et à tous ceux qui voulaient y adhérer pour former le vaste rassemblement autour du mouvement ouvrier auquel aspirait le mouvement syndical. Au contraire, pour les néo-socialistes, le plan n'a jamais été qu'un prétexte dans leur lutte contre la majorité socialiste, comme dans leur lutte pour le pouvoir. «Si le principe ne détermine pas la tactique, c'est à la longue la tactique qui déterminera le principe», avait prédit Henri de Man (*Au-delà du Marxisme,* p. 251). Il y a peu d'exemples aussi nets que celui du néo-socialisme où la tactique ait à ce point déterminé le principe.

Si les facteurs stratégiques expliquent ainsi pour une large part l'attitude des néo-socialistes à l'égard du plan, les choix stratégiques du parti socialiste permettent également de mieux comprendre la résistance de Léon Blum à l'idée d'un véritable plan d'économie dirigée. Février 1934 semblait pourtant annoncer une évolution nouvelle. Il ne faisait, en effet, plus aucun doute pour Léon Blum que le parti socialiste, après les événements du 6 février, devait prendre le pouvoir pour barrer la route au fascisme (il parlera bientôt de la nécessité d'«occuper» le pouvoir), et pour lutter contre la crise écono-

d'avant-guerre, mais conformément aux nécessités du moment que Jules Moch venait de développer» (cité par Jules Moch, *op. cit.*, p. 123).

Mais cette stratégie, qui sera celle du Front populaire, n'était pas encore, à cette époque, admise par Léon Blum et la majorité de la S.F.I.O.. A cela on peut avancer trois raisons. L'exemple du néo-socialisme, dont la stratégie incarnait aux yeux de Léon Blum ce qu'il convenait d'éviter à tout prix : «transformer le socialisme, parti de classe, en un parti de déclassés» (*Le Populaire,* 19 juillet 1933, *Œ* III-2, p. 543). Mais cela ne suffit pas à expliquer une stratégie dont la S.F.I.O. avait fixé les principes au début des années vingt et qui subsistera longtemps après la fin de la crise néo. Deux autres facteurs furent déterminants. D'abord, l'attitude du parti radical, qui refuse après février 34 l'alliance que lui propose le groupe parlementaire socialiste pour battre ce qu'on appelle alors la «réaction». Or, le radicalisme apparaissait plus ou moins comme l'expression politique des classes moyennes ; son refus incitait donc les socialistes à poursuivre leur stratégie ancienne et à se tourner vers leur gauche pour chercher une alliance avec les communistes. Second facteur : le rapprochement du parti socialiste et du parti communiste qui aboutit en juillet 1934 à la signature du pacte d'unité d'action. Ce rapprochement conduisit la S.F.I.O. à accentuer encore davantage sa propagande de classe. En effet, tandis que les communistes, opérant un revirement stratégique complet, décidaient de renoncer à tout slogan ou thème révolutionnaire pour mieux rassembler l'ensemble des forces antifascistes, Léon Blum et la majorité du parti socialiste voyaient dans le pacte d'unité une étape sur la voie de la réunification du mouvement socialiste et, pour faciliter cette «unité organique», décidaient de mettre l'accent sur la communauté de buts doctrinaux des deux partis. Telle est la nouvelle fonction qui sera dévolue aux «socialisations» dans les négociations qui s'ouvriront bientôt pour établir un éventuel «programme commun» avec les communistes (L. Blum, *Le Populaire,* 20 janvier 1935, *Œ* 1934-1937, p. 175).

Ce n'est pas un hasard s'il faut attendre que la S.F.I.O. ait adopté une nouvelle stratégie – celle du Front populaire – pour voir évoluer l'attitude de Léon Blum à l'égard des réformes de structures. Ce changement s'opérera vers le milieu de 1935, après l'échec des négociations sur le «programme commun» et lorsque les radicaux, modifiant eux aussi leur stratégie, se montreront prêts à coopérer avec les forces de gauche et à conclure avec elles un programme de

réformes de structures s'était un peu allongée, mais celles-ci restaient, comme hier, isolées, sans lien entre elles, car situées en dehors de toute perspective d'instauration d'une économie dirigée. La raison en était essentiellement stratégique. Malgré le souhait du conseil national d'élaborer un texte qui serait à la fois une plate-forme de gouvernement et un pôle de rassemblement, la majorité du parti socialiste maintenait la vieille dualité du programme et du «modèle», car c'était autour de son projet révolutionnaire qu'elle entendait mobiliser et rassembler l'ensemble des forces prolétariennes. D'ailleurs, dans cette perspective, le programme réaffirmait lui-même la priorité du «modèle», en précisant qu'«une fois installé au pouvoir, le parti dominé par le sentiment de sa mission révolutionnaire ne pourrait se laisser enchaîner ou limiter par aucun plan ou par aucun programme». Tout ce qui était inscrit dans le programme était donc subordonné au «modèle» que la propagande du parti cherchait à rendre plus sensible. Ainsi, les réformes de structures étaient présentées comme des émanations du «modèle» socialiste, non point, comme le voulaient les planistes de la Bataille Socialiste, dans une perspective dynamique, en vue de leur réalisation immédiate, mais, à la façon des mythes soréliens, comme des images mobilisatrices participant du même idéal révolutionnaire. Avec Léon Blum, la majorité du parti socialiste considérait ainsi les réformes de structures comme «l'enjeu d'une bataille de classes». Appréhendées de cette façon, il était évident qu'elles ne pouvaient s'intégrer dans un plan d'économie dirigée destiné à sortir le régime capitaliste de la crise économique. La stratégie de la S.F.I.O. freineit donc bien l'évolution du programme en empêchant sa transformation en un véritable plan.

Jules Moch sentit la résistance. Au congrès de Toulouse, il proposa que le parti appuie sa propagande non plus sur les «buts» du socialisme, mais sur les «moyens», c'est-à-dire sur les mesures concrètes inscrites au programme. En parlant moins de «socialisations» et plus de «réformes de structures», le parti serait amené, pensait-il, à préciser le contenu de son programme et à dégager peu à peu un véritable plan d'économie dirigée. La CGT n'avait pas procédé autrement. Mais cette propagande répondait à une autre stratégie, celle d'un vaste rassemblement national débordant le cadre strict du prolétariat. C'était ce qu'espéraient, avec Jules Moch, des hommes comme André Philip qui demandait que l'on se tourne vers les classes moyennes, ou Vincent Auriol qui considérait que «le rassemblement ne devait pas s'opérer sur le terrain idéologique

lisme – a cependant surpris. La meilleure parade aux thèses planistes des néo-socialistes ne consistait-elle pas à leur opposer un plan d'économie dirigée tout entier centré sur les problèmes économiques et politiques du moment, comme tentait de le faire la CGT ? Un tel plan était parfaitement compatible avec le socialisme de Léon Blum, un socialisme qui ne se réduisait pas aux limites du «modèle» révolutionnaire, mais un socialisme de réformes, évolutionniste et humaniste, dont Marc Sadoun dresse plus loin la synthèse. Seulement, l'adoption d'un plan qui se proposait de résoudre la crise économique en aménageant les structures du régime existant, impliquait l'abandon des références révolutionnaires et la reconnaissance explicite de la voie réformiste. Pour des raisons stratégiques, ce choix n'est pas encore admis en 1933-34. L'attitude du parti radical, l'espoir que le rapprochement avec le parti communiste déboucherait ultérieurement sur la réunification du mouvement socialiste, incitaient la S.F.I.O. à poursuivre sa stratégie prolétarienne et à accentuer sa propagande révolutionnaire. Sans compter la volonté de préserver l'unité de la S.F.I.O. : après le départ des néo-socialistes, la dualité du programme et du «modèle» semblait encore le meilleur moyen de cimenter des courants qui, en majorité, se situaient «à gauche». Mais la réalité a ses exigences : on n'y peut dire une chose et faire son contraire. Tant que, pour des raisons stratégiques, la S.F.I.O. maintint sa propagande révolutionnaire, l'accès du plan lui demeura fermé ; il le resta jusqu'au moment où les problèmes d'unité et d'alliance se posèrent dans le cadre élargi du Front populaire.

Le débat sur le régime intermédiaire qui, à bien des égards, a été pour la gauche des années trente une occasion manquée, soulève encore une dernière question. La compréhension de ce débat nous a conduit, en effet, à comparer le planisme néo-socialiste avec d'autres courants qui se réclamaient eux aussi du plan. De ces conceptions diverses, deux tendances se sont dégagées : pour certains (les néo-socialistes, la Révolution constructive), le plan a été perçu comme le moyen de dépasser le dualisme réforme-révolution ; pour d'autres, il est apparu comme la manière la plus conséquente de s'engager, soit dans la voie réformiste (la CGT), soit dans la voie révolutionnaire (la Bataille socialiste). La cohérence revint à ces derniers, car le plan met à nu la logique interne des deux voies du socialisme. Mais alors, si la cohérence de l'action exige des choix clairs et décisifs dans les pluralités du socialisme, le problème de l'unité du mouvement – unité nécessaire à sa puissance – devient beaucoup

gouvernement. On voit alors Léon Blum tenter d'introduire des réformes de structures dans ce qui deviendra le programme du Front populaire, en expliquant à ses partenaires qu'il ne s'agit pas de mesures de caractère révolutionnaire, mais de simples réformes économiques destinées à renforcer les moyens d'action d'un éventuel gouvernement de gauche. L'abandon de la stratégie de classes lui permettait de conférer aux réformes de structures une autre dimension. «Les nationalisations sont aux socialisations ce que l'exercice du pouvoir est à la conquête», écrit-il alors pour en faire admettre le principe (*Le Populaire,* 12 juillet 1935, *Œ* 1934-37, p. 207). Cette phrase permet de mesurer le chemin parcouru, celui qui conduira Léon Blum à reconnaître la portée pratique des réformes de structures et bientôt, au contact du pouvoir, le bien-fondé d'une économie dirigée. Mais c'est là un autre débat : le vrai débat sur les réponses qu'apportera le parti socialiste aux formidables défis économiques et politiques qui lui étaient lancés dans les années trente.

*
* *

Ces véritables problèmes auront finalement totalement échappé au débat de 1933-34 sur le régime intermédiaire. Loin d'apporter une réponse claire et cohérente aux défis de l'époque, le planisme néo-socialiste n'a servi qu'à alimenter et à dramatiser la controverse qui opposait l'aile droite et la majorité de la S.F.I.O. ; modifiant le caractère de ce conflit interne, le planisme néo-socialiste a également montré combien il est difficile d'entreprendre, sur le plan doctrinal, une révision conséquente dans un parti divisé et dans un contexte de crise idéologique très profonde. En mettant en cause les principes fondamentaux, le risque est alors grand de rallier les idéologies adverses. Léon Blum a perçu ce danger : il dénonce en juillet 1933 le risque de contagion du fascisme que recèle l'idée du régime intermédiaire et, en janvier 1934, le risque d'abandon que renferme la prétention de dépasser le dualisme de la réforme et de la révolution. Dans un numéro récent des *Cahiers Léon Blum,* Daniel Mayer a relevé plusieurs exemples de la prescience de Léon Blum. On pourrait y ajouter celui-ci : très tôt, Léon Blum a perçu la véritable nature du fascisme et les risques que couraient ceux qui étaient tentés d'en imiter les principes.

La manière dont Léon Blum a repoussé le régime intermédiaire – en insistant sur la finalité révolutionnaire du socia-

plus difficile à résoudre. N'est-ce point là l'un des problèmes fondamentaux et permanents du socialisme que le débat sur le régime intermédiaire et le plan peut encore éclairer ?

Jean-François Biard

archives-socialistes.fr

archives-socialistes.fr

LE PARTI ET LE POUVOIR

On pourrait voir dans la crise que traverse le parti socialiste au début des années trente un conflit de générations, un simple combat de chefs. Les néo-socialistes ne manquent pas de la présenter ainsi, comme pour mieux souligner qu'elle annonce, avec la fin d'une image du socialisme, la mort politique de son héros. Léon Blum est, pour les néo-socialistes, celui qui symbolise l'échec et la résistance. L'échec d'un projet millénariste, construit sur une espèce de «communication avec l'éternel», sur une ignorance du réel. L'expression même du fatalisme, de l'inaction, du passé (1). «Moi qui vous connais bien, je sais quelle est votre passivité toute orientale. L'action, c'est précisément l'opposé de ce que vous êtes», ironise Marcel Déat dans une lettre où perce déjà l'antisémitisme (2). Léon Blum s'arrête devant l'obstacle, s'interroge sur ses qualités, confesse ses doutes. Il est le docteur, le pape, le grand rabbin qui glose à l'infini sur l'intemporel. Le négatif du sociologue qui ne connaît que la leçon des faits.

Face au chef de guerre que veut être Marcel Déat, Léon Blum pourrait apparaître comme un chef de paix impuissant s'il n'avait pas un pouvoir redoutable de conviction. Car il exprime et alimente aussi la résistance de la S.F.I.O. à l'offensive néo-socialiste. Bien plus, il est et peut lui-même se présenter comme la voix du parti. Les néo-socialistes doivent donc mettre en question son statut, dissocier la S.F.I.O. de son leader. La conquête du parti passe d'abord par la contestation de Léon Blum.

Il y a sans doute dans ce conflit quelque chose de personnel, une opposition de tempéraments, mais il y a aussi une lutte de positions qui a pour enjeu la direction du parti. Blum, après Jaurès, a su concilier, rassembler toutes les nuances du socialisme sur des formules simples et générales, essentiellement la croyance qu'il y a connexion entre le développement du capitalisme et celui du socialisme. Déat, à son tour, doit trouver un centre qui l'autorise à parler en arbitre, en sage. Une position moyenne qui ne sacrifie aucun des

fondements de la synthèse socialiste : la démocratie et le socialisme, l'action réformiste et le projet révolutionnaire. On ne trouve donc pas dans les discours qu'il prononce, dans les assemblées du parti, la formule tranchée, la parole qui blesse. Rien qui puisse rappeler l'intervention de Marquet ponctuée par le célèbre «je suis épouvanté» de Blum au Congrès de Paris de juillet 1933. Déat sait, au contraire, trouver le mot qui rassemble, susciter au besoin l'adhésion de l'adversaire de tendance, la caution marxiste de Bracke par exemple. Quand il quitte la tribune où il a prononcé son dernier discours de militant S.F.I.O., c'est «la salle entière qui l'applaudit vivement».

Dans cette structure des positions tient sans doute en partie l'ambiguïté qui grève la compréhension du projet néo-socialiste. Dans un parti qui associe les extrêmes, la parole doit être en permanence euphémisée, masquée sous une apparence de neutralité ou de modération. Les analyses les plus traditionnelles du socialisme parlementaire sont là pour effacer ce que le mot d'ordre autoritaire a de choquant pour l'oreille du militant. Il faut entretenir l'ambiguïté pour rallier la majorité. Mais si le caractère personnel de la lutte qui oppose Marcel Déat à Léon Blum tient à la compétition pour la direction du parti, si celle-ci peut expliquer le caractère très contrasté du discours néo-socialiste, on ne saurait, sans risque de banalisation, négliger la cohérence interne de ce dernier. Derrière les luttes personnelles, s'opposent deux lectures inconciliables du socialisme.

C'est cette hypothèse que l'on voudrait soutenir ici en montrant que le projet néo-socialiste, loin de proposer une simple adaptation de la doctrine, détruit en fait les deux bases essentielles de la synthèse élaborée par Léon Blum : d'une part, la représentation du parti comme expression de la classe ouvrière, d'autre part, la place du pouvoir dans le processus révolutionnaire. Toutes les questions qui font débat sont contenues dans ces deux données. Les thèmes de la participation, de la démocratie, de la nature du parti radical, se rattachent à la première base ; ceux de l'autorité, de l'exercice et de la conquête du pouvoir, de la démocratie encore, s'articulent à la seconde. Et si l'on peut s'interroger sur le caractère totalitaire ou tout simplement réformiste du néo-socialisme (3), ces deux aspects, apparemment si contradictoires, retrouvent leur logique et leurs liens lorsqu'on les rapporte à la construction doctrinale élaborée par Léon Blum.

Le parti de la classe ouvrière

Que le socialisme ne soit plus composé en majorité d'ouvriers dans les années trente n'enlève rien à cette fiction qui, selon Blum, fait du parti l'expression naturelle, le représentant légitime du prolétariat. C'est à lui qu'il emprunte sa force et ses qualités, à lui aussi qu'il donne sa conscience et sa foi. Il y a entre les deux pôles comme un fil conducteur où circulent la raison, la maturité, l'intelligence de l'histoire. Des rapports de consubstantialité tels que toute faiblesse de l'un rejaillit directement sur l'autre. Quand le socialisme est partagé, divisé, ne tient plus son rôle de guide, le prolétariat s'éloigne de lui, *ne songe pas à l'invoquer,* comme cela se passe à la veille de la seconde guerre mondiale (4). A l'inverse, lorsque le prolétariat ne sait plus sacrifier sa vie, devient trop prudent, il vide le parti de ce qui fait sa différence et sa supériorité.

Une cloison sépare ici les partis ouvriers et les formations de démocratie bourgeoise. Le parti communiste peut ignorer la souffrance des hommes, leur dignité morale et leur vie ; il peut mépriser la matière humaine, pervertir le socialisme, substituer à la bonté, à la liberté et à la raison, la méfiance, la haine et la cruauté, il reste lié au parti socialiste par la même communauté de fins et, surtout, par la même identité sociale. Au contraire, la S.F.I.O. se sépare du parti radical par sa conception de l'organisation politique et par de profondes divergences doctrinales. D'où ce ton méprisant, cette condescendance qui caractérisent les relations que la S.F.I.O. noue avec les radicaux. Tout, chez eux, exprime le superficiel : l'écorce rouge recouvre le noyau blanc. Faisons un bout de chemin ensemble, dit Léon Blum, travaillons à ce qui nous est commun, puisque le programme radical est comme englobé dans celui du parti socialiste, mais le terme est proche où le parti radical devra passer la main, disparaître parce qu'il aura rempli sa mission. «Nous voulons créer une société nouvelle. Leur rôle est d'amender, d'améliorer la société actuelle. Ils ne peuvent pas nous suppléer dans notre tâche. Mais nous pouvons les assister, les stimuler dans la leur [...]. Si le radicalisme engage vigoureusement l'action qui répond à son rôle, il restera possible de trouver un nombre suffisant d'objets communs à nos énergies concertées. Pour les radicaux, ce sera le terme et le but ; pour nous, ce sera le recommencement et le moyen» (4).

Léon Blum s'attache ainsi à distinguer la S.F.I.O., à reconstituer la frontière que les radicaux veulent neutraliser, avec d'autant plus de force que l'esprit public entretient une confusion permanente entre les deux formations. Héritiers légitimes du parti républicain,

les radicaux peuvent en effet revendiquer en France la paternité du suffrage universel, alors que sa conquête est partout ailleurs, sauf en Angleterre, le produit de la propagande socialiste. D'où cette proximité politique : «Tel qu'il est, dans la mesure où il reste fidèle à son propre programme et à ses propres traditions, le Parti radical est plus proche de nous que ne l'est aucun parti libéral ou démocrate étranger d'aucune section de l'Internationale» (*Le Populaire,* 12-XII 1929).

Toute la stratégie que Léon Blum imprime à la S.F.I.O. entre les deux guerres tient à la fois à cette altérité fondamentale et à ce risque d'assimilation. A fréquenter le parti radical, la S.F.I.O. s'expose à la ressemblance, c'est-à-dire à la banalité, à l'ordinaire ; elle se vide de sa raison d'être. A cultiver son originalité, elle préserve au contraire son identité, sa position hors-statut. Elle se prémunit de ce spectre que brandit Léon Blum, dans une série d'articles où il paraît réfléchir, comme par ricochet, au sort qui guette le socialisme. La doctrine du pouvoir à tout prix mène tout droit «à la décomposition et au désastre» ; «aucun parti dans l'histoire n'a jamais résisté à la conviction illusoire de sa vocation gouvernementale, [...] c'est par l'opposition patiente et prolongée quand il le faut, qu'on se prépare au gouvernement» (*Le Populaire,* 12-XII 1929).

C'est sur ce constat que Léon Blum base son refus de toute participation ministérielle. L'habitude, la stérilité, la parlementarisation, tous ces risques concourent à éloigner le parti socialiste du pouvoir, du moins dans toutes les situations où il n'est pas maître de sa direction : «Quand nous exerçons le pouvoir sous notre initiative, sous notre autorité – fût-ce avec la collaboration d'autres partis – , nous ne cessons pas pour cela de nous présenter en formation autonome nettement distincte de tous les autres [...]. Mais quand nous participons aux gouvernements formés par d'autres partis, c'est nous qui recevons leur hospitalité, c'est nous qui nous mêlons à eux, c'est nous qui risquons d'être confondus avec eux. Nous agissons sous leur raison sociale et c'est nécessairement leur programme qui sera la loi de l'action commune. Ce qu'il y a de distinct, de spécial, d'inassimilable dans notre organisation comme dans notre doctrine est ainsi rejeté dans l'ombre et, par la force des choses, tend à s'effacer» (*Le Populaire,* 17-XII 1929). Le mot est lâché : le parti, en toute occasion, doit rester différent, une formation par essence distincte des autres, simplement parce qu'il apporte derrière lui l'élan des masses populaires, qu'il est le peuple délégué.

On pourrait montrer que c'est la même forme de raisonnement,

au service d'une autre stratégie, que développe le parti communiste. Même conception dualiste du politique, même expression d'une supériorité essentielle. Simplement, alors que la ligne de partage rejette, dans l'analyse communiste, tous les autres partis, y compris la S.F.I.O. – même si celle-ci peut, à l'occasion, recevoir le label ouvrier –, elle situe les deux partis ouvriers du même côté, selon les socialistes. La différence n'est pas mince. Dans le jeu à trois acteurs qui se déroule entre radicaux, socialistes et communistes, chaque parti doit marquer sa distinction sur sa droite et lutter contre le processus d'exclusion dont il est l'objet sur sa gauche. Exemple parmi d'autres : les radicaux affirment volontiers qu'ils partagent avec les socialistes la même communauté de fins, ce que contestent ces derniers, soucieux d'en réserver le privilège aux seuls partis ouvriers.

Il s'agit bien d'un conflit de légitimité qui limite singulièrement l'autonomie des partis. Les socialistes, en tous cas, n'oublient pas qu'ils sont engagés avec le parti communiste dans une concurrence où ils risquent de perdre leurs liens avec la classe ouvrière. Et, s'ils ne manquent jamais de proclamer leur refus de se déterminer par rapport au frère communiste, aucun ne peut ignorer que la présence de ce dernier impose la vigilance : «Je puis bien constater, écrit Léon Blum, que le fait de son existence, le fait qu'une partie de la classe ouvrière reste encore sous son emprise rendrait plus périlleuse pour nous les imperfections inévitables de l'action gouvenementale et les déceptions inévitables qu'elle susciterait» (*Le Populaire,* 19-XII 1929).

On voit que la question de la participation n'est pas, pour Léon Blum, une simple affaire de tactique parlementaire, mais qu'elle engage la nature même du parti socialiste. Or c'est justement ce que contestent les néo-socialistes lorsqu'ils plaident le conjoncturel, le provisoire. Le parti socialiste ne peut-il pas, au nom de la paix, consentir à un engagement qu'il a accepté, dans le passé, au nom de la guerre ? Alors que les mêmes circonstances exceptionnelles le justifient : la crise internationale et le rapport des forces intérieures ? Refuser son appui au parti radical, c'est sacrifier un gouvernement de gauche, désarmer devant la réaction et, en définitive laisser la place au fascisme et à la guerre.

En s'appuyant sur un argument doctrinal éprouvé – la notion de circonstances exceptionnelles retenue par le congrès d'unité socialiste de 1899 – les néo-socialistes veulent marquer la continuité, leur fidélité aux principes du socialisme. Et sans doute beaucoup

d'entre eux ont-ils le sentiment d'exprimer simplement leur attachement à une politique constructive, leur intelligence du réel, bref leur réformisme. Mais c'est en fait tout un pan de la synthèse socialiste que les minoritaires emportent dans leur quête participationniste. Marcel Déat le reconnaît ouvertement lorsqu'il développe son analyse de l'anticapitalisme (5). A la prolétarisation croissante des classes moyennes, le parti socialiste doit répondre en élargissant sa fonction de représentation aux diverses formes d'anticapitalisme. Il est, dans cette tâche, en compétition avec les radicaux et les communistes et, de ce fait, écartelé en son sein même par l'attraction de ces deux pôles. Lorsqu'il met l'accent sur le seul recrutement ouvrier, comme le fait la gauche guesdiste, il atténue ce qui le différencie du communisme, tandis qu'il efface ce qui le sépare du radicalisme quand il se fait l'expression du peuple anticapitaliste. Mais alors que, par son identification à la classe ouvrière, le socialisme ne fait qu'emprunter ses caractères au communisme, il retrouve, par sa représentation de toutes les forces anticapitalistes, sa vocation première et se donne les moyens d'engager le combat «ici et maintenant», c'est-à-dire dans l'action parlementaire, dans un programme de réalisations immédiates, dans l'exercice du pouvoir. Participer, ce n'est donc pas consentir, par simple nécessité conjoncturelle, à une pratique qui reste hérétique dans le cadre de la doctrine socialiste, mais c'est reconnaître que la mission et les fondements du socialisme sont autres que ceux que Léon Blum lui assigne ; c'est accepter que rien, dans sa nature, ne sépare le socialisme du radicalisme : «Le socialisme, écrit B. Montagnon, est plus jeune, plus allant, plus audacieux. Il a des perspectives plus vastes, des buts plus précis, mais la direction générale est la même. La préparation de l'avenir peut se faire en commun» (6).

Une telle entreprise révisionniste heurte sans doute une partie du courant néo-socialiste. Renaudel, en particulier, considère qu'une compétition vitale est engagée avec le parti communiste pour la conquête de la classe ouvrière : «Il s'agit de savoir si, en particulier dans les milieux ouvriers qui constituent, en effet, le fonds d'un parti de classe, il s'agit de savoir si le communisme ou le socialisme seront les maîtres» (7). Comme Blum, Renaudel ne veut pas renoncer à l'identité ouvrière de la S.F.I.O., mais à sa différence, il n'en tire pas de conséquence sur la nature du parti. Osons paraître ce que nous sommes, dit-il à la manière de Bernstein : «Disons donc la vérité, disons ce qui est. N'ayons pas peur de dire ce que nous faisons, n'essayons pas de cacher ce que nous faisons» (8). Autrement

dit, le parti ne vit que de sa substance ouvrière, mais celle-ci ne lui impose pas une pratique différente de celle des autres partis. Comme si le socialisme était tout englobé dans la démocratie.

La question de la participation n'est pas une question secondaire ; elle n'est pas séparable, comme on le pense souvent, du révisionnisme néo-socialiste. Pour Déat, bien sûr, qui ne conclut à la révision de la stratégie socialiste qu'après avoir constaté le bouleversement de la structure sociale. Mais pour Renaudel aussi, qui ne dégage pas de la source ouvrière du parti un statut particulier, une essence différente. A tous les deux Léon Blum exprime la crainte que la S.F.I.O. apparaisse nécessairement semblable aux autres formations dans des coalitions qu'elle ne dirige pas, qu'elle perde ce point d'équilibre que Déat ne parvenait pas à situer quand il dégageait les tensions centrifuges auxquelles elle était soumise. Car, pour Blum, ce point existe, mais il ne peut être tenu que si le parti résiste à la tentation permanente du radicalisme et se préserve du déclassement dans les deux sens du terme : la perte de son caractère de classe et celle de son rang dans la hiérarchie de la gauche.

Le temps du pouvoir

Tout est lié. Quand Blum redoute que les minoritaires transforment «le socialisme, parti de classe, en un parti de déclassés» (*Le Populaire,* 19-VII 1933), il rappelle aussi le deuxième fondement sur lequel repose tout son schéma : son refus d'hypostasier le pouvoir, de l'isoler de toute la phase de préparation marquée en particulier par la formation et l'éducation de la classe ouvrière. Écoutons-le démonter sur ce point la thèse de Lénine au Congrès de Tours : «Lorsque vous vous fixez à vous-même comme but la prise du pouvoir, sans être sûr que cette prise du pouvoir puisse aboutir à la transformation sociale, le seul but positif de votre effort, c'est la destruction de ce qui est, et que l'on appelle l'appareil gouvernemental bourgeois [...]. Je veux montrer à quoi, dans la pensée de Lénine et des rédacteurs des thèses, correspond cette nouvelle notion révolutionnaire. Elle répond à cette pensée, profondément ancrée dans l'esprit des rédacteurs des thèses et qui revient sans cesse : c'est qu'il est impossible, avant la prise des pouvoirs publics, d'accomplir un travail de propagande et d'éducation ouvrière efficace. Ce qui revient à dire que la conquête des pouvoirs publics n'est pas seulement, comme nous l'avons toujours dit, la condition de la transformation sociale, mais qu'elle est déjà la condition des premiers efforts d'organisation et de propagande qui devront plus tard mener à

cette transformation» (9). Les communistes oublient que le pouvoir n'a pas de valeur en soi, qu'il n'est qu'un instrument, un moyen pour arriver au but du socialisme. Une condition nécessaire sans doute, mais certainement pas une condition essentielle.

Le socialisme ne professe pas l'indifférence en matière politique ; il n'ignore pas que la révolution est inséparable de la possession du pouvoir. Mais, en considérant le seul pouvoir, on confond transformation sociale et changement politique. On néglige en amont le travail d'aménagement de la société capitaliste et d'organisation de la classe ouvrière : «La transformation révolutionnaire suppose une période de travail préalable qui aura suffisamment pénétré, pétri, adapté la société capitaliste, qui aura poussé assez avant le cheminement socialiste dans les choses et dans les esprits» (10). En somme, les réformes pour préparer la révolution : la formation des esprits et la préparation des choses, la pénétration progressive du socialisme dans la société capitaliste, mais aussi l'importance de la rupture, du moment où tout bascule : «Les progrès de la révolution sont parallèles avec l'évolution de la société capitaliste. La transformation sera donc nécessairement préparée par des modifications insensibles que subit la société capitaliste. Mais l'idée révolutionnaire comporte à notre avis à tous, je crois, ceci : qu'en dépit de ce parallélisme, le passage de l'état de propriété à un autre ne se fera pas par la modification insensible et par l'évolution continue, mais qu'à un moment donné, [...] il faudra une rupture de continuité, un changement absolu, catégorique» (11).

La pensée de Léon Blum marque sur ce point une remarquable continuité. On le voit, en particulier, dans la distinction qu'il opère, pour la première fois au congrès de la *Bellevilloise* de 1926, entre exercice et conquête du pouvoir. La fidélité est évidente dans l'importance que Blum donne au moment de la césure dans ses développements sur la conquête du pouvoir, cet «absolu» dont parle Léo Hamon (12), qui résume le versant révolutionnaire de sa synthèse. Mais elle l'est aussi dans les arguments qui soutiennent sa conception de l'exercice du pouvoir. A épuiser ses forces dans une recherche de la participation, le parti entretient l'illusion sur la valeur et l'efficacité du pouvoir. Or celui-ci ne possède pas de vertus telles qu'il suffise de le détenir pour bouleverser la nature des rapports sociaux. L'exercice du pouvoir peut sans doute hâter le processus révolutionnaire, devenir même un outil de propagande et d'opposition d'une efficacité exceptionnelle (13), il ne permet pas «la transformation révolutionnaire du régime de la propriété si cette

révolution n'est pas suffisamment préparée par l'évolution interne du capitalisme» (*Le Populaire,* 1er VII 1935).

En introduisant dans son schéma le concept d'exercice du pouvoir, Léon Blum cherche sans doute à atténuer les tensions qui traversent le parti sur le problème de la participation, mais il ne remet pas en cause les principes posés au Congrès de Tours. Si le pouvoir reste une condition nécessaire de la transformation sociale, il ne peut être un instrument de conquête révolutionnaire que si le socialisme a d'abord pénétré et mûri la société capitaliste.

Donner au prolétariat une formation et une conscience, là est la fonction principale du parti et des syndicats. Blum se méfie des masses inorganisées qui sont disponibles à toutes les aventures et justifient les entreprises oligarchiques. Un pouvoir socialiste sans préparation, c'est un pouvoir qui accepte de rompre ses liens avec la classe ouvrière et s'enferme dans une logique de la dictature : «La dictature du prolétariat n'est plus alors l'espèce d'expédient fatal auquel tous les mouvements de prise du pouvoir ont nécessairement recours, au lendemain de leur réussite. C'est, dans votre pensée, un système de gouvernement créé une fois pour toutes» (14).

Lorsque Charles Lussy déclare au congrès S.F.I.O. de juillet 1933 : «Nous avons acquis, au contact des réalités et des faits, cette conviction que le temps n'est plus où la révolution nous apparaissait comme le moyen de prendre le pouvoir. Mais que c'est par le pouvoir qu'on fera la révolution» (15), Blum murmure : «C'est presque du fascisme». Mais il pourrait tout aussi bien dire, dans la logique de son schéma, que c'est du communisme. Car l'analyse que développent les néo-socialistes recouvre bien la même conviction que le pouvoir est la condition de la révolution. Peu importe que la succession ne soit pas préparée. Le parti est encore faible ? Il sera fort au pouvoir : «Une part de pouvoir, c'est une part de puissance» (16). La classe ouvrière n'a pas atteint la maturité qui doit en faire l'agent conscient de la révolution ? Elle trouvera dans le pouvoir l'instrument de sa promotion.

Le gouvernement, fort, autoritaire, palliera l'imaturité des masses : il leur donnera le guide et la sécurité dont elles ont besoin. Ce que montrent les dictatures, mais aussi les sociétés primaires – le clan, la famille, l'armée même, comme le souligne Bonnafous dans son évocation du front, de «cette société schématique qu'était l'armée, où les rapports sociaux étaient clairement définis, où l'individu trouvait, à certaines heures, dans sa détresse, une grande sécurité à se sentir aussi fortement encadré, où il était si aisé de servir, où,

en définitive, l'acceptation du système faisait retrouver les chemins de la liberté intérieure» (17).

Il s'agit au fond d'une problématique élitiste – commune à tous les révisionnistes des années trente – , basée sur la conviction que toute société connaît une séparation irréductible entre gouvernants et gouvernés. Les masses ont besoin d'un père, d'un moi idéal auquel elles puissent s'identifier, écrit en substance Henri de Man (18) ; la différenciation sociale entre le peuple et ses dirigeants est une conséquence inévitable de la professionnalisation du politique ; l'attente illusoire d'une maturation des masses ne fait que repousser inutilement l'échéance de la révolution et stériliser leur besoin d'autorité et d'action.

Les mots ont décidément ici plus d'un sens. Léon Blum ne repousse pas la référence à l'autorité, présente par exemple dans son ouvrage sur *La Réforme gouvernementale* ou dans ses écrits de prison où il défend l'idée d'une démocratie énergique, efficace, reposant sur des partis disciplinés. Mais l'autorité n'est pas conçue comme le remède nécessaire à l'incapacité des masses ; elle ne consacre pas le partage définitif et comme fatal du champ politique entre les élites et le peuple. Ce serait renoncer à la conviction que l'évolution des sociétés est toute tendue par la recherche du progrès et le triomphe de la raison. Ce serait accepter, comme le faisaient déjà les communistes, la dictature infinie de quelques professionnels sur l'ensemble des citoyens.

*
* *

Parce qu'il s'accroche aux principes essentiels qu'il a posés au Congrès de Tours, Blum se donne les moyens de comprendre la portée révisionniste du projet néo-socialiste. Certes, chacune des valeurs que celui-ci défend n'a pas en elle-même un caractère hérétique. Beaucoup de minoritaires qui se réfèrent à l'ordre, à la nation, aux classes moyennes, au pouvoir peuvent légitimement proclamer leur fidélité à la doctrine socialiste, mais ils ne saisissent pas la logique qui les sous-tend. Considérons un homme comme Salomon Grumbach, peu suspect de complaisance pour le fascisme, pleinement conscient du danger que représente sa progression en Europe et pourtant sensible au raisonnement de Déat : «Je ne parlerai pas de politique intérieure, tout ce que nous pouvions en dire, Déat l'a dit admirablement ; son argumentation nous a frappés, et si vous

n'étiez pas enchaînés par le mandat impératif, la voie serait libre pour l'unité totale [...]. Si nous avions discuté sur la prise du pouvoir, sur la lutte contre la guerre, sur l'unité ouvrière, nous aurions pu constater en effet que sur ces questions fondamentales, il y a une sorte d'unité presque totale» (19). Ce que Grumbach ne voit pas, c'est que les thèmes dont discute le congrès ne prennent sens que dans leur rapport au statut du parti et à celui du pouvoir qui fonde l'identité socialiste.

Le néo-socialisme gomme la différence entre l'action réformiste et le moment de la révolution ; il rompt l'identité entre le parti et la classe ouvrière ; il creuse le fossé entre les professionnels et les profanes. Ce sont ces trois ruptures qui discréditent son projet et non pas telle ou telle valeur autour desquelles tourne le débat. Léon Blum disait, au congrès de Tours, que les réformes sans la perspective révolutionnaire engendraient le révisionnisme et qu'inversement le pouvoir sans les réformes et la pédagogie renfermait la dictature. Or le néo-socialisme concentre ces deux risques, dans l'immédiat, par sa pratique parlementaire et, à terme, par sa mystique du pouvoir.

En une page de discours, Léon Blum peut, au congrès de juillet 1933, dresser la condamnation des minoritaires : destruction du socialisme international, abandon de la démocratie, alignement sur la conception communiste du pouvoir. Il peut étouffer le projet néo-socialiste sous l'accusation de fascisme. Déat, Montagnon ou Marquet ne sont pas fascistes en 1933 ? Peu importe au fond : ils sont, «par la direction de leur pensée», nécessairement guettés par le risque de la dérive autoritaire.

La vigueur de la formule garantit sans doute son succès auprès des militants. Mais il ne s'agit pas d'un simple effet de tribune. Par son ancrage dans le futur – le moment révolutionnaire – et, paradoxalement, dans la fiction – le parti de la classe ouvrière –, Léon Blum se donne une grille d'analyse qui lui permet de relier dans un système de compréhension cohérent les multiples dimensions du néo-socialisme. Il dégage le noyau dur du système de valeurs partisan et en protège jalousement les caractères : «Le salut du socialisme exigeait en effet que l'intégrité de l'idée et de l'idéal fût préservée contre les confusions, contre les déformations qu'entraîneront toujours des réalisations incomplètes, imparfaites, inexactes – comme celles qui demeurent cantonnées par force dans le cadre national et qui devancent de trop loin la maturation de l'évolution capitaliste» (20).

Mais le risque est grand de se complaire dans la seule querelle de mots et de se crisper dans le refus de la nouveauté. Exemple maintes fois cité : le nazisme. Blum n'ignore certes pas le phénomène, revenant sans cesse sur les dangers de l'expérience, regrettant la timidité et les illusions de la social-démocratie allemande : «L'établissement solide de la paix suppose la mise à l'écart des dictatures anti-ouvrières» (21). Mais sa réflexion manque sur ce point de richesse et d'imagination. Lui qui possède une étonnante capacité d'analyse et de synthèse du réel paraît avoir du mal à forcer les frontières de son expérience. Le nazisme pourrait bien être une nouvelle forme de boulangisme (22), le produit de «l'absurde baladin du racisme» et de «ses bandes» (23), un mouvement qui frappe par son «ridicule» (24).

Lorsqu'il est interpellé au sein de son parti sur la leçon que le socialisme doit tirer des expériences autoritaires, Léon Blum apparaît figé sur ses positions. Cécité ou refus assumé de l'innovation ? Tout tient en fait dans la valeur attribuée à la loi et à la tradition en temps de crise. Faut-il oublier la constitution qui, dans les périodes ordinaires, régit le fonctionnement du parti, comme le pense Renaudel ? Ou, au contraire, garder ses repères, se cramponner au besoin aux rites et aux symboles, comme l'affirme Léon Blum, avec tous les risques qu'un tel choix peut faire encourir au parti et à la démocratie ? Éternel problème du dosage entre l'idéal et le réel. Trop de réel, et c'est la banalisation du parti, la mystique du pouvoir. Trop d'idéal, et c'est l'erreur de jugement : la condamnation excessive du régime intermédiaire, la méfiance pour le plan.

La solution moyenne existait sans doute. Il suffisait de sauvegarder l'essentiel et de consentir aux adaptations nécessaires : le vote du budget, par exemple, et, beaucoup plus décisif encore, l'aménagement du schéma du pouvoir – comme Blum saura le faire, après le 6 février 1934, avec l'introduction du concept d'occupation du pouvoir. Or, à une telle synthèse, ce dernier renonce en 1933. Pris dans un jeu dont il n'a ni posé les règles, ni choisi le moment, il donne, pour la première fois depuis 1920, une interprétation intégriste de son rôle. Il abandonne des valeurs qu'il pourrait défendre – l'autorité par exemple –, des solutions qu'il pourrait ratifier – le plan ou le régime intermédiaire – comme si elles étaient polluées par leur seule prise en charge par l'adversaire de tendance. Blum est sans doute ici pris dans la logique de sa position, enfermé, comme tous les acteurs du jeu, dans le système d'interaction qui relie les tendances au sein du parti et le parti à la démocratie parlementaire.

Mais son refus, parfois entêté, de la révision doctrinale n'est-il pas le prix qu'il doit payer à sa lucidité ? Peut-il céder sur le secondaire sans sacrifier l'essentiel ?

C'est tout le problème de la conception blumienne de l'unité. Entré dans la vie politique en 1904, puis en 1917, lorsqu'il fallait la construire ou la sauvegarder, Léon Blum la conçoit comme une «unité synthétique, harmonique», une «symphonie». Mais il ne pense pas que l'unité peut se faire au prix du silence ou de l'ambiguïté. Le «cri de conscience (doit) étouffer (le) souci de l'unité» (25) quand la doctrine est en cause. Blum le montre en 1920, en 1933, en 1938 encore : «Le relâchement ou même la rupture des liens de parti doivent être envisagés virilement chaque fois que des crises extraordinaires confèrent aux problèmes posés par la vie publique la valeur de cas de conscience individuel» (26). Car la fidélité reste pour lui la première des règles de la morale politique. Fidélité à la doctrine, au parti. Combien de fois revient-il sur les renégats qui peuplent l'histoire du socialisme, tous ces militants troubles, douteux qui trouvent dans la trahison politique «le moyen et presque la condition des carrières rapides, des avancements fructueux» (27) ? Ils veulent le pouvoir : le pouvoir les englobe, les avale, il gomme leur différence.

La rupture est saine quand elle abandonne en chemin celui qui n'a pas su résister à la tentation du pouvoir, de la carrière. Elle est saine aussi quand elle consacre une divergence doctrinale. Léon Blum pressent-il, en 1933, que les dirigeants néo-socialistes sont appelés à suivre les traces de Millerand et Laval ? Peut-être (28), mais il lui suffit au fond de constater qu'ils ne sont plus, à ses yeux, des socialistes. L'unité ne vaut plus quand les principes qui la fondent sont contestés.

Marc Sadoun

NOTES

(1) Bonnafous (M.) in Montagnon (B.), Marquet (A), Déat (M.), *Ordre, autorité, nation,* Paris, B. Grasset, 1933, p. 139.

(2) Cf. *Le Populaire,* 1er août 1933.

(3) Sur ce débat, cf. Bergounioux (A.), «Le Néo-socialisme. Marcel Déat : réformisme traditionnel ou esprit des années trente», *Revue historique,* oct.-déc. 1978 (528), p. 389, 422 et Sternhell (Z.), *Ni droite ni gauche,* Paris, Le Seuil, 1983.

(4) «Radicalisme et socialisme», in *L'Œuvre de Léon Blum* (1914-1928), Paris, Albin Michel, 1972, p. 449, 450.

(5) Déat (M.), *Perspectives socialistes,* Paris, Valois, 1930.

(6) Montagnon (B.), *Grandeur et servitude socialiste,* Paris, Valois, 1929, p. 165.

(7) Discours au *Congrès de Toulouse des 26-29 mai 1928,* compte rendu sténographique, Paris, Librairie populaire, p. 291.

(8) Discours au *Congrès de Bordeaux des 8-11 juin 1930,* compte rendu sténographique, Paris, Librairie populaire, p. 130.

(9) *Œuvre (1914-1928),* p. 149.

(10) *Œuvre (1914-1928),* «Radicalisme et socialisme», p. 450.

(11) *Ibid.,* «Le Congrès de Tours», p. 147.

(12) Hamon (L.), *Socialisme et pluralités,* Paris, Gallimard, 1976, p. 223.

(13) Cf. son discours du 30 juin 1929 reproduit in *Œuvre (1928-1934),* p. 118.

(14) *Œuvre (1914-1928),* «Le Congrès de Tours», p. 155.

(15) *XXXe Congrès national de Paris,* 14-17 juillet 1933, compte rendu sténographique, Paris, Librairie populaire, p. 288.

(16) Montagnon (B.), *Grandeur et servitude socialiste, op. cit.,* p. 158.

(17) Commentaire de M. Bonnafous à Montagnon (B.), Marquet (A.), Déat (M.), *Ordre, autorité, nation, op. cit.,* p. 127-128.

(18) De Man (H.), *Au-delà du marxisme,* Paris, Le Seuil, 1974, p. 144-145. Cf. sur ce point Sternhell (Z.), *Ni droite, ni gauche,* p. 155-156.

(19) *XXXe Congrès national de Paris, juillet 1933, op. cit.,* p. 212.

(20) *Œuvre (1928-1934),* p. 551.

(21) *Ibid.,* «Les problèmes de la paix», p. 231.

(22) *Le Populaire,* 15 octobre 1930.

(23) *Œuvre (1928-1934), op. cit.,* «Les problèmes de la paix», p. 162.

(24) *Le Populaire,* 15 octobre 1930.

(25) *Œuvre (1914-1928), op. cit.,* Le Congrès de Tours, p. 159.

(26) «A l'échelle humaine», in *L'Œuvre de Léon Blum (1940-1945),* Paris, Albin Michel, 1955, p. 452.

(27) *Le Populaire,* 27 août 1931.

(28) G. Lefranc rapporte que Léon Blum éprouvait depuis longtemps de la méfiance pour Adrien Marquet et prédisait son départ de la S.F.I.O.. Lefranc (G.), *Le mouvement socialiste sous la Troisième République,* Paris, Payot, 1963, p. 248.

DISCOURS DE LÉON BLUM AU XXX[e] CONGRÈS NATIONAL DE LA SFIO

Il nous a paru utile de reproduire ce discours prononcé par Léon Blum au XXX[e] congrès national de la SFIO (14-17 juillet 1933). Les études qui précèdent y font souvent référence. Or, ce texte n'a pas été publié dans *L'Œuvre de Léon Blum*. Il ne figure que dans le compte rendu sténographique des débats de ce congrès (Librairie Populaire, Paris, 1933, 556 pages).

Les circonstances dans lesquelles le discours a été prononcé ont été rappelées dans les articles de ce *Cahier*. On ajoutera seulement que, dans sa première partie, Léon Blum s'exprime en sa qualité de président du groupe parlementaire socialiste. Au cours des années précédentes, le courant favorable à la participation s'était renforcé dans ce groupe qui, malgré les décisions prises par un précédent congrès (Avignon, avril 1933), s'était prononcé en faveur du vote du budget.

Léon Blum exprime une double préoccupation : rappeler la prééminence statutaire du parti (congrès et conseil national) sur le groupe parlementaire, combattre les participationnistes, éviter cependant que les récents événements ne suscitent, dans le Parti, un courant d'antiparlementarisme au moment où ce thème était développé avec de plus en plus d'insistance par les mouvements d'extrême-droite, ceux qui allaient organiser l'émeute du 6 février 1934.

*
* *

LE PRÉSIDENT – La parole est au citoyen Léon Blum.
(Longues acclamations. Les délégués ainsi que le public des tribunes, debout, entonnent l'«Internationale»).

LÉON BLUM – Camarades, le discours si puissant et si émouvant qu'a prononcé hier Vincent Auriol facilite beaucoup ma tâche et me permettra de l'abréger très sensiblement.

Je passerai très rapidement sur les points qu'il a traités lui-même en ne m'attachant d'une façon plus particulière qu'à donner à Renaudel, à Déat, à Montagnon, à Marquet, la réponse que leurs discours me paraissent exiger.

J'aurai sur certains points, je le crois, dans la première partie de mon discours très bref, à énoncer des opinions peut-être superflues et je pourrais

me demander, comme Renaudel le faisait tout à l'heure, si les déclarations que j'ai à faire ont encore une utilité. J'aurai sur ce point à formuler un avis qui, à certains moments, ne sera peut-être celui d'aucun de mes amis, je l'ai dit hier, je le répète, mais je pense que dans des circonstances sérieuses comme celles où nous sommes, le premier devoir d'un militant vis-à-vis de son parti comme vis-à-vis de lui-même est un devoir de vérité et de sincérité complètes.

Je veux donc dire tout d'abord, après Vincent Auriol, que le Congrès n'a pas aujourd'hui devant lui la majorité du Groupe parlementaire, mais le Groupe tout entier.

Bien que la majorité du Groupe parlementaire ait eu à la tribune de ce Congrès son rapporteur, la majorité du Groupe parlementaire n'a, dans notre constitution de parti, aucune existence légale ni même aucune existence quelconque.

J'invite chaque militant, s'il veut contrôler l'exactitude de mes paroles, à retirer de sa poche sa carte du Parti et à relire les statuts. Les statuts, en ce qui concerne le Groupe parlementaire, prévoient deux sortes de responsabilités : la responsabilité individuelle de chaque élu, et à cet égard, chaque élu est d'abord responsable vis-à-vis de sa Fédération ; et la responsabilité collective du Groupe. Et c'est à cet égard et sous ce point de vue, que le Groupe est soumis au contrôle des Conseils nationaux et *a fortiori* des Congrès.

Le Congrès saisi aujourd'hui du Rapport du Groupe parlementaire exerce son contrôle collectif sur le Groupe parlementaire. Une majorité n'est pas une collectivité ; ce n'est qu'une réunion, d'ailleurs variable, d'individus.

Donc, dans ma profonde conviction, tout jugement, toute appréciation, toute sentence, qui seraient prononcés par le Congrès, ne peuvent porter, aux termes des statuts mêmes, que sur la collectivité du Groupe. Cette responsabilité, pour ma part, j'en assume la portion qui m'incombe au même titre que tous mes camarades du Groupe parlementaire. Ce que nous avons décidé les uns et les autres dans nos délibérations intérieures, même si nous avons cru devoir prendre, les uns ou les autres, la précaution légitime de réclamer des scrutins par appel nominal, ces délibérations intérieures ne tombent pas sous l'appréciation du Congrès ; seuls, les actes collectifs du Groupe lui sont déférés.

Je déclare, pour ma part, que de tous ces actes, je me sens personnellement responsable.

J'ai toujours voté avec la majorité du Groupe dans les scrutins de la Chambre ; je l'ai fait pour des raisons que j'ai énoncées dans un article du *Populaire,* déclarant que le Groupe ne doit pas poser devant ses membres de si difficiles et si cruels cas de conscience, mais que, selon moi, dans ce débat, ce n'est pas au devoir que l'on considère comme le devoir supérieur, mais, au contraire, à celui qui est le plus prochain et le moins controversa-

ble, que chacun de nous doit se rallier.

Chacun réglera à son gré cette question morale ; je déclare comment je l'ai réglée moi-même et continue à penser qu'il faut la régler.

J'ai même, personnellement, avec certains de mes amis, avec Lebas qui le disait hier, pris l'initiative devant le Groupe d'une infraction caractérisée à ce qui est, selon moi, la lettre et l'esprit de la motion d'Avignon, en proposant au Groupe lors du premier passage du budget devant lui, et pour préparer, pour aménager une transition que je savais difficile, de s'abstenir au lieu de voter contre.

Le Groupe a ses pouvoirs, il a ses devoirs, il a ses charges ; les pouvoirs, les devoirs et les charges sont d'ordre collectif, et les responsabilités qui en découlent sont des responsabilités collectives du Groupe.

Je dois dire cela parce que je le pense ; je dois dire aussi, parce que je le pense, que le Congrès, chargé de se prononcer sur la gestion collective de son Groupe parlementaire, doit se prononcer sur l'ensemble de son action et non pas en isolant certains actes d'un ensemble.

Et je répéterai avec Auriol que depuis Avignon, car je pense malgré tout que ce sont les événements depuis Avignon qui doivent être l'objet de l'attention paticuliere du Congrès, j'estime et je déclare que depuis Avignon, sur les points essentiels, les prescriptions de la volonté du Parti ont été observées par le Groupe parlementaire.

Il n'est pas contestable, selon moi, qu'en ce qui concerne, par exemple, le dépôt de contre-projets, le Groupe ait appliqué la motion d'Avignon quand il a procédé comme vous savez ; il l'a fait dans des débats comme le débat sur les blés, comme le débat sur la viticulture, comme le débat sur le problème des transports en commun.

Je tiens aussi à déclarer, puisque enfin le malheur veut que je puisse parler de la motion d'Avignon avec une particulière connaissance de cause, que dans la rédaction qui a été adoptée par le Congrès, ce qui avait été peut-être le principal souci du rédacteur, car cela correspondait à sa principale inquiétude : c'était que le Groupe apportât une modification profonde dans la nature des rapports qu'il avait jusque là entretenus avec les autres groupes de la Chambre ou avec certains autres groupes politiques de la Chambre ; ce que la motion d'Avignon appréhendait le plus et s'efforçait le plus nettement de prévenir pour le futur, c'était l'intégration organique dans une majorité, dans un bloc majoritaire, de telle façon que le souci de ne pas briser ce bloc devînt le mobile déterminant des actions et des résolutions du Groupe.

Et je dois affirmer, parce que c'est la vérité et parce qu'il faut toujours rendre hommage à la vérité, que depuis Avignon, cette partie, cette portion essentielle de la résolution d'Avignon a été exactement observée, que les relations du Groupe parlementaire avec les autres groupes politiques, en particulier avec le groupe radical, ont pris un caractère entièrement différent, et ne sont plus tombées sous l'application des précautions, ou des

conseils, ou des avertissements qui étaient contenus dans la motion d'Avignon.

L'action collective du Groupe a bien été celle qu'avait définie et voulue le Parti. Le Congrès doit dire cela ; il doit constater cela avec satisfaction parce que c'est la vérité.

Reste la question du budget. Je m'expliquerai sur cette question brièvement, mais aussi franchement que sur les autres.

La question a peut-être pris une importance démesurée, disproportionnée avec son contenu intrinsèque et même avec sa valeur symbolique. Je ne veux pas rechercher pourquoi, je ne veux pas rechercher à la suite de quelles erreurs cette question a pris pour le Parti tant d'importance, et je ne veux pas non plus m'expliquer longuement sur le fond de la question. Je l'ai fait dans une longue série d'articles du *Populaire* que presque tous les délégués préents à ce Congrès ont pu lire.

J'ai eu, mon cher Renaudel, la satisfaction tout récemment, relisant les débats d'un Congrès ancien, mais qui est le premier où je me sois trouvé à vos côtés, le Congrès de Rouen au printemps de 1905, celui qui a immédiatement précédé l'unité, de constater que les articles que j'avais consacrés à la signification du vote du budget se reliaient d'une façon tout à fait directe à la thèse qui avait été exposée par Jaurès lui-même au Congrès de Rouen.

Je ne veux pas revenir là-dessus ; je tiens pour certain après Vincent Auriol, je ne ferai pas cette démonstration, je crois qu'elle est acquise pour le Congrès, que le vote du budget était contraire à la lettre et à l'esprit de la motion d'Avignon.

On nous a dit : Qu'est-ce que c'est que cette chinoiserie ? Alors nous avions le droit de déclarer le matin que nous voterions contre le budget et le soir de voter pour, si Paul Reynaud était venu nous dire que ses amis et lui voteraient contre. C'est la même chose ! Va-t-on faire un crime au Groupe de ne pas avoir respecté une distinction aussi futile et aussi subtile. La distinction est peut-être subtile et futile, mais il se trouve cependant que dans un cas on se serait conformé à la décision prise par le Parti, et dans l'autre hypothèse on y manquait, et c'est tout de même d'une certaine importance. *(Applaudissements).*

On nous a dit : C'est la faute des rédacteurs de la motion d'Avignon ; pourquoi l'ont-ils faite si ambiguë, si obscure ? Pour les raisons que j'indiquais tout à l'heure, j'aurais particulièrement mauvaise grâce à la défendre. Et puis, il paraît que nous vivons dans un parti où tout est obscur, où tout est ambigu, où tout est équivoque ; je l'ai entendu déclarer hier à cette tribune par un délégué, je crois, de la Fédération de l'Yonne. Et je peux bien me consoler à la pensée que la motion d'Avignon est ambiguë et équivoque, puisque dans la pensée de nos camarades, le pacte d'unité et les statuts du Parti eux-mêmes sont affectés du même vice congénital.

Alors est-ce que vraiment tout ce qui est souple, tout ce qui est nuancé, tout ce qui essaie de tenir compte des difficultés d'action va devenir vague

et hypocrite ? Est-ce que nous sommes vraiment devant un Parti et devant un Groupe à qui il faut donner dans des formules aussi nettes et aussi tranchantes que des formules du Décalogue ou du Catéchisme, des indications impératives par oui ou par non ? Est-ce que chaque fois qu'on fera cela, on tombera dans l'ambiguïté ou l'équivoque, ou bien est-ce que chaque fois qu'on fera cela, on sera livré à une liberté d'appréciation et d'interprétation que, vraiment, de bonne foi on ne peut pas concilier avec l'intention profonde des textes ?

Ecoutez, je ne pense pas que notre Parti en soit venu là ; j'aurai à le redire sur un autre terrain tout à l'heure. Je ne pense pas que ni notre Parti, ni notre Groupe en soient venus là, que toute indication du Parti doit être nécessairement une indication brutale et sommaire. Non, jamais il n'a été procédé ainsi.

Et la difficulté d'interprétation dans l'espèce était d'autant moins grave que deux discours de Paul Faure au Conseil national et au Congrès après un dialogue avec Monnet, avaient éclairé le fait même, la circonstance même devant laquelle le Groupe parlementaire s'est trouvé. En somme, la motion d'Avignon, avec peut-être un peu plus de précision technique et avec beaucoup d'autres grandes qualités en moins, vous savez bien que ce n'est qu'un prolongement de la motion de Toulouse et de toutes les motions traditionnelles du Parti, et que l'attitude qu'elle demandait au Groupe d'observer, c'est celle qu'il a toujours observée depuis qu'il existe, et que l'habitude, par conséquent, la tradition, la tradition la plus ancienne, celle de tous nos maîtres, pouvait éclairer suffisamment ce qu'on voulait qu'il y ait dans le texte d'ambiguïté ou d'équivoque. Il paraît pourtant que c'était obscur !

Et à ce sujet, je voudrais me permettre de répondre un mot au camarade Marcel Déat dont la verve gouailleuse, qui est abondante, s'est exercée depuis quelques semaines sur la résolution d'Avignon, sur ces motions qui sont des encycliques, sur ces congrès qui sont des conciles, sur ces chefs qui sont des docteurs ou des papes, uniquement occupés de fulminer l'anathème contre les hérétiques ou de promulguer l'exégèse orthodoxe. Et vous disiez, Déat, que les chefs ce n'était pas cela, que les chefs c'étaient ceux qui combattaient au premier rang.

Je pense qu'en écrivant ces mots : «ceux qui combattaient au premier rang», il n'y avait là de votre part aucun reproche implicite à ceux qu'on a l'habitude de traiter comme des papes et comme des docteurs.

Tous, nous applaudissions tout à l'heure Renaudel, quand il parlait de ce qu'il avait dépensé depuis tant d'années d'énergie ou de courage au service du Parti. Oserais-je dire, à mon tour, et au nom de Vincent Auriol comme au mien, que je ne crois pas que jamais, placés par nos camarades à la tête du Groupe parlementaire, nous ayons manqué aucune bataille, qu'on ne nous ait pas vus au premier rang dans tous les combats, je ne crois pas que jamais nous ayons épargné les coups ou que nous nous soyons soustraits

aux coups. *(Vifs applaudissements).*

Et je l'ai dit à Albi il y a quelques semaines, devant Renaudel, que dans un héritage trop accablant pour que personne puisse s'en juger digne, il y a une part que je revendique, c'était précisément d'avoir accaparé à mon tour le plus large privilège, le plus large monopole dans les attaques et dans les haines de la réaction. *(Applaudissements nourris et prolongés).*

Donc, je crois qu'il ne faut pas nous placer sur ce terrain ; nous ne sommes pas devant des textes d'Eglise pour lesquels il faut invoque l'orthodoxie ; nous sommes en présence de règles d'action que chacun doit mettre et de la bonne foi et de la bonne volonté à interpréter.

Et, mon Dieu, pour ma part, si la formule d'Avignon, en ce qui concerne le vote du budget, continue à paraître équivoque, je suis tout prêt devant la Commission des résolutions et ensuite devant le Congrès à en proposer une autre. Je suis tout prêt, pour ma part, à proposer que le Groupe ne puisse être relevé de l'obligation statutaire de voter contre le budget que par décision d'un Conseil national spécialement réuni à cet effet. Nous aurons toujours le temps avant le vote d'un budget de convoquer un Conseil national. Devant ce Conseil national, toutes les hypothèses pourront être envisagées et tous les mobiles pourront être pesés. Le Conseil national pourra dire : ce gouvernement est tel, ou ce budget est tel qu'il n'y a lieu en aucun cas de relever le Groupe de l'obligation statutaire.

Il pourra dire, à la rigueur, en sens contraire : ce budget est tel, les circonstances et le gouvernement sont tels qu'en tout état de cause le Groupe doit en être relevé ; il pourra dire enfin : il y a lieu purement et simplement d'appliquer la motion d'Avignon, c'est-à-dire que le Groupe, après avoir décidé de voter contre l'ensemble du budget, garde la faculté, en dernière heure, sur le terrain même, d'opposer une contre-manœuvre de vote à une manœuvre finale de vote de la réaction.

Pour ma part, je suis tout prêt à proposer cela, et je suis tout prêt à proposer que ce soit le Conseil national qui prenne alors en cas d'infractions l'initiative des sanctions individuelles.

Et j'ajouterai que je suis prêt aussi à proposer ou à accepter, parce que je crois qu'Auriol l'a proposé, qu'un Conseil national soit en tout état de cause convoqué en octobre-novembre – je ne sais trop – avant le vote par le Groupe du projet d'assainissement financier qui doit être exposé par le gouvernement à la rentrée des Chambres.

J'ajoute enfin, bien que sur ce point, je sois en désaccord avec l'immense majorité du Congrès, je le sais, que je reste entièrement fidèle à la proposition que j'ai faite pour la première fois au Congrès de Toulouse en 1928, qui tend à parer à la fois au double emploi et à la lacune qui susbsistent dans notre organisation du Parti où Conseil national et C.A.P. se doublent à bien des égards et où cependant entre eux deux n'existe pas d'organisme de direction suffisamment souple, suffisamment mobile, et nanti de pouvoirs incontestables et illimités : la direction du Parti par délégation des Congrès

souverains eux-mêmes. *(Applaudissements).*

Je suis prêt à reprendre cette proposition sous toutes les formes. Voilà ce que je propose ; mais alors, à mon tour, je peux peut-être poser quelques questions.

Si dans de telles conditions, le Congrès se plaçant sur le terrain du contrôle politique vis-à-vis de la collectivité du Groupe, exerçait ce rôle et ce devoir de justice distributive, disait en quoi il est satisfait et disait aussi ce qu'il blâme ; si, d'autre part, il laissait au Conseil national le contrôle des décisions prises par le Conseil lui-même, alors est-ce que le mot qui exprime une approbation et une improbation conserverait devant tous nos camarades cette importance dramatique ?

Le blâme ? Bracke me disait l'autre jour que Jules Guesde, un jour, avait été blâmé par la Fédération du Nord et qu'il avait accepté le blâme.

Le regret, dont vous ne voulez pas plus que du blâme – j'ai souvenir, moi, d'un Congrès que Déat n'a certainement pas oublié et que vous n'avez peut-être pas oublié, le Congrès de Clermont-Ferrand ; c'est-à-dire où un organisme régulier du Parti, au même titre que le Groupe parlementaire, a été l'objet d'un regret équivalent à une censure, et où cette Fédération a voté l'ensemble de la résolution qui contenait l'expression de regret. *(Applaudissements).*

Alors, est-ce à ce sujet que pourrait continuer à s'élever dans le Parti une émotion et peut-être une division, et est-il vrai alors, c'est là que je veux en venir – là-dessus je demanderai au Congrès d'être un peu moins bref sans abuser de ses instants – , est-il vrai qu'à défaut d'une question qui, de bonne foi, entre camarades, doit être, selon moi, si aisément résolue, est-il vrai qu'il se pose entre nous des divisions d'ordre théorique, d'ordre doctrinal, d'ordre tactique, qui puissent justifier l'état dans lequel nous avons vu le Parti et les appréhensions qui, au moins au début de ce Congrès, pesaient si lourdement, si cruellement sur lui ?

Renaudel nous a dit : Il faut réviser un certain nombre d'articles de notre charte constitutionnelle. Il faut réviser l'article qui concerne le vote du budget ; il faut réviser l'article qui vise la collaboration ministérielle ; il faut réviser l'article qui interdit le vote des crédits militaires.

Je n'ai qualité pour répondre à Renaudel qu'en mon nom ; mais puisque je prends la parole après lui, je ne veux pas fuir sur tous ces points et je tiens à donner une réponse qui n'est que personnelle.

Je n'accepterai pas, pour ma part, une révision statutaire qui modifie le texte du pacte d'unité sur la collaboration ministérielle. *(Vifs applaudissements).* Je ne parle pas de la motion d'Amsterdam ; je pourrais parfaitement penser et on pourrait parfaitement m'objecter qu'elle n'a plus, à certains égards, force légale ; elle ne vaut pour nous que dans la mesure où elle est inscrite dans le pacte d'unité lui-même.

Depuis la guerre, dans nos nombreuses décisions de congrès, jamais nous n'avons opposé à la participation ministérielle, des raisons dites de

doctrine ; toujours nous nous sommes fondés sur ce qu'on a appelé la balance des inconvénients et des avantages, ou ce que Bracke, dans une résolution rédigée par lui, appelait les nécessités et les besoins de l'action ouvrière.

Je ne suis pas plus disposé que je l'ai été à aucun moment, à me placer sur le terrain de la condamnation purement doctrinale ; mais si vous faisiez disparaître cette clause du pacte d'unité, vous iriez bien au delà, c'est une approbation doctrinale qu'*a contrario* vous demanderiez. *(Vifs applaudissements).*

Comment voudriez-vous qu'un tel acte n'eût pas cette signification pratique ? Comment voudriez-vous qu'il ne signifiât pas pour l'ensemble du Parti – et à vrai dire il ne pourrait pas avoir d'autre sens – la collaboration gouvernementale, et c'est bien ce que vous pensez, – pourquoi ne pas le dire ? – vous pensez que la collaboration est un acte normal, qu'elle doit être exercée normalement et habituellement en fonction de certaines conditions politiques et de certaines conditions de majorité. Et comme nous allons le voir dans un instant, le dilemme dans lequel Déat et Renaudel essaient tour à tour de nous enfermer, a nécessairement cette signification.

Et je ne suis pas disposé à cela.

En ce qui concerne le vote du budget, je ne le suis pas davantage pour les raisons que j'ai indiquées dans des articles du *Populaire* qui sont, je le répète, celles que Jaurès énonçait à Rouen.

Mais pour les crédits militaires, ce n'est pas, mon cher Renaudel, par hasard, j'imagine, que vous avez donné à cette question une telle place dans votre discours. Et je veux, à mon tour, vous répondre, je le répète, sans réticences.

Rien ne me fera quant à moi modifier le texte ou le sens des paroles que j'ai prononcées à Tours (je ne parle pas du dernier Congrès de Tours ; en ce moment, je parle du Congrès de Tours de 1920), jamais je ne reconnaîtrai que le concept même, que l'idée même de la défense nationale est inconcevable en régime capitaliste. Je reste entièrement fidèle à ce que j'ai dit à Tours, à ce que j'ai toujours pensé, à ce que je ne cesserai de dire au risque de surprendre et peut-être de choquer, dans leur sentiment profond, un certain nombre des membres de ce Congrès. Mais, en revanche, laissez-moi vous dire que lorsque vous faites état de difficultés extérieures ou de périls extérieurs pour nous montrer que nous pourrions être amenés à réviser à cet égard les statuts, et peut-être aussi à revenir sur la motion de la non-participation au gouvernement, Renaudel, c'est un peu à un état d'esprit d'union sacrée que vous revenez peut-être malgré vous ; je vous le dis, ne cherchez dans mes paroles que leur sens, et je crois qu'en en cherchant sincèrement le sens, vous vous rendrez compte qu'elles répondent à la réalité.

Et quand vous nous dites que pour cette même raison, il faut revenir sur nos décisions de Parti, en ce qui concerne les crédits militaires, je vous ré-

pondrai que revenir là-dessus, sur nos règles, sur nos traditions, sur nos habitudes de Parti, ce serait peut-être en ce moment l'acte le plus dangereux pour la paix que nous pourrions commettre *(vifs applaudissements)* ; que par là-même, par ce revirement dont vous sentez bien quelle serait la signification pour toute l'opinion publique et pour toutes les opinions publiques d'Europe, nous couvririons de notre caution ce qu'il y a de plus dangereux pour la paix en ce moment dans le monde, c'est-à-dire la course aux armements, que par là-même, nous affaiblirions l'action qui est le seul salut de la paix à l'heure où nous sommes, c'est-à-dire l'action pour le désarmement, pour le contrôle, pour les sanctions internationales éventuelles, et laissez-moi vous dire, pour l'Europe entière, c'est l'esprit de guerre, c'est la psychose de guerre que vous aggraveriez. *(Vifs applaudissements).*

Et maintenant, me tournant à la fois vers Renaudel et vers Déat, je veux répondre à la question qu'ils ont posée l'un et l'autre, et que pendant tout son discours, Marcel Déat ponctuait d'une sorte de leitmotiv d'interruption ; vous voulez que nous répondions en vous disant : opposition ou collaboration, et collaboration organique qui, un jour ou l'autre, vous ne pouvez pas le nier, dans votre pensée s'assortirait de la participation ministérielle. Vous voulez que nous répondions là-dessus : blanc ou noir, oui ou non, et vous ne serez pas satisfaits si vous n'obtenez pas de nous cette réponse.

Je laisse de côté tout ce qui touche le cas particulier dans un débat aussi important que celui qui se déroule en ce moment devant le Congrès. Je répondrai à vos hochements de tête, mon cher Renaudel, que je suis parfaitement d'avis (c'est encore un avis personnel que je donne), je suis parfaitement d'avis, puisque vous désirez être fixé sur ce point précis qui, pour moi, je vous l'avoue, est d'importance malgré tout secondaire, je pense que le Groupe – et peut-être le Parti dans son Conseil national d'octobre – devra, en effet, déterminer sa position définitive vis-à-vis du cabinet Daladier, en se fondant sur deux données essentielles :

La première : L'attitude pratique, efficace, que le gouvernement compte prendre à Genève sur la question du désarmement, car je le dis ici, j'aurai peut-être été amené à le dire si j'avais parlé sur l'ordre du jour de la Conférence internationale, ce que je crois je ne pourrai pas faire, je reste de plus en plus convaincu, et vous l'êtes comme moi, que si Genève n'aboutit pas, et n'aboutit pas vite, si après l'ajournement on doit maintenant s'exposer à de nouveaux délais, que si précisément la procédure internationale n'essaie pas de rattraper les actes spontanés de l'Allemagne, l'Europe est conduite aux plus graves dangers qu'elle ait jamais courus, et le Parti ne voudra certainement pas, ni le Groupe, assumer une responsabilité semblable. Voilà la première question.

La deuxième : C'est la façon dont le gouvernement conçoit ce projet d'assainissement financier qu'il s'est maintenant, sans espoir de retraite, engagé à déposer dès la rentrée.

Je vous dis cela, parce que je ne veux pas avoir l'air de «caner», si j'ose dire, de ne pas répondre à une question qui pourrait me sembler embarrassante, mais c'est en dehors du plan personnel de ma pensée.

Je veux dire à Déat, en ce qui me concerne, mais me fondant sur ce qui reste la loi du Parti, c'est-à-dire la motion d'Avignon elle-même qui, je le répète, sur ce point ne fait que continuer toute une série cohérente de décisions antérieures du Parti, que je ne veux pas, ni sur sa réquisition, ni sur l'invitation de mon ami Monnet, je ne veux pas consentir, en ce qui me concerne, à ce que le Parti soit enfermé dans ce dilemme à mes yeux sommaire et rudimentaire : ou bien l'opposition systématique ou bien la collaboration organique.

Jamais le Parti, à aucun moment, n'a accepté d'être enfermé dans cette alternative ; il ne l'a jamais été, ni dans ses actes, ni dans ses textes ; jamais il n'a admis que l'opposition fondamentale de classe inscrite dans nos statuts se confondît – et sur ce point au moins j'espère que la motion d'Avignon est claire – jamais il n'a admis qu'elle se confondît avec l'opposition systématique sur le plan parlementaire.

Qu'est-ce que c'est que la position traditionnelle du Parti ? La position traditionnelle du Parti, c'est l'action parlementaire du Groupe en tant que parti autonome de classe, exprimant à toute occasion et dans toutes circonstances qu'il peut saisir, cette opposition fondamentale. Renaudel, ne haussez pas les épaules, vous me coupez tous mes moyens. *(Applaudissements).*

RENAUDEL – Mais c'est l'ABC...

LÉON BLUM – Je pourrais peut-être le dire à mon tour, et le dire sur d'autres questions encore plus importantes ; il est, en effet, assez attristant et assez alarmant de penser qu'on puisse être si souvent obligé de rappeler dans les Congrès du Parti et sa doctrine et sa pensée. *(Applaudissements prolongés).*

Oui, attitude autonome, correspondant à l'opposition fondamentale de classe, et en même temps efforts constants, efforts continus, pour assurer le milieu politique le plus favorable au développement de la classe ouvrière, pour préserver les libertés politiques, car, sans que Jaurès, jamais, vous le savez, n'ait consenti à enfermer l'action ouvrière dans la légalité, il a toujours proposé à l'action ouvrière comme un de ses objets essentiels, la préservation des moyens légaux de sa libération et de son affranchissement : oui cela, et aussi la pression constante, la pression continue pour extraire d'une situation politique donnée, le maximum de virtualité qu'elle peut contenir dans l'ordre de la paix et du progrès. C'est l'ABC, pourquoi cet ABC est-il si difficile à pratiquer, pourquoi avons-nous tant d'amis qui se refusent à apprendre à lire ? *(Rires).*

Comment s'en est-on tiré jusqu'ici ? C'est compliqué, dira-t-on, c'est difficile. Oui, c'est difficile, tout est toujours difficile, tout est toujours très difficile ; vous connaissez, Renaudel, cette formule aussi bien, aussi familiè-

rement que moi. Comment s'en était-on tiré jusqu'ici ? Je vais vous le dire. On s'en était tiré surtout par la confiance réciproque, et sur le terrain parlementaire par la confiance du Groupe, dans les hommes qui avaient l'habitude et le mandat habituel d'agir ou de parler en son nom et sur qui reposent, en effet, pour la plus large part, ces difficultés pratiques de conception et d'exécution.

Mais quand vous voulez enfermer ainsi notre Parti dans cette alternative : ou bien il pratiquera l'opposition permanente, systématique, sur le plan parlementaire, ou bien il pratiquera une politique de collaboration organique au bout de laquelle nous savons bien que, malgré tout, sont des confusions inévitables, savez-vous quelles sont les polémiques que vous avez l'air de justifier devant l'opinion ? Celle que nous entendons courir depuis la scission en particulier, sous la plume de certains publicistes radicaux ou ex-radicaux, cette polémique qui consiste à dire : Oui, le bolchevisme, le communisme, on sait ce que c'est, c'est l'opposition, c'est la destruction ; et le radicalisme, on sait aussi ce que c'est : C'est l'effort de réalisations progressives au gouvernement ; mais entre ces deux doctrines claires, accessibles, franches, il y a quelque chose d'ambigu, d'hypocrite, qui n'est ni chèvre, ni chou, dont on ne sait ni ce qu'il pense, ni ce qu'il va faire, et ce quelque chose c'est tout bonnement le socialisme, notre socialisme à nous. Eh bien, non, ne tombons pas dans ce travers de croire que tout ce qui offre des difficultés d'exécution, que tout ce qui est complexe, que tout ce qui peut nous faire passer par des alternatives d'action, est condamnable.

Et vous nous avez dit aussi : Comment pouvez-vous concilier cette attitude qui n'accepte pas d'opposition systématique de classe sur le terrain parlementaire, et qui, d'autre part, dans le pays, fait sa propagande de revendication du pouvoir total ?

Mais là encore, mes chers amis, là encore, c'est l'ABC ; là encore, c'est le rappel de ce qui a été la fonction, l'usage constant et nécessaire du Parti depuis qu'il existe ...

Moi, je croyais que depuis précisément l'action synthétique de Jaurès, nous étions délivrés de toutes ces antinomies : réforme ou révolution, opposition systématique ou collaboration.

Eh bien, sans cesse, nous avons concilié, concilié par le fait, prouvant le mouvement en marchant, à la fois, par une action toute relative sur le terrain parlementaire, et par une action de propagande dans le pays qui portait sur le programme total, dont l'objet était de nous faire remettre le pouvoir politique pour l'ensemble de la classe ouvrière organisée. Nous avons toujours fait cela.

Je conviens que dans les circonstances actuelles, les mots d'ordre qu'on veut donner à ces actions de propagande dans le pays ont peut-être besoin d'être plus simples et plus probants que jamais, mais je vous en prie, n'allez pas non plus trop loin dans cette voie.

Les mots d'ordre simples, les mots d'ordre élémentaires, ce n'est pas le

socialisme qui les a jamais donnés, et il y aurait peut-être plus de danger que vous ne pensez à ce qu'ils émanassent de lui, et de même en ouvrant dans les masses populaires ces actions de rassemblement qui sont, en effet, l'objectif de votre propagande, prenez garde aussi de créer dans les masses que vous entraînerez derrière vous et qui, dans la pensée de certains de nos camarades, ne sont pas seulement les masses ouvrières, mais des groupements mêlés et encore confus de la masse même, prenez garde d'éveiller en eux des déceptions redoutables sur ce que la possession du pouvoir politique peut, à elle seule, vous procurer.

Vous savez, je crois que vous vous faites une idée injuste des masses populaires de ce pays quand vous pensez qu'elles ne peuvent croire qu'à des mots d'ordre tout à fait simples et élémentaires. En tout cas, vous vous faites, je crois une idée fausse du genre d'influence que votre propagande doit exercer sur eux. Là encore, la conciliation est difficile à trouver, oui, là encore, tout est toujours très difficile. Mais je vous demande de réfléchir à ceci : c'est que ces mots d'ordre simples, d'attraction élémentaire, essayant de toucher des instincts immédiats dans les masses populaires, ce sont précisément les moyens dont le fascisme a toujours essayé de se servir et se sert encore. *(Vifs applaudissements).*

Et à ce sujet, il faut maintenant que je réponde à ce discours de Marquet, dont j'ai dit en l'interrompant, ce dont je m'excuse, qu'il m'épouvantait.

Mais à la réflexion, et je peux bien lui dire que depuis que je l'ai entendu, je n'ai guère fait que réfléchir à cela, ou bien à part moi, ou bien dans cette forme de discussion que le Congrès rend plus facile et qui s'appelle la controverse avec des camarades, je peux lui dire ce que ce sentiment d'épouvante ne s'est pas atténué et qu'il n'a fait que se fortifier, au contraire.

Il y a eu un moment, Marquet, où je me suis demandé si ce n'était pas le programme d'un Parti social-national de dictature. *(Vifs et longs applaudissements ; mouvements divers).*

Je supplie les tribunes, et je supplie les camarades du Congrès, de ne pas donner à une discussion qui, dans ma conviction profonde est la plus grave qui puisse se poser à l'heure actuelle devant des intelligences et des consciences socialistes, je les supplie de ne pas leur donner de caractère personnel. *(Applaudissements).*

Mais je me suis demandé cela. Vous êtes venus nous dire qu'il fallait des mots d'ordre d'autorité et d'ordre, avec l'impression que nous nous poserions devant le pays comme des défenseurs de l'autorité et de l'ordre. Je ne veux pas vous demander comment vous accommodez cela avec la collaboration ministérielle. *(Vifs applaudissements).* Ce serait un argument trop subalterne pour cette propagande propre du Parti, car vous ne la concevez qu'au profit du Parti et faite par lui, en nous posant comme représentants de l'autorité et de l'ordre, rassemblant autour de nous ces masses populaires de valeur hétérogène et inorganisée dont je parlais tout à l'heure, et cela pour une œuvre de rénovation sociale dans le cadre national. Eh bien, je le

répète, quand vous disiez cela à la tribune du Parti socialiste (Section Française de l'Internationale Ouvrière), eh bien, je me demandais où j'étais. *(Applaudissements nourris et prolongés).* Je me demandais ce que j'entendais et si je n'étais pas le jouet d'une illusion des sens.

Mes chers amis, écoutez. Je suis dans l'action véritable depuis moins d'années que beaucoup d'entre vous, mais vous conviendrez peut-être qu'il y a certaines années de service qui comptent double. D'autre part, il y a maintenant quarante ans que je suis socialiste de toute mon intelligence, et que je pense avec tout ce que je peux avoir de force et de réflexion aux problèmes comme ceux que la doctrine et la tactique socialistes posent chaque jour ; je vous le dis en ce moment, du plus profond de l'expérience que j'ai pu acquérir, gardez-vous en ce moment à tout prix contre le danger que le discours de Marquet faisait apparaître de façon si saisissante, c'est-à-dire dans votre haine du fascisme, dans votre volonté de le combattre et de le vaincre, dans votre volonté d'arriver au pouvoir avant lui, de lui emprunter ses propres armes et, ce qui est pis, sa propre idéologie. *(Longs applaudissements).*

Je vous répète qu'en mon âme et conscience rien de plus grave ne peut être discuté devant un Congrès socialiste.

Et alors, Marquet, si vous me permettez d'argumenter un instant avec vous, je vous dirai que moi, qui suis l'auteur de cette formule d'ailleurs mal comprise, comme toutes les formules, mais enfin devenue à demi légendaire, «les vacances de la légalité», moi qui ai rédigé dans tous nos programmes socialistes, depuis la fin de la guerre, les passages relatifs à la dictature du prolétariat, moi qui n'abandonne rien sur ce point de ce que j'ai écrit et pensé, je vous dirai simplement que la propagande socialiste n'est pas une propagande d'ordre au sens où vous l'entendez, mais qu'elle est une propagande de liberté et une propagande de justice. *(Vifs applaudissements).*

Et j'ai parfois l'inquiétude que Déat, dont je connais la force de pensée et la rigueur de déduction, ne soit en ce moment lui aussi enclin par la direction de sa pensée vers cette conception du socialisme dans le cadre national. Et bien, quand je vois cela, je me demande ce qui reste de la doctrine du socialisme international qui a été la nôtre.

Et alors, est-ce que vous me permettrez de vous poser cette question à laquelle je ne vous demande pas de répondre, que je vous demande cependant de méditer. Dans tous nos débats, dans ce Congrès, depuis des semaines et des mois, par quoi avez-vous justifié une attitude que le Parti discutait et blâmait ? Par l'intérêt de sauvegarder la démocratie ? *(Applaudissements nourris et prolongés).*

Mon cher Renaudel, ne haussez pas encore les épaules ; je suis sûr qu'au fond de vous-même vous êtes aussi troublé et aussi inquiet que moi de telles théories, car alors, s'il vous plaît, de la synthèse de Jaurès, voulez-vous me dire ce qu'il en reste dans cet amalgame ? *(Vifs applaudissements).* La

synthèse de Jaurès, c'est la synthèse de l'action de classe et de la démocratie, et on nous présente en ce moment une espèce de notion de socialisme national par l'autorité, dans laquelle il n'y a plus ni action de la démocratie, ni action spécifique de la classe ouvrière organisée. *(Vifs applaudissements).*

Et alors, je vais vous le demander encore, et cette question vaudra pour certains de nos camarades qu'en ce moment, pour des raisons que je conçois bien, l'idée de la saisie immédiate du pouvoir enfièvre, si vous attachez à la conquête du pouvoir envisagée isolément, spécifiquement, indépendamment des conjonctures économiques qui permettent d'en tirer la transformation sociale, si vous y attachez cette importance décisive, il ne fallait pas partir à Tours. Sans vous en douter en ce moment, vous êtes en train de combler le fossé théorique qui existe entre les communistes et vous.

Quand nous avons quitté Tours, là encore j'ai le droit de parler, – c'est moi qui étais chargé par mes amis de porter à la tribune les raisons théoriques de la division –, quel était le désaccord fondamental au point de vue doctrinal entre les communistes et nous ? C'était le désaccord sur la valeur propre de la saisie des pouvoirs publics et d'extension du pouvoir politique et sur la confusion qui en résultait pour le concept même de la révolution sociale.

Est-ce que maintenant le Parti socialiste va retomber dans de si dangereuses erreurs ?

On nous dit : Les jeunes sont impatients, la classe ouvrière est impatiente, peut-être les jeunes gens ne viendront-ils pas à vous. Il y a eu d'autres époques où les jeunes gens sont venus à nous pour de mauvaises raisons et nous ont quittés bien vite. «Ceux que la mode nous a donnés, disait Jaurès, un jour, la mode nous les a repris».

Laissez-moi vous le dire : c'est autre chose qu'il faut répéter à ceux qui nous écoutent. Il faut leur enseigner que les vertus révolutionnaires sont à la fois l'audace, qui ne laisse échapper aucune occasion, et en même temps la patience qui permet de les attendre. Vous nous dites : Si vous ne pouvez pas leur promettre le succès immédiat, si vous ne pouvez pas satisfaire assez tôt, chez eux, un espoir de réalisation définitive, ils iront ailleurs. Si vraiment ils pensent ainsi, qu'ils aillent ailleurs, ils n'ont rien à faire avec nous dans ces conditions-là. *(Applaudissements).*

Et à ce sujet, je demande pardon au Congrès d'insister là-dessus, mais nous sommes aujourd'hui devant un problème où il faut bien malgré tout qu'une pensée comme celle que j'exprime soit énoncée. Montagnon, hier soir, dans un discours, il ne m'en voudra pas de l'expression, un peu apocalyptique, plein à la fois de nuées et d'éclairs, Montagnon, c'est un grand compliment que je fais, nous disait : Jamais dans l'histoire, une société n'a remplacé une autre sans pouvoir promettre aux masses humaines un régime de vie meilleure, et si nous sommes si troublés, c'est parce que nous ne sommes pas sûrs de pouvoir promettre un régime de vie meilleure aux

Marquet, à prendre la direction de mouvements pareils, si ce sont là des intermédiaires obligés de l'enchaînement nécessaire entre le capitalisme et le socialisme international, ce n'est pas sous notre conduite, sous notre caution que des mouvements semblables doivent s'exercer, dussions-nous pendant des années en pâtir. *(Vifs applaudissements : mouvements divers sur quelques bancs).* Mais oui, Déat ...

DÉAT – Croyez-vous que cette dialectique pourra consoler ceux qui sont martyrisés aujourd'hui par l'hitlérisme et le fascisme ? *(Quelques applaudissements).*

LÉON BLUM – Votre réponse ne porte pas. Je pense et j'ai écrit que la détention du pouvoir pouvait se poser devant nous comme un moyen soit de prévention, soit de rétention, et garder à la valeur socialiste, à la valeur révolutionnaire tous ses processus et ces phases ; je ne veux pas parler d'autre chose, parce que moi je ne suis au fond qu'un socialiste révolutionnaire qui, au bout d'un temps, quelle que soit la durée du temps, veut tout de même entrevoir comme logiquement possible la réalisation de l'idéal auquel il a consacré sa vie.

Je ne veux pas insister là-dessus. Je veux vous répéter simplement que dans ces formes intermédiaires, le socialisme ne doit pas s'aventurer, ne doit pas se compromettre, il ne doit pas engager là ce qu'il peut posséder de crédit, de force de pression auprès des masses populaires, il doit vis-à-vis de cela préserver intactes, dans toute la mesure où il le peut, et son organisation et sa doctrine, c'est-à-dire sa véritable unité. *(Vifs applaudissements).*

Je demande pardon au Congrès, c'est un devoir à la fois de loyauté et de camaraderie qui m'a entraîné dans cette réponse à aller bien au delà, je vous le jure, des limites que je m'étais tracées. Je veux revenir maintenant à l'objet propre de notre Congrès.

Depuis qu'il est ouvert, j'ai rencontré dans la salle, dans les couloirs, beaucoup d'amis connus, beaucoup d'amis inconnus, qui me disaient les uns après les autres, avec un petit serrement de mains significatif : tout est entre vos mains, tout dépend de vous, faites l'effort nécessaire. Je crois qu'ils s'abusaient beaucoup sur mon pouvoir, et j'ai déjà dit à Avignon, et je veux le répéter ici avec la même sérénité un peu mélancolique, j'ai eu souvent et j'ai encore l'impression que le rôle que j'ai pu jouer, en effet, pendant tant d'années dans notre Parti est probablement épuisé et qu'il faudra que l'emploi passe à d'autres. *(Dénégations ; mouvements divers).* Tout s'use, voyez-vous, et ce rôle-là est celui où on s'use le plus vite.

Ce que je fais, je crois que vous tous qui êtes des habitués de nos Congrès, vous en avez maintenant le sentiment. J'ai essayé dans la première partie de mon discours de dessiner les grandes lignes de quelque chose qui, en se situant sur le plan collectif, sur le plan de la justice complète distributive, pourrait aboutir à un texte à mon avis votable pour l'immense majori-

masses humaines. Montagnon, je ne sais pas si la loi de l'histoire que vous énoncez est exacte, et je ne le crois pas, nous ne discutons pas là-dessus, mai si moi, je n'étais pas convaincu en mon âme et conscience jusqu'au plus profond de mon être que le socialisme réalisé assurera aux masses humaines un régime infiniment meilleur que le régime capitaliste, eh bien, je ne serais pas socialiste. *(Longs applaudissements).* Et je ne pourrais même pas comprendre que je le fusse.

Vous cherchez selon moi ce que vous appelez le trouble du Parti dans une cause qui n'est pas la vraie. Ce n'est pas ce doute sur l'efficacité du socialisme, Montagnon, je vous en parle au moins pour moi-même et pour tous ceux qui m'applaudissaient à l'instant, ce n'est pas ce doute qui fut cause chez nous du sentiment de difficultés particulières ; ces difficultés, nous les avons toujours connues et nous les connaîtrons toujours, et il n'y a pas de formules par oui ou par non, par blanc ou par noir, qui puissent délivrer l'action socialiste. Je vais vous dire dans ma conviction pourquoi. C'est parce que nous sommes un Parti qui peut détruire le régime capitaliste, mais qui, en même temps, vit à l'intérieur de ce régime qu'il veut détruire, et qui par là même emporte enfermées en lui, empreintes en lui bon gré, mal gré, les contradictions fondamentales qui se traduisent par les difficultés même de son action.

Et si je voulais controverser en doctrine et entreprendre avec Déat un dialogue de dialectique, je lui dirais que cette contradiction fondamentale du régime capitaliste qui est par elle-même l'agent révolutionnaire de la destruction du régime capitaliste, elle est aussi, à notre sens, les conditions de la création du système socialiste, *(applaudissements)*, au sein du capitalisme lui-même, et nous vivons dans cette contradiction, et elle est l'agent de notre action, de notre action révolutionnaire dont nous sommes bon gré, mal gré, les instruments.

Je demande pardon au Congrès de l'entraîner dans ce genre de pensées *(applaudissements)* ; croyez bien que moi aussi je sens parfois ma raison, on n'est pas toujours maître des mouvements de sa raison, m'entraîner plus loin que je ne veux ou que je ne le sais d'avance.

Je me disais, tous ces jours derniers, dans l'espèce de réflexion intérieure qui a abouti aux articles que vous avez lus, je me disais que visiblement, chaque jour, nous entrons maintenant comme dans un système planétaire nouveau qui se révélerait seulement à nos observations, à nos appareils de découverte, et au sein duquel pour compléter notre carte du ciel, nous n'avons malgré tout comme secours, comme boussole, que l'analyse marxiste elle-même ; et je me disais qu'il était possible, qu'on pouvait concevoir, qu'entre le régime capitaliste et le régime socialiste, dût se placer un type intermédiaire de société que nous n'avons pas prévu, et que peut-être ce type nouveau de société correspondrait à des formes nouvelles de pouvoir, intermédiaires elles-mêmes entre ce que nous appelons l'exercice et ce que nous appelons la conquête ; c'est possible, mais ce n'est pas à nous,

té de ce Congrès, et, dans ma profonde conviction, acceptable loyalement et sincèrement acceptable par ceux qui ne le voteraient pas. Voilà l'effort que je pouvais faire et je l'ai fait.

Je viens d'essayer d'en faire un autre, celui que je fais presque chaque dimanche depuis un an dans beaucoup de nos fédérations, et tous les camarades qui m'ont donné l'hospitalité peuvent m'en être témoins, c'est-à-dire précisément de réunir sur la pensée de notre Parti, d'amener le plus que je peux à ses sources pures, et envisager du point de vue le plus élevé, le plus désintéressé, cette espèce d'assentiment unanime de toutes les intelligences qui est la forme supérieure de l'unité dans un Parti.

Cela encore, je veux essayer de le faire, mais, camarades, je peux peut-être faire quelque chose de plus, et à cela je veux dire que je suis prêt également. Ce que je vais dire n'aurait peut-être pas grande importance si cela n'engageait que ma personne, mais je crois que cela sera approuvé par l'immense majorité du Congrès, j'en ai la conviction.

Il ne faut ni exagérer, ni sous-estimer la part de questions personnelles dans les difficultés actuelles du Parti ; pour moi, m'adressant aux amis qui siègent aux côtés de Renaudel, m'adressant même directement à Renaudel, ce que me donnent encore, je crois, le droit de le faire des souvenirs anciens et particulièrement sacrés qui nous lient l'un à l'autre, je lui dirai que si difficile que puisse être l'effort sur moi-même, on ne me l'a pas rendu facile ; je suis prêt cependant en pleine sincérité, en toute franchise, de tout mon cœur, au lendemain d'une résolution nécessaire, exprimant la souveraineté nécessaire du Congrès, l'exprimant dans des conditions où personne ne puisse trouver une humiliation, qu'au lendemain d'une résolution de ce genre, loyalement, librement acceptée, je suis prêt, moi, à faire tout l'effort dont je suis capable pour redonner dans le Parti, dans le Groupe parlementaire, à tous les rapports de personnes, à toutes les formes de l'entente, de la collaboration et de la camaraderie, la plus franche, la plus complète amitié.

Je fais cette déclaration, vous en ferez ce que vous voudrez. J'espère que, malgré tout, vous lui attacherez quelque importance, et malgré tout, je crois que si elle était entendue et comprise, elle pourrait exercer une influence bienfaisante sur la vie de notre Parti au lendemain de notre Congrès.

J'ai peut-être eu des torts ; si j'en ai eu, je m'en accuse ; je ne veux pas, à cet égard, rechercher le passé, et la déclaration que je fais, l'appel que je fais, je le fais total, je le répète, vis-à-vis de tous, entièrement dépourvu de toute restriction ou de toute arrière-pensée. *(Très bien).* Je vous en prie ... *(On crie :* chut !).

J'ai traversé beaucoup de fédérations ; je sais que dans aucune de nos fédérations, l'esprit de scission n'existe. J'ai vu nos fédérations en 1919 et en 1920 ; je les ai vues tous ces derniers mois, et je sais la différence ; rien n'est comparable entre les deux situations, mais cependant, je suis prêt à faire

tout l'effort dont je suis capable pour ramener dans le Parti, dans toutes les formes de l'action et de la collaboration, ce qui existait entre nous au lendemain de Tours, c'est-à-dire à un moment où les différences de pensée étaient malgré tout infiniment plus graves entre nous qu'elles ne le sont aujourd'hui.

Nous l'avons fait alors parce que nous avions le sentiment de l'intérêt du Parti. Moi, je suis prêt demain à le faire pour les mêmes raisons, dans le sentiment de la tâche commune, pour obéir à l'esprit du Parti, à la volonté du Parti, parce que là sont pour nous, toujours, et le salut et le gage de la victoire. *(Salves prolongées d'applaudissements ; le Congrès debout, fait une longue et chaleureuse ovation à l'orateur).*

archives-socialistes.fr

«AU DELÀ DU RÉFORMISME»

Sous ce titre, Léon Blum a publié en janvier 1934 une série de dix articles consacrés au «Plan du Travail» que vient d'adopter le Parti Ouvrier Belge, et qui n'ont pas été reproduits dans l'*Œuvre de Léon Blum.*

Dans ces articles, Léon Blum répond indirectement aux néo-socialistes qui viennent de relancer la polémique contre la S.F.I.O. en invoquant les idées planistes de Henri de Man. Il s'adresse également à ceux qui, au sein même de la S.F.I.O., veulent s'inspirer du «Plan» et tentent de s'organiser dans la perspective du prochain congrès socialiste.

Certains articles surprendront si l'on ne prend pas garde de les situer dans le débat d'ensemble qui oppose la S.F.I.O. et les néo-socialistes. Il a paru opportun d'en publier de larges extraits à la fin de ce Cahier qui aura permis précisément d'approcher la véritable nature et la portée de ce débat.

*
* *

«Au delà du Réformisme» (I) *(Le Populaire,* 4 janvier 1934)

Je voudrais ajouter quelques réflexions à celles que Paul Faure a déjà formulées sur le récent congrès du Parti Ouvrier Belge. Non pas qu'il y ait entre lui et moi la plus légère divergence de pensée à cet égard : on constatera bien vite qu'au contraire nous sommes parfaitement à l'unisson. Mais le sujet est important pour nous à un triple point de vue. D'abord, parce qu'il affecte la section de l'Internationale à laquelle nous sommes rattachés par les liens les plus étroits de proximité et de solidarité. Ensuite, parce que les problèmes posés devant le POB dans son congrès de Noël sont précisément ceux que nous avons à examiner dans notre congrès de février prochain. Enfin, parce qu'une polémique insidieuse tend à confondre les thèses d'Henri de Man avec les thèses du néo-socialisme et par conséquent à opposer la décision prise par la quasi unanimité du parti belge à la position affirmée depuis un an par la majorité du parti français.

E. Vandervelde, P. Spaak, H. de Man lui-même – soit dans son discours du congrès, soit dans la série d'articles préparatoires qu'il avait donnés au *Peuple* de Bruxelles – ont pris les précautions les plus minutieuses pour prévenir ou pour dissiper cette équivoque. N'importe ! Il faut nous atten-

dre à ce qu'il en soit fait état contre nous par nos anciens camarades et même par une fraction de la presse radicale. On a dit et écrit, on répétera sans nul doute, que le Plan du Travail adopté à Bruxelles consacre une conception tactique nouvelle, toute différente de celle où s'obstinent les «immobilistes», mais très analogue à celle que Renaudel, Déat, Marquet et leurs amis ont préconisée. Commençons par envisager cet argument bien franchement, bien en face et l'on jugera avec quelle sûreté il se retourne contre ceux qui croient habile d'en user.

Quel a été le terrain précis du litige entre une portion du groupe parlementaire français et la majorité du parti ? Aucune controverse n'est possible sur ce point. Il s'agissait de savoir si oui ou non le groupe parlementaire pouvait envisager une collaboration ministérielle en dehors du programme énoncé à cet effet par le congrès de Huyghens ; si oui ou non le groupe pouvait devenir partie intégrante d'une coalition parlementaire qui n'acceptait en aucune façon ce même programme pour base de son action ; si oui ou non le groupe pouvait tenir pour la loi prédominante de sa tactique, la préservation du gouvernement ou le maintien de la majorité constituée sans égard aux conditions qu'avait fixées le Parti.

[...] Le fait est incontestable : des conditions ayant été assignées par le Parti et ces conditions ayant été écartées tant par le gouvernement que par les partis de la majorité, nos camarades n'en considéraient pas moins, pour des motifs politiques d'ordre général, que leur devoir essentiel consistait à participer au gouvernement, à le faire vivre coûte que coûte, à intégrer le groupe dans une majorité stable, à prévenir toute dissociation de sa majorité. Telle était la situation devant laquelle, en France, deux congrès et deux conseils nationaux ont été placés tour à tour. Quelle est la situation en Belgique ? Ce n'est pas une analogie que nous allons voir, c'est un contraste.

Depuis les dernières élections générales, il a été impossible de constituer en Belgique un gouvernement solide et une majorité cohérente. Ni les socialistes ni les catholiques n'ont la majorité absolue. Les catholiques se sont installés au pouvoir avec l'appoint du petit groupe libéral, mais ce soi-disant bloc national est dépourvu de toute consistance. Depuis un an et demi, le POB a été constamment sollicité de participer lui aussi, c'est-à-dire d'entrer dans une formation tripartite d'union nationale. Et son refus peut provoquer d'un moment à l'autre une dissolution suivie d'élections nouvelles. L'espoir du Parti Ouvrier serait assurément de conquérir la majorité absolue grâce à la propagande menée autour du Plan de Man. Mais il peut à son tour avoir besoin d'un appoint, de quelques voix détachées de l'un ou de l'autre parti. Or, qu'a dit le POB au congrès de Bruxelles ? Il a dit en termes catégoriques que le Plan de Man, en même temps que le programme immédiat d'un gouvernement socialiste, serait la condition absolue, la condition *sine qua non* de sa collaboration à un gouvernement de coalition, qu'il accepterait tous les concours de l'exécution du Plan, qu'il rejetterait tous les accords en dehors du Plan ! Il a ajouté qu'il ne consentirait même

pas à une transaction fondée sur l'exécution partielle ou progressive, que le plan était à prendre ou à laisser tout entier tel qu'il est. Stabilité gouvernementale, cohésion de la majorité, le congrès n'a tenu aucun compte de ces facteurs, bien que les dangers de l'instabilité et de l'incohérence soient au moins aussi marqués qu'en France, et qu'en fait la réaction belge soit au pouvoir. La règle primordiale et même exclusive, c'est le plan ; tout le plan, rien que le plan tel qu'il a été fixé par le parti. Aucune considération extérieure à l'application du plan ne pourra être seulement envisagée par le groupe parlementaire.

N'avais-je pas raison ? Ne sommes-nous pas aux antipodes de la tactique préconisée avec tant de ténacité au sein du groupe parlementaire ? En vérité, s'il fallait à tout prix trouver un précédent français, je dirais que le POB vient précisément de faire à Bruxelles ce que notre Parti, alors unanime, avait fait au congrès de la salle Huyghens. Il a défini d'avance et sur un mode bien plus impératif et exclusif que nous, les conditions d'une action commune avec des éléments politiques de la bourgeoisie. En prenant sa décision de Bruxelles, il ne s'est pas rapproché de ceux qui ont méconnu les résolutions de Huyghens, mais de ceux qui les avaient formulées.

«Au delà du Réformisme» (II)
«Appel à une bataille de classe» *(Le Populaire,* 5 janvier 1934)

J'ai montré hier qu'il n'existait aucun parallélisme et bien au contraire, entre le mouvement qui a poussé le POB vers le Plan du Travail proposé par Henri de Man, et celui qui a entraîné un certain nombre de nos camarades hors de la SFIO. Pour le POB et pour Henri de Man, le Plan du Travail est en effet la condition absolue de toute collaboration gouvernementale ou parlementaire avec d'autres partis. Tout individu qui aura accepté le Plan sera agréé d'avance comme allié éventuel pour l'exécution dudit plan. Peu importe d'ailleurs leur position sur les autres problèmes et sur la politique générale ; un frontiste, un clérical seront admis comme un libéral ... Toutes les classifications politiques anciennes sont tenues à cet égard pour nulles ou pour caduques. Est-il possible, je le demande à tout juge impartial, de se placer plus loin du «bloc des gauches», de la «délégation des gauches», de la collaboration déterminée par l'unique souci de maintenir coûte que coûte la cohésion d'une majorité ?

[...] Il faut accepter tout le plan, l'exécuter tout de suite, exécuter tout à la fois ... Ni au moment du congrès de Huyghens, ni en aucune autre conjoncture, nous ne nous sommes montrés pour notre part aussi catégoriques et aussi intransigeants.

[...] Ni dans le parti, ni hors du parti, le plan ne pourra être conçu comme un ensemble d'indications théoriques plus ou moins générales ou de re-

commandations pratiques plus ou moins souples, qu'un groupe parlementaire puisse se borner à marmonner du bout des lèvres ou à saluer d'un coup de chapeau. Il s'impose rigoureusement à tous les organismes du parti, le groupe parlementaire compris. Il constitue une loi impérative, loi de l'action interne, comme des relations extérieures. Et les articles de cette loi ne sont pas de ces réformes anodines ou banalisées par l'ancienneté de la revendication, sur laquelle il est facile de grouper de vagues consentements. Ce que de Man a proposé, ce qui est devenu la loi du parti, c'est comme il l'a dit, une réforme de structure, en même temps qu'une réforme de bataille.

De Man pense expressément, comme Paul Faure, comme notre camarade Lucien Laurat dans sa récente et excellente brochure, qu'en période de crise généralisée, c'est-à-dire d'appauvrissement des États et des individus, il est chimérique de poursuivre les réformes dites de répartition dont l'objet est en fin de compte de reporter sur la classe ouvrière une fraction de la plus-value capitaliste. Il estime, au contraire, et je partage son sentiment sur ce point, que ces mêmes périodes sont spécialement propices à ce qu'il appelle les réformes de structure dont l'objet est de modifier en profondeur la construction du régime capitaliste lui-même. Et, c'est sur une réforme de cette nature, la socialisation du crédit, que son plan de travail entend faire converger toute l'énergie de propagande et d'action du parti belge.

D'autre part, si l'on considère la situation de la Belgique, il n'est pas douteux qu'une telle réforme affecte pratiquement un caractère révolutionnaire ... Chez nos voisins, un seul et unique établissement, la Société générale, exerce en fait le monopole de la distribution du crédit au commerce et à l'industrie, que par surcroît il contrôle ...

Le Plan du Travail se place donc aussi loin du réformisme sans allure que de la collaboration sans condition ... C'est vraiment à une bataille sociale, c'est-à-dire à une bataille de classe, que le POB appelle le Prolétariat.

«Au delà du Réformisme» (III)
«Le Plan du Travail et le Parti français»
(Le Populaire, 6 janvier 1934)

Je veux marquer maintenant un autre caractère essentiel du Plan du Travail ... Il répond à une œuvre collective, à une décision collective du POB. Il a été préparé par une Commission d'Études constituée par le Parti et devenue un de ses organismes réguliers. Il a été examiné et discuté par le Conseil général du Parti. Il a été soumis à toutes les fédérations du Parti. Il a été finalement délibéré et adopté par le congrès souverain du Parti.

Il n'entre aucunement dans ma pensée de déprécier le rôle joué par un

homme comme Henri de Man ; je n'ignore pas qu'à bien des égards, son influence personnelle n'a fait que déterminer une œuvre et une action collectives, puisque c'est à l'intérieur du parti, sur un mandat du parti, conformément aux procédures régulières du parti, qu'Henri de Man a toujours travaillé. Henri de Man a convaincu le parti auquel il appartient que les circonstances indiquaient un changement non pas précisément dans l'orientation de sa tactique, mais bien plutôt dans sa présentation, ou, si l'on veut, dans son accentuation. Le même droit appartient et n'a jamais cessé d'appartenir à chacun à l'intérieur de la SFIO. Mais je n'ai pas souvenir que personne ait usé de ce droit par les mêmes moyens.

Pour créer en France un précédent exact et valable de ce qui vient de se passer en Belgique, il aurait fallu qu'à la CAP, dans un Conseil national, à la tribune de nos récents congrès, un de nos camarades vînt tenir ce langage :

«Dans notre programme de nationalisation, nous avons toujours placé jusqu'à présent, au premier plan, des richesses domaniales comme les mines, des services publics comme les chemins de fer, des monopoles privés comme les assurances, le pétrole, le sucre ... Sans rien abandonner de ce programme, concentrons aujourd'hui tout notre effort sur la nationalisation du crédit. C'est par la socialisation du crédit que nous avons le plus de chances d'exercer une direction sur l'ensemble de l'économie et, par conséquent, une action préventive et curative sur le chômage. C'est en donnant pour objectif immédiat à la bataille sociale la conquête du monopole privé du crédit que nous avons le plus de chances d'entraîner avec le prolétariat tous ceux que ce monopole lèse ou inquiète, commerçants gênés, épargnants détroussés, petits patrons brimés, techniciens rejetés au chômage. Lançons ce mot d'ordre simple, saisissant, communicatif. En même temps, préparons des textes précis, d'une technicité irréprochable, d'une mise au point minutieuse. Offrons publiquement de les appliquer dès que le pouvoir nous sera remis. Proclamons d'avance que nous acceptons tous les concours pour l'exécution du plan, qu'en dehors du plan nous rejetons toutes les alliances ...».

C'est cela le Plan du Travail d'Henri de Man, ou plutôt son plan de campagne. Rien n'empêchait l'un quelconque de nos anciens camarades d'en proposer un semblable à nos organes directeurs ou à nos Assemblées souveraines du Parti. Mais jamais rien n'a été dit, écrit ou même suggéré par eux, qui présentât la moindre analogie avec ce plan tactique, fondé tout entier sur la recherche du terrain où le dispositif capitaliste est le plus vulnérable, où l'attaque socialiste peut le plus facilement replacer à sa suite une masse flottante de mécontents et de déclassés, où l'exploitation de la victoire peut permettre l'avance la plus marquée. Parmi ceux qui essaient aujourd'hui de s'abriter derrière le Plan de Man et derrière le POB, les uns étaient absorbés par des combinaisons parlementaires de majorité que le Plan exclut formellement, les autres formentaient déjà la constitution d'un nouveau parti en dehors de ce programme général du socialisme que le

Plan laisse intégralement subsister.

On m'objectera peut-être qu'il eût été vain de soumettre une proposition semblable à un congrès du Parti français, qu'elle n'eût été ni comprise, ni accueillie, qu'elle se fût heurtée à la routine, à l'«immobilisme» des vieilles têtes obtuses. Qu'en sait-on, puisqu'on s'est bien gardé d'essayer ? En fait de vieilles têtes obtuses, je ne puis répondre que pour la mienne. Je ne crois pas qu'elle eût été fermée de parti pris à un langage comme celui d'Henri de Man. Les situations tactiques ne sont pas exactement comparables, la monopolisation privée du crédit n'est ni aussi poussée ni aussi tangible en France qu'en Belgique et la socialisation n'y procurerait pas des résultats aussi étendus. Mais je me suis efforcé moi-même depuis de longues années de décrire l'évolution qui livre au capitalisme de banques et de bourse non seulement le contrôle, mais la gestion des grandes industries...

Quoiqu'il en soit, le Parti n'a rien eu à refuser puisqu'il n'a été saisi de rien par nos anciens camarades. Et si l'on voulait trouver dans les archives de notre Parti les éléments d'un travail comparable à celui d'Henri de Man, il faudrait chercher dans une direction toute différente, du côté du contre-projet fiscal ou du côté du grand projet sur la protection de l'épargne publique, rédigé lui aussi sous la direction de Vincent Auriol.

«Au delà du Réformisme» (IV)
«Plan et Programme» *(Le Populaire,* 17 janvier 1934)

On ne résiste pas à l'actualité. Le scandale de Stavisky m'a obligé à interrompre la suite d'articles que je désirais consacrer au Plan de Man. Il me reste à examiner maintenant en lui-même ce «Plan du Travail» auquel le dernier congrès du POB a donné son assentiment quasi unanime [...].

Il va de soi que je procéderai à cet examen dans un esprit purement descriptif et objectif en me gardant de toute discussion polémique et j'ai à peine besoin d'indiquer pourquoi. S'il se trouvait – c'est une simple conjoncture – que j'eusse à soulever contre le plan de Man des objections d'ordre théorique ou pratique, il est clair que la réaction belge les recueillerait avec un empressement marqué.

Commençons par bien préciser ce que de Man et le congrès de Bruxelles ont entendu par l'expression de «plan», et en quoi le plan se différencie, à leurs yeux, d'un programme. Rien n'est changé au programme général du POB, programme très récent d'ailleurs, puisqu'il fut élaboré ou plutôt révisé, il n'y a guère plus d'un an. Rien n'est changé à la doctrine. Rien n'est changé aux conceptions d'ensemble qui gouvernent la tactique. Le parti reste un parti de classe ... Il écarte formellement, même dans l'action présente et transitoire, la conception du repli sur le terrain national. De Man

l'a dit aussi formellement que Vandervelde, et avant de le dire au congrès, il l'avait dit dans un article du *Peuple* que vient de reproduire la précieuse brochure publiée par nos camarades du groupe de la Révolution Constructive.

Ainsi, le parti ne modifie rien, ne révise rien, ne renonce à rien. Seulement, de son programme général, il extrait, il isole un article unique : la socialisation du crédit. C'est sur cet article unique qu'il décide de concentrer jusqu'à nouvel ordre la plénitude de son effort de propagande : c'est à l'application de cet article unique qu'il suspend en quelque sorte toute sa tactique parlementaire. Il en fait en même temps l'objet d'une étude méticuleuse, comportant la mise au point de tout le détail concret, de façon à donner au public l'impression que le travail de l'architecte est terminé et que, dès demain, sur un signe, les entrepreneurs pourraient se mettre à l'ouvrage. Plan d'architecture, plan d'état-major, comportant, avant le plan d'opérations proprement dit, tous les dispositifs préalables de mobilisation, de transports, de concentration. Voilà les analogies qui feront saisir, je crois, le plus exactement la pensée d'Henri de Man et de nos amis belges.

Rien de tout cela ne présente un caractère spécifique de nouveauté. L'article extrait du programme est devenu plan par son isolement même et par l'étude privilégiée dont il est l'objet ; mais il figure classiquement dans tous les programmes socialistes. On ne peut non plus tenir pour inédit le fait d'isoler, dans un programme général, un point particulier sur lequel, pour des raisons de circonstances, on s'efforce de faire converger toutes les possibilités d'action du parti et toutes les formes de l'émotion publique. Nous avons tenté nous-mêmes quelque chose de semblable au moment des Réparations et du Prélèvement sur le Capital. Nous aurions pu recommencer il y a un an, sur le terrain fiscal, si les conditions intérieures de notre parti nous l'avaient permis. Ce qui est vraiment neuf, inédit et «moderne», c'est la forme de présentation.

[...] Toute cette puissance de préparation et de publicité, toute cette projection d'éclairage et de résonance, voilà ce qui a saisi les esprits, voilà ce qui a produit un effet d'exaltation sur le parti belge et de commotion sur l'ensemble de l'opinion publique. Le Parti a voulu frapper un grand coup ; il a frappé fort et, à bien des égards, je crois qu'il a frappé juste. Il a su donner à tout le monde, dans son sein et en dehors de lui, l'impression qu'il déclarait une guerre et s'y jetait à corps perdu. Il a su en même temps rendre l'enjeu précis de cette guerre sensible à tous les yeux, tangible à toutes les mains, intelligibles à toutes les pensées.

Car, et en cela aussi réside la véritable nouveauté, pour donner au plan encore plus d'allant communicatif, Henri de Man y a attaché un vaste et solennel engagement de parti, celui qui pouvait soulever le plus ardemment les masses populaires. Le POB réclame le pouvoir pour exécuter son plan de socialisation du crédit, mais il promet, une fois au pouvoir, et grâce à la mise à exécution de son «plan», une réduction considérable du chômage

en trois ans, et, dans les cinq ans, son élimination complète. De telles promesses ont leur péril, mais elles ont aussi leur vertu. Et il n'est pas douteux qu'en l'espèce, cette attestation magnifique fournie par le POB, de sa confiance en lui-même et en sa propre force, entre pour une large part dans le mouvement d'enthousiasme que le plan a suscité au sein du prolétariat belge, si cruellement atteint par le chômage et la misère.

«Au delà du Réformisme» (V)
«Les grandes lignes du Plan du Travail»
(Le Populaire, 18 janvier 1934)

L'objet central du Plan de de Man a été clairement défini par son auteur et par le congrès du POB. Le plan tend essentiellement à la résorption du chômage. La cause organique du chômage étant la rupture d'équilibre entre la capacité générale de production et la puissance générale d'achat, c'est dans le relèvement de cette puissance d'achat et de consommation que devront être cherchés les moyens de lutte contre le chômage. Dans la mesure où le marché intérieur sera mis en mesure d'absorber un plus grand nombre de produits, le chômage intérieur sera résorbé.

L'objet du plan est donc «de soumettre l'économie réorganisée à des directives d'intérêt général tendant à l'élargissement du marché intérieur en vue de résorber le chômage et de créer des conditions d'acheminement vers une prospérité économique accrue». En se développant et en se précisant, «le Plan du Travail devra prendre la forme d'un plan quinquennal comportant une augmentation de la capacité de consommation sur le marché intérieur d'au moins 50% en trois ans et de 100% au bout de la cinquième année» (citations tirées du texte du plan). Le «congrès décide d'assigner comme but à l'action du POB la réalisation d'un plan de transformation économique du crédit, moyen principal d'une économie dirigée vers le développement du pouvoir d'achat des masses de la population».

Ainsi, pour le POB comme pour l'auteur du plan, lutte contre le chômage signifie accroissement de la puissance générale d'achat et de consommation. Comment cet accroissement sera-t-il lui-même tenu ? «Par la réorganisation de l'économie, par la transformation profonde de la structure économique du pays». Le refus d'acceptation du plan comme programme d'exécution immédiate mettrait le parti dans l'impossibilité d'adhérer à toute décision gouvernementale ou parlementaire.

Comment le plan conçoit-il la réorganisation de l'économie, la transformation de la structure ? Le plan s'étage en deux parties bien distinctes. La première comprend les mesures considérées à la fois comme les plus décisi-

ves, les plus urgentes, les plus saisissantes, celles qui vont servir de thèmes à la propagande immédiate, celles qui ont déjà donné lieu aux études pratiques les plus approfondies. La seconde, sous la rubrique de «objectifs généraux du plan», trace un grand nombre de directives pratiques, convergeant vers le même but, mais partant de points de départ les plus variés. Pour les auteurs du plan, je ne crois pas me méprendre en pensant qu'elle est subordonnée à la première, c'est-à-dire que les objectifs généraux ne pourront être abordés qu'après que les mesures précises visées par la première auront mis aux mains du POB non seulement le pouvoir politique, mais la direction de l'activité économique du pays. Ce sont donc les mesures décisives urgentes exposées dans la première partie qui constituent véritablement le plan en tant qu'instrument de propagande et engin de lutte. Ce sont elles qui doivent déterminer l'accroissement de la consommation intérieure. Le plan prévoit deux ordres de nationalisations immédiates : le crédit et les industries de base, c'est-à-dire les principales industries monopolisées produisant des matières premières ou de l'énergie motrice. La nationalisation du crédit comporte comme corollaire la réorganisation du régime des assurances. Ni en ce qui concerne les industries de base, ni en ce qui concerne le crédit, la nationalisation, telle que le plan la définit, n'entraîne la disparition des organismes privés. Mais ces organismes privés sont concentrés sous la direction d'organismes publics représentant l'intérêt collectif... Par surcroît, les organismes publics sont mis en mesure d'acquérir par voie de cession amiable ou d'expropriation les titres nécessaires pour leur assurer la majorité au sein des organismes privés.

Le plan dessine ainsi un secteur nationalisé que le capitalisme a d'ailleurs soumis dès à présent à son monopole de fait et à côté duquel il laisse subsister un secteur privé. La subsistance du secteur privé ou plutôt la coexistence du secteur nationalisé et du secteur privé sont qualifiées par le plan d'«économie mixte». Mais il reste clairement spécifié que le secteur privé n'échappera nullement à la directive collective et que, durant la deuxième phase d'exécution, il sera assujetti aux objectifs généraux dans les mêmes conditions que le secteur nationalisé ... Telles sont les grandes lignes du plan de Man. Mon résumé est peut-être obscur par endroits, mais je crois qu'il est exact.

«Au delà du Réformisme» (VI)
«La résorption du chômage» *(Le Populaire,* 19 janvier 1934)

[...] Dans la campagne du Parti socialiste français depuis deux ans, les socialisations n'ont assurément pas été omises. On sait quelle place elles tenaient dans la plateforme électorale, dans les *Cahiers de Huyghens,* dans les

contre-projets successifs du groupe parlementaire, dans le Manifeste que le Parti lançait le mois dernier avec tant d'éclat et qui a servi de thème à la tournée de masse. Mais en examinant cette suite de documents émanés de notre parti, on constate que les socialisations n'y sont qu'une pièce dans un ensemble. Le profit que le Parti en escomptait est d'ordre complexe, à la fois financier, politique, économique. Mais je ne crois pas me tromper ni fausser la portée des textes en disant que, jusqu'à ce jour, les socialisations n'avaient pas été envisagées par nous comme le moyen immédiat et direct d'accroître le pouvoir général de consommation et de réduire consécutivement le chômage. Au contraire, le «Plan du Travail» du POB cherche ce moyen immédiat et direct dans la nationalisation d'un certain nombre de fonctions ou d'industries monopolisées en fait par le capitalisme, et tout particulièrement dans la nationalisation du crédit.

Le Plan et les documents annexes sont tout-à-fait formels à cet égard ! Considérant, dit la résolution du congrès de Noël, que le «principal obstacle à l'orientation de la production et de la circulation des biens vers un accroissement de la puissance d'achat de la population est le monopole privé du crédit, qui subordonne l'activité économique à la recherche du profit particulier ...».

Je lis d'autre part dans le plan : «L'organisation du crédit nationalisé s'assignera pour objectif de distribuer le crédit de la manière la plus propre à favoriser l'adaptation de la production aux besoins d'un marché intérieur élargi».

Ainsi, après avoir posé un diagnostic qui se confond avec le nôtre – chômage résultant de l'insuffisance de la consommation générale –, le POB dénonce le monopole privé du crédit comme le «principal obstacle» qui s'oppose à l'accroissement de la consommation ... D'où la nationalisation ... La déduction est rigoureuse. Voilà pourquoi la nationalisation du crédit est si puissamment présentée comme l'opération de première urgence ; voilà pourquoi elle forme l'enjeu de la bataille de classe où le POB engage dès à présent les travailleurs.

«Au delà du Réformisme» (VII)
«Le sens véritable du Plan du Travail»
(Le Populaire, 21 janvier 1934)

Le «Plan du Travail» de nos amis belges pose en principe que le principal obstacle à l'élargissement du marché intérieur réside dans le monopole privé du crédit et il en conclut logiquement que la nationalisation du crédit constitue le moyen le plus direct et le plus sûr d'obtenir un accroissement de la capacité générale de consommation entraînant lui-même une résorp-

tion corrélative du chômage.

[...] Il n'est pas évident *a priori* que la distribution du crédit par le monopole privé soit la cause déterminante de la crise de sous-consommation ou le principal obstacle à l'amendement d'une telle crise. Il n'est pas évident non plus que la distribution du crédit par un service public soit le moyen le plus direct et le plus sûr de développer la demande sur un marché intérieur raréfié. Il est hors de doute, comme le dit de Man, que «le système actuel de la propriété des capitaux financiers subordonne à la puissance monopoliste que ceux-ci confèrent à leurs détenteurs à la recherche de leurs profits particuliers». Il n'est pas moins certain que «le monopole privé du crédit subordonne l'activité économique à la recherche du profit particulier au lieu de poursuivre la satisfaction des besoins de la collectivité». Mais cette observation n'est pas moins juste quand on l'applique à tous les autres modes de l'exploitation capitaliste. Et il resterait à établir pourquoi et comment la lutte pour l'extension de la puissance générale d'achat et pour la réduction du chômage doit s'ouvrir par la nationalisation de ce secteur déterminé de l'économie capitaliste.

C'est pourquoi, réfléchissant de mon mieux sur la pensée d'Henri de Man, j'en viens à hasarder une conjecture : si Henri de Man pousse au premier plan la nationalisation du crédit, ce n'est pas selon moi qu'il considère la remise à un organisme public de la distribution du profit comme le moyen le plus direct et le plus sûr d'augmenter la consommation et de diminuer le chômage. C'est parce qu'il est convaincu que l'augmentation de la consommation et la diminution du chômage ne peuvent être obtenus que par un parti socialiste au pouvoir agissant simultanément avec toute l'énergie que la possession du pouvoir procure et toute la cohérence que la possession du pouvoir permet, sur tous les modes de l'économie nationale. C'est parce qu'il est convaincu que, dans l'état actuel des choses, la nationalisation du crédit représente pour le POB l'idée-force dont la puissance d'expansion et de propulsion peut le conduire le plus sûrement au pouvoir [...].

Le Plan du Travail est avant tout un plan offensif pour la conquête du pouvoir politique. C'est à la détention du pouvoir, et à l'action d'ensemble dont la détention du pouvoir est la condition, que l'action efficace de lutte contre le chômage est subordonnée. Et la nationalisation du crédit est conçue non pas tant comme le moyen immédiat et direct de la lutte économique contre le chômage, que comme le moyen immédiat et direct de la lutte politique pour la conquête du pouvoir.

[...] Retenons pour l'instant cette conclusion. S'il s'agissait de transformer le Plan du Travail belge dans une autre zone de l'activité socialiste, il s'agirait avant tout de déterminer «l'idée force», la «réforme de structure», qui posséderait pour le parti envisagé la même vertu d'exaltation et de rassemblement.

«Au delà du Réformisme» (VIII)
«La socialisation par étapes» *(Le Populaire,* 22 janvier 1934)

Je ne fais nulle difficulté de convenir qu'en commentant comme je le fais la résolution du récent congrès belge, j'ai souvent l'attention tournée vers notre prochain congrès français. C'est pourquoi j'avais, dès mon premier article, attiré l'attention sur certains caractères de la situation belge que la stuation française ne reproduit pas exactement.

Le Plan du Travail est un plan offensif en vue de la conquête du pouvoir politique par les moyens constitutionnels, ce qui revient à dire que le premier objectif visé est le groupement autour du Plan d'une majorité parlementaire. Or je rappelle à mes lecteurs qu'à la différence du Parti français, le Parti belge n'est, dès à présent, séparé de la majorité que par une marge assez étroite. Pour que le Plan soit assuré d'une majorité, il suffirait au Parti, soit d'accroître son propre contingent de voix, soit de rallier à sa suite une certaine quantité d'éléments ambiants, et cela dans une proportion assez faible pour qu'il puisse, sans nulle chimère, attendre du Plan lui-même un tel résultat. Le rapport des forces populaires n'est malheureusement pas le même en France. Je rappelle également qu'en Belgique le monopole capitaliste du crédit est exercé en fait par un établissement unique, que ce même établissement contrôle la plupart des industries de base dont le Plan du Travail envisage la nationalisation, qu'il exerce sur la vie gouvernementale une autorité notoire et publique. Le capitalisme financier n'est pas parvenu en France au même degré ou à la même évidence de concentration ; son emprise sur l'industrie lourde est moins directe. La suzeraineté qu'il usurpe sur le gouvernement est moins apparente et moins connue.

C'est en vue de notre prochain Congrès que j'avais signalé et que je signale à nouveau ces différences entre les données de fait dont la tactique socialiste doit toujours tenir compte. C'est la même préoccupation qui me conduit à énoncer les quelques réflexions d'ordre théorique que m'a suggérées le «Plan du Travail».

La nationalisation du crédit et des industries de base dès aujourd'hui contrôlées par les établissements de crédit capitalistes – mines, électricité, une partie de la métallurgie – est pour le POB le mot d'ordre de bataille qui doit le conduire au pouvoir. Mais il est essentiel de noter qu'une fois porté au pouvoir par cette première vague de nationalisations, le Parti, aux termes du Plan, n'usera pas du pouvoir ainsi conquis pour entreprendre des nationalisations nouvelles. Sauf erreur grossière de ma part, le plan est formel à cet égard. Henri de Man spécifie en termes exprès qu'une des caractéristiques du Plan est au contraire la coexistence sur la même base nationale, de deux secteurs différents – un secteur nationalisé comprenant le crédit et une partie des industries de base, un secteur privé comprenant tout le reste. Cette coexistence n'est assurément pas conçue comme quel-

que chose d'éternel, puisque le POB ne renonce à aucun de ses principes ni à aucun de ses buts ; mais elle l'est encore bien moins comme quelque chose de purement précaire et transitoire. C'est ce phénomène de coexistence qui caractérise le régime qu'Henri de Man qualifie d'«économie mixte», auquel il reconnaît sans nul doute une certaine qualité de stabilité et de durée et que le Plan du Travail, dès sa première ligne, s'assigne pour objet d'instaurer.

Un rapprochement me permettra de faire saisir plus clairement le sens de mon observation. On trouvera, dans le sixième volume des *Œuvres,* un article que Jaurès consacrait, le 19 avril 1900, – longtemps avant l'«assassinat» d'Amsterdam – à une étude de Vandervelde sur «l'Expropriation avec ou sans indemnité». Dans cette étude, Vandervelde avait noté, et la remarque est d'une extrême importance, que la question de l'indemnité ne peut se poser qu'à propos de l'expropriation totale et simultanée de la classe capitaliste, qu'au contraire l'expropriation partielle et successive suppose nécessairement une indemnité. «Comment, par exemple, ajoutait Jaurès, exproprier les propriétaires des mines et laisser subsister la propriété capitaliste pour le reste des industries ! Exproprier le capital sans indemnité en un seul point, et le maintenir avec tous ses privilèges en tous les autres points, serait, suivant la remarque de Kropotkine, désorganisr le système capitaliste, sans organiser un système nouveau. Et Vandervelde ayant conclu que toute socialisation partielle suppose une indemnité, cherche comment dans cette hypothèse l'indemnité pourrait être fournie. Il lui paraît que la suppression de l'héritage fournirait à chaque génération des ressources abondantes permettant de socialiser avec indemnité les propriétés capitalistes que l'évolution économique marquerait pour cette transformation». Jaurès conclut : «Vandervelde – et c'est là l'intérêt principal de son étude – paraît prévoir que c'est par couches successives que s'opérera la socialisation des forces capitalistes».

En lisant l'ensemble de l'article, on se rend compte que Jaurès n'adhère pas sans réserve à la prévision de Vandervelde et qu'il n'est pas conquis par l'idée de «la socialisation par couches successives». Cette idée, au contraire, paraît reprise et mise en œuvre dans le «Plan du Travail», mais quelles variantes entre les deux conceptions ! Pour Vandervelde, le processus de socialisation est progressif, mais continu ; il ne fait pas d'avance de part, il ne s'assigne pas d'avance de terme. Aujourd'hui ceci, demain cela, selon la faveur des circonstances, mais sans arrêt et jusqu'au bout. A mesure que le travail se poursuit, des ressources nouvelles lui sont procurées par une «réforme de structure» qui est à elle seule un agent singulièrement efficace de socialisation, la suppression de l'héritage. Dans le Plan du Travail, le travail de socialisation s'interrompt après la première phase, sans qu'il soit possible de calculer la durée de la pause ; sur la «première couche» de forces capitalistes nationalisées, s'installe une «économie mixte» conçue comme relativement stable et durable. Le secteur socialisé au lieu de s'étendre peu

à peu jusqu'à gagner tout le cercle, est d'avance circonscrit, isolé. Je n'ai pas la prétention de discuter ici tous les problèmes qu'une telle conception soulève, mais il était opportun de les indiquer.

«Au delà du Réformisme» (IX)
«Le secteur privé» *(Le Populaire,* 25 janvier 1934)

Je profite d'un moment de répit pour revenir à un sujet dont il me faut pourtant achever l'examen, car l'heure de notre Congrès approche.

J'ai marqué qu'un des caractères essentiels du Plan du Travail était de tendre à la coexistence d'un secteur économique nationalisé – le crédit avec un certain nombre d'industries de base – et d'un secteur privé. Je n'entends pas du tout faire état des difficultés d'ordre pratique qu'engendrera vraisemblablement cette coexistence. Les difficultés ne sont pas une objection. Il n'est pas d'action hardie et ample qui n'en suscite. Et, comme le Plan du Travail a pour premier objet de pousser le socialisme au pouvoir, ce sera précisément l'affaire du socialisme au pouvoir de surmonter les difficultés d'exécution par son intelligence et son énergie. Tout en pressentant que ces difficultés sont inévitables, on ne saurait d'ailleurs les spécifier d'avance avec quelques précisions, puisqu'elles dépendront de données variables, telles que les conjonctures économiques du moment et la nature des résistances opposées.

Je n'insiste donc nullement là-dessus. Le point important pour moi, ainsi que je l'ai déjà laissé sentir, est que la survivance d'un secteur privé très ample – puisqu'il comprend tout hors des exceptions importantes, mais limitées – soit conçu non pas comme un passage, comme une transition, comme un acheminement, mais comme étant relativement stable et durable. Somme toute, le Plan du Travail pratique une coupure dans l'économie actuelle. D'un côté, le crédit, les mines, l'industrie électrique, une portion de la métallurgie ; de l'autre côté, le reste de l'organisation capitaliste. Une partie est transformée, l'autre reste à peu près intacte. L'opération ainsi définie n'est assurément pas présentée comme quelque chose de définitif, puisque le POB réserve en termes exprès l'intégrité de son programme général, mais elle conduit cependant à une phase de caractère organique, s'étalant sur une durée de temps appréciable, quoique indéterminée, correspondant à une période spéciale de l'action ouvrière et dont cette «économie mixte» constituera tout justement le caractère distinctif.

Le Plan du Travail ne permet, autant qu'il me semble, aucune espèce de doute à cet égard. Il n'envisage pas le rétrécissement progressif et l'élimination finale du secteur libre, au fur et à mesure du développement de la force ouvrière. On dirait plutôt qu'il tend à le préserver, à le consolider en même temps qu'à l'aménager. Non seulement le secteur reste libre, mais le plan

s'efforce de le libérer davantage. Il s'ingénie même à le soustraire au processus d'évolution capitaliste qui, par la concentration régulière, le rendrait mûr à son tour pour la socialisation.

C'est ainsi que sur toute la surface de l'économie privée, Henri de Man entend restituer son libre jeu à la loi de la concurrence individuelle. Il faut, disait-il dans un de ses articles du *Peuple,* «maintenir cette concurrence, débarrassée des entraves du capitalisme monopoliste, de façon à lui faire donner tout ce qu'elle peut donner au point de vue de l'esprit d'initiative et d'invention». Le Plan du Travail s'exprime à son tour en termes tout à fait analogues. D'autre part, alors que Vandervelde, dans l'article que j'ai cité, faisait de la suppression de l'héritage l'instrument de la «socialisation par couches successives», le Plan du Travail prévoit que «la législation sur l'héritage n'apportera à la libre transmission des biens que les entraves nécessaires pour empêcher la reconstitution d'une oligarchie financière héréditaire».

On peut dire, je crois, qu'examiné sous cet angle, le Plan du Travail prend l'aspect d'un plan offensif dirigé, non pas contre le régime capitaliste en général, mais contre le monopole capitaliste. Le plan s'attaque au monopole, si je puis dire, aux deux extrémités, par le haut et par le bas. En haut, là-même où le monopole règne en maître dès à présent, il est attaqué par la nationalisation, par la mainmise de l'État qui substitue l'autorité collective, et qui l'exproprie – nous ne savons pas exactement sous quelles conditions – dans la mesure nécessaire pour assurer cette autorité collective. En bas, dans le secteur où il ne règne pas encore, mais sur lequel il pèse cependant, dans la région du «capitalisme non monopoliste» et de «l'économie autonome», pour reprendre les expressions de Henri de Man, la route lui est barrée par le retour au régime d'une libre concurrence «débarrassée de ses entraves». Je crois cette présentation fidèle ... à condition, bien entendu, qu'on ne perde jamais de vue que le but immédiat reste la conquête du pouvoir politique par le rassemblement d'une majorité, et qu'une fois installé au pouvoir avec le mandat populaire, il faudra bien que le socialisme obéisse à son destin.

«Au delà du Réformisme» (X)
«Socialisation et socialisme» *(Le Populaire,* 26 janvier 1934)

Je crois en avoir assez dit dans mes articles précédents pour provoquer quelques réflexions utiles chez ceux de nos camarades qui seraient tentés de concevoir l'exécution d'un plan de socialisations comme une réalisation partielle du socialisme. Je veux encore verser à ce débat un texte que j'emprunte toujours au même auteur, car je l'extrais du dernier volume des

Œuvres de J. Jaurès.

Ce volume contient une ample étude, «Socialisme et liberté», que Jaurès a donnée à la *Revue de Paris* en décembre 1898 et qu'il a visiblement écrite avec une application particulière. Voilà ce que j'y lis :

«Le socialisme d'État laisse subsister le patronat et le salariat. Parfois, il est vrai, et c'est une tendance croissante, il transforme en services publics nationaux ou communaux certains services capitalistes. Par exemple, il rachète et nationalise les chemins de fer, il municipalise l'eau, le gaz, les tramways. Mais, même dans cette création de services publics, il reste fidèle au système capitaliste. Il sert un intérêt au capital qui a servi à l'établissement des voies ferrées, et que les salariés soient tenus de fournir le dividende du capital privé ou l'intérêt des emprunts d'État, c'est tout un. Ce qu'on appelle le socialisme d'État est en fait, dans les services publics, du capitalisme d'État».

[...] Quel est l'objet propre du socialisme ? C'est la suppression du salariat, c'est-à-dire l'élimination de la plus-value que le capitalisme prélève sur les salariés, c'est-à-dire l'attribution au travailleur, pris individuellement et comme unité sociale, du produit intégral de son travail. La plus-value est-elle éliminée, le travailleur recouvre-t-il le produit intégral de son travail quand l'État nationalise des services publics jusqu'alors abandonnés au capitalisme, ou même quand il nationalise des industries privées que le monopole capitaliste a concentrées entre ses mains ? Tout est là, si l'on veut se placer du point de vue de la réalisation socialiste et Jaurès, avec la prescience ordinaire de son génie, a fixé du premier coup le point «crucial».

Or, en aucune hypothèse, le travailleur ne recouvrera, par l'effet de socialisations partielles, le produit intégral de son travail. La gestion d'État ou le contrôle d'État exercé sur de grandes industries pourront sans doute améliorer les salaires et les conditions de travail, mais dans la mesure où là naît une législation sociale du type ordinaire. Le travailleur des services ou industries nationalisés restera soumis pour l'essentiel à la loi capitaliste.

Sans doute, la nationalisation aura pour effet, et c'est l'hypothèse que prévoit précisément Jaurès, de transférer à la collectivité le profit précédemment encaissé par l'exploitant capitaliste. Mais c'est ici que la question de l'indemnisation, déjà touchée dans un de mes précédents articles, prend une importance capitale. Supposons une indemnisation intégrale comme l'a fait Jaurès ; alors, l'opération est blanche ; le profit ne fait que traverser les caisses publiques ; il sert à acquitter des arrérages d'emprunt au lieu de payer des dividendes. Supposons, à l'inverse, une expropriation sans aucune indemnité. Une catégorie de profits capitalistes est confisquée et peut être affectée à la satisfaction de besoins collectifs ; mais j'ai indiqué, après Jaurès et Vandervelde, combien cette conjoncture était peu vraisemblable en cas de socialisation partielle. La plus probable est que la nationalisation comporterait une indemnisation partielle ou précaire, et un boni apparaî-

trait de ce chef dans le budget national, mais, en dernière analyse, il n'y jouerait pas d'autre rôle que le produit d'un impôt, car c'est déjà le rôle de l'impôt de faire servir à des fins collectives une fraction des plus-values capitalistes – et rien ne serait changé dans l'essence du système social.

J'ai d'ailleurs raisonné, ainsi qu'on l'a vu, comme si la plus-value d'une industrie déterminée était isolable, alors qu'au contraire la plus-value est perçue par l'ensemble capitaliste, alors qu'un travailleur quelconque est en réalité le créancier non pas de son patron à lui, non pas de telle entreprise déterminée, mais du système tout entier. Les socialisations partielles n'ont donc pas et ne peuvent pas avoir pour effet de démanteler un pan du système capitaliste.

Tant que le régime de la propriété capitaliste subsiste, l'exploitation du prolétariat persiste, et l'on ne peut faire autre chose que de modifier les conditions de cette exploitation ou de recouvrer sur le capitalisme une partie des profits qu'il tire de cette exploitation. Un plan de socialisation partielle n'est même pas, à cet égard, une réforme de «structure», en ce sens qu'il ne modifie pas la structure capitaliste ; il serait plutôt une réforme de «fonction». En tous cas, je tiens pour certain qu'il ne comporte pas une réalisation partielle du socialisme. La socialisation n'est pas socialisme tant que la propriété capitaliste n'est pas elle-même socialisée. Elle ne crée même pas une «forme intermédiaire» entre la propriété capitaliste et la propriété sociale.

Quelle est dès lors la véritable portée qu'il faut attribuer au «Plan du Travail» ? Quelle est la véritable vertu qu'il faut lui reconnaître ? Toujours la même, et je ne peux que reprendre ici, une dernière fois, la conclusion que j'ai constamment formulée à la suite de mes examens et «recoupements successifs». Il vaut comme un plan de combat, comme un plan offensif exerçant le maximum d'action sur la classe ouvrière belge et sur les masses populaires ambiantes. Il vaut comme un instrument de la conquête du pouvoir. Les nationalisations qu'il prévoit comme résultats de première urgence, si elles ne valent pas comme mode de réalisation partielle du socialisme, valent moralement, psychologiquement, politiquement, en tant qu'elles exalteraient la confiance de la classe ouvrière en elle-même, en tant qu'elles accroîtraient sa force militante et son élan d'entraînement, en tant qu'elles réduiraient la capacité de résistance du capitalisme à la socialisation intégrale. Voilà en quoi et pourquoi le «Plan du Travail» se place bien au delà du réformisme ; voilà en quoi et pourquoi il contient une «puissance révolutionnaire».

Léon Blum

archives-socialistes.fr

Jean Jaurès

Bulletin de la Société d'Études Jaurésiennes
131, rue de l'Abbé Groult, 75015 Paris
C.C.P. : «S.E.J. Paris 13.669.84 H»

Abonnement annuel (4 numéros) : France : 45 F, Étranger : 55 F
Le numéro : 12 F.
Adhésion : 10 F ou 25 F (donateur).

En 1983 sont parus :

N° 88 :
Jaurès et la Chine, par Ma Shengli
Jean Jaurès guérinien fervent, par G.L. Marchal (suivi d'un article de Jaurès sur M. de Guérin)

N° 89 :
Jean Sabin, député du Tarn (1910-1919), par Guy Sabin
Jaurès à Sainte-Barbe, par J. Friguglietti
Glanes, notes de lecture

N° 90 :
La Vie Ouvrière et Jaurès, par Janine Durand
Jaurès occitan, par Jordi Blanc
L'assemblée générale de la Société d'Études Jaurésiennes

N° 91 :
Discours de Jean Jaurès à Rochefort le 5 juillet 1914, présenté par Jean Rabaut
Alexandre Varenne, un des porte-paroles de la «droite» de la SFIO avant 1914, par Guy Rousseau
Note de lecture : *Jaurès* (anthologie présentée par Louis Lévy et préfacée par Madeleine Rebérioux), par Léo Hamon
Poèmes de guerre consacrés à Jaurès (Victor Bonnans et M.E. Naegelen), présentés par Madeline Rebérioux.

N° 92 :
Jaurès et les féministes, par Jean Rabaut
Jaurès, lecteur de Fichte selon Alexis Philonenko, par Annick Wajngart
A Jean Jaurès, par Marcel-Edmond Naegelen
Vie de la Société : Assemblée Générale du 4 février 1984
Notes brèves

archives-socialistes.fr

CAHIERS LÉON BLUM

Numéro 1 – Mai 1977

Présentation, par Robert VERDIER
Morale et politique, par Daniel MAYER
Les relations internationales et l'exercice du pouvoir pendant le Front Populaire, juin 1936-juin 1937, par René GIRAULT

Ce numéro est épuisé.

Numéros 2 et 3 – Décembre 1977 - mars 1978

Contribution à l'histoire de la politique de la non-intervention
Sur les jugements de l'histoire, par Ernest LABROUSSE
A propos de la genèse de la non-intervention, par Daniel BLUMÉ
Documents : *La non-intervention relâchée,* par Daniel BLUMÉ
Témoignages recueillis (M. Alvarez del Vayo, G. Cusin)
Considérations rétrospectives, par Gaston CUSIN

Numéro double : 20 F

Numéros 4 et 5 – Décembre 1978 - mars 1979

Léon Blum et le journalisme
Léon Blum : un témoignage, par Pierre MENDÈS-FRANCE
Léon Blum éditorialiste, par Robert VERDIER
Il faisait confiance à l'homme, par Daniel MAYER
Léon Blum, directeur du «Populaire», par Henri NOGUÈRES
Dire ce qu'on pense et faire ce qu'on dit, par Jean FERNIOT
L'information et son commentaire, par Georges ALTMANN
Léon Blum à la radiodiffusion, par Henri NOGUÈRES

Numéro double : 20 F

Numéros 6, 7 et 8 – Décembre 1979 - juillet 1980

La SFIO face aux défis de l'après-guerre (1944-1947)
Réunions du Comité directeur de la SFIO, de novembre 1944 à août 1946, présentées par Jean-Pierre RIOUX
Une expérience ministérielle : Daniel Mayer
Avant-propos par René GIRAULT
Entretien avec Daniel MAYER

Numéro triple : 30 F

Numéro 9 – Mai 1981

Léon Blum, les socialistes et la politique pétrolière française
Présentation, par Robert VERDIER
Textes de discours prononcés par Léon Blum à la Chambre des Députés, présentés et annotés par André NOUSCHI

Le numéro : 20 F

Numéro 10 – Décembre 1981

Le Populaire et le premier plan quinquennal soviétique

Oreste Rosenfeld, le premier plan quinquennal et la démocratie socialiste. Textes d'O. ROSENFELD présentés par René GIRAULT
Oreste Rosenfeld, par Robert VERDIER
Un inédit : un jugement d'un socialiste russe sur l'évolution de l'URSS : *Le plan quinquennal et la social-démocratie,* par Théodore DAN

Le numéro : 20 F

Numéros 11 et 12 – 1982

Jean Jaurès et Léon Blum

Jaurès et Blum, par Madeleine REBÉRIOUX
Socialisme «normalien» ou socialisme normalisé, par Daniel LINDENBERG
Léon Blum : analyse et prescience, par Daniel MAYER
État, socialisme et pouvoir dans l'œuvre de Léon Blum, par Léo HAMON
Jean Jaurès, conférence donnée le 16 février 1933 au théâtre des Ambassadeurs, par Léon BLUM
Léon Blum, conférencier, parle de Jaurès, par André GYBAL
Jeanne Blum – Cécile Grunebaum-Ballin

Numéro double : 40 F

Numéros 13 et 14 – 1983

Une Fédération pas tout à fait comme les autres, par Robert VERDIER
Une Fédération à l'épreuve de la doctrine socialiste, par Élie COHEN-HADRIA
La pensée socialiste à l'épreuve de la réalité tunisienne, par Liliane PERREIN
Chronologie
Histoire de la Fédération de Tunisie, entretien avec Élie COHEN-HADRIA, propos recueillis par Liliane Perrein
Portraits, par Élie et Lucienne COHEN-HADRIA
Le procès de Tunis Socialiste : souvenirs et commentaires, par Élie COHEN-HADRIA
Annexes : Les textes fondamentaux

Numéro double : 60 F

Conditions d'abonnement : voir au dos de ce Cahier.

Pour recevoir l'un des numéros parus, s'adresser à la trésorière ; on peut aussi les trouver :

Librairie du Regard : 41, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris

Librairie Saint-Michel-Sorbonne : 20, rue de la Sorbonne, 75005 Paris

L'ŒUVRE DE LEON BLUM

Tome I
Critique littéraire. Nouvelles Conversations de Goethe avec Eckermann. Premiers essais politiques et écrits de jeunesse (1891-1905)

Tome II
Du mariage. Critique dramatique. Stendhal et le beylisme. Conclusions au Conseil d'État (1905-1914)

Tome III
L'entrée dans la politique active. Le Congrès de Tours. De Poincaré au Cartel des Gauches. La Réforme gouvernementale (1914-1928)

Tome IV
Réparations et désarmement. Les problèmes de la paix. La montée des fascismes (1928-1934)

Tome V
Du 6 février au Front Populaire. Les lois sociales de 1936. La Guerre d'Espagne (1934-1937)

Tome VI
La fin du Rassemblement populaire. De Munich à la guerre. Souvenirs sur «l'Affaire» (1937-1940)

Tome VII
Mémoires. La Prison. Le Procès. La Déportation. A l'échelle humaine (1940-1945)

Tome VIII
Naissance de la IV[e] République. La Vie au Parti et la doctrine socialiste (1945-1947)

Tome IX
La Fin des alliances. La Troisième Force. Politique européenne. Pour la justice (1947-1950)

ÉDITIONS ALBIN MICHEL
22, rue Huyguens 75680 Paris Cedex 14
Chaque volume = 54,00 F

archive-socialiste.fr

LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME
A LA RECHERCHE DE SON HISTOIRE

Fondée en 1898, la Ligue des Droits de l'Homme est la plus ancienne des organisations de défense des droits de l'homme.
La mémoire de ses combats constitue donc un capital précieux pour les luttes à venir. C'est pourquoi la commission information cherche à rassembler un fonds d'archives qui permettra aux ligueurs de retrouver leur histoire.
La ligue est donc à la recherche de tout document susceptible d'enrichir ce fonds : ouvrages, publications, photos, enregistrements...
Prendre contact avec Bernard WALLON, Commission Information, Ligue des Droits de l'Homme, 27, rue Jean Dolent, 75014 PARIS - Tél. (1) 707.56.35.

archivesbolchevistes.fr

SOCIÉTÉ DES AMIS DE LÉON BLUM

Président : Robert VERDIER.
Secrétaire : Liliane PERREIN.

Siège social : chez la trésorière, Catherine MALAMOUD,
7, rue de la Cité Universitaire – 75014 Paris

COTISATIONS

Adhérent : 10 F par an. Membre fondateur : 20 F par an. Membre fondateur à vie : versement unique de 150 F.

Adresser la demande d'adhésion et un chèque au nom de la trésorière. C.C.P. : 17 037 94 F PARIS.

ABONNEMENT AUX CAHIERS LÉON BLUM

Il est indépendant de l'adhésion à la Société des Amis de Léon Blum.

Pour s'abonner aux Cahiers Léon Blum (un ou deux numéros par an ; abonnement pour 1985 : 75 F), adresser la demande d'abonnement et un chèque à la trésorière.

archives-socialistes.fr

Composition et Impression
ARGRAPHIE 8, boulevard Jourdan – 75014 Paris

D.L. 4e trimestre 1984

Le directeur de la publication : L. Perrein